

Histoire et Mémoire de la
formation permanente des adultes
en Nord/Pas de Calais
1945 - 2000

Coordination : ***Gérard Mlekuz***

avec la participation de :

Elisabeth Charlon

Jacques Denantes

Anne Dourlens

Serge Evrard

Nicole Gadrey

JUIN 2006

« La mémoire vivante n'est pas née pour servir d'ancre. Elle a plutôt vocation à être une catapulte. Elle ne veut pas être havre d'arrivée, mais point de départ. Elle ne renie pas la nostalgie, mais lui préfère l'espoir, ses dangers, ses intempéries. Les grecs pensaient que la mémoire était fille du temps et de la mer ; ils n'avaient pas tort ».

Eduardo GALANEO

SOMMAIRE

- I - Avertissement au lecteur..... page 4
- II - Introduction page 5
- III - Aller à la rencontre du passé : une démarche,
des entretiens, des mises en forme page 7
- IV - Mise en récit de l'histoire et de la mémoire de la
Formation Permanente en Nord/Pas-de-Calaispage 12
- V - La recherche d'une spécificité des représentations de la
Formation Continue dans la région Nord/Pas-de-Calaispage 82
- VI - Pour un travail permanent d'histoire et de mémoire en
Nord/Pas-de-Calaispage 96
- VII - L'histoire et la mémoire pour l'avenir.....page 99
- VIII - Bibliographie page 101
- IX - Les repères chronologiquespage 106

Avertissement au lecteur

Conçu comme un élément d'un ensemble comprenant aussi trois D.V.D, ce document est une mise en récit nourrie de faits, de lectures, de points de vue recueillis auprès de témoins de la période 1945-2000 mais aussi de souvenirs personnels, puisque la majeure partie des auteurs de ce texte sont nordistes et ont été, aussi, des acteurs de l'histoire ici racontée.

Cette mise en récit privilégie l'histoire politico-institutionnelle de la formation permanente en Nord/Pas-de-Calais. Comme l'explicite le chapitre consacré à la démarche du groupe de travail, les témoins rencontrés ont représenté ou représentent encore des institutions. Alors que le développement et les usages de la formation permanente de 1945 à 2000 ont été l'affaire de milliers de personnes, ils sont les seuls à avoir témoigné. Cela marque l'une des limites de ce travail.

La seconde limite tient au statut de ce document et des D.V.D. Ils ne prétendent pas se substituer aux travaux d'historiens. Ceux-ci seraient à engager.

Comme l'indique l'introduction de ce document, nous avons ouvert « le chantier » de l'histoire et de la mémoire de la formation permanente en Nord/Pas-de-Calais pour la période 1945-2000. Nous avons stabilisé des repères chronologiques. Nous avons testé quelques hypothèses. Bref, nous avons débroussaillé, défriché, exploré et dessiné les contours d'un capital de « Mémoire reliante » dont ont besoin, les acteurs actuels et futurs de la Formation Permanente.

Souhaitons bon vent aux Historiens et aux Mémorialistes qui, demain, prolongeront cette mise en récit. Ils pourront, comme nous, mettre en exergue de leur travail, cette belle formule de Victor Hugo : « Ceux qui ne s'intéressent pas au passé ne comprendront jamais le présent et auront de la peine à inventer l'avenir ».

INTRODUCTION

Dans son article « Histoire de la formation, formation de l'histoire »¹ Y. Palazzeschi dont les recherches portent sur l'histoire de la formation des adultes en France, identifie trois enjeux majeurs. Le premier d'entre eux est la systématisation du travail de mémoire dont les productions existantes sont encore bien limitées. Recueil de la mémoire vivante et sauvegarde des archives sont les deux objectifs prioritaires reliés à cet enjeu. « Par la force du temps qui passe, le chantier est urgent » indique Y. Palazzeschi.

Ce document et les trois supports multimédias commandités par le Conseil Régional du Nord/Pas-de-Calais et produits par une équipe réunie autour du C.U.E.E.P de Lille font écho à cet enjeu. Quatre mots caractérisent le travail accompli par cette équipe: exploration, formalisation, transmission et contribution aux débats de demain.

- Exploration, car ce travail est une première plongée dans les années 1945-2000. La lecture d'archives, d'ouvrages, la mémoire des dix sept personnes rencontrées nous ont permis d'ouvrir ce vaste « chantier »
Nous avons tracé la voie mais bien des matériaux restent à découvrir, à exploiter.
- Formalisation, car nous avons traité les matériaux recueillis et cherché à leur donner forme. Nous avons bâti une première série de repères chronologiques. Un cadre de référence a été stabilisé. Nous avons ensuite cherché les formes adaptées à nos objectifs, à notre souci de donner à voir, à entendre, à lire cinquante cinq années d'une histoire institutionnelle et humaine riche en événements et en personnalités singulières.
Nous avons opté pour une formalisation multimédia en concevant trois D.V.D et un document écrit. Ces productions sont, à nos yeux, complémentaires et constituent une sorte de bagage accessible à tous ceux qui sont persuadés que l'on ne comprend rien au présent si l'on ne s'intéresse pas au passé.
- Transmission car, dans le domaine de la formation permanente des adultes, cette tâche est encore largement à concevoir et surtout à mettre en œuvre. Chaque génération d'acteurs peine à s'approprier son héritage.
Ce travail peut être l'un des outils, l'un des leviers pour instituer de manière durable et régulière une activité salutaire de transmission.
« Un héritage sans testament » comme l'indiquait le poète René Char afin de laisser aux générations présentes et à venir la liberté totale d'inventer les épisodes de demain.

¹ Y. PALAZZESCHI. « Histoire de la formation, formation de l'histoire ». SAVOIRS n° 3. 2003.

- Contribution aux débats d'aujourd'hui et de demain enfin, car dans ce domaine comme ailleurs, l'histoire et la mémoire sont indispensables pour saisir les ruptures et les continuités dans lesquelles évolue le présent et pour donner sens, ampleur et lucidité à la recherche des orientations et des actions concrètes à inventer pour construire les temps à venir.

Six parties constituent ce document :

- La présentation de la démarche mise en œuvre par l'équipe réunie autour du C.U.E.E.P ;
- La mise en récit des cinq périodes qui jalonnent les années 1945-2000,
- La recherche d'une spécificité des représentations de la Formation Continue dans le Nord/Pas-de-Calais ;
- La formulation de propositions relatives au prolongement de cette première exploration de l'histoire et de la mémoire de la Formation Permanente des adultes en Nord/Pas-de-Calais ;
- La bibliographie ;
- La présentation des repères chronologiques mêlant l'histoire nationale et l'histoire régionale.

Nous ne pouvons pas clore ces mots d'introduction sans remercier chaleureusement les dix sept personnes qui ont accepté de nous rencontrer à deux reprises. Leurs témoignages sont au cœur de ce travail écrit et des trois D.V.D. Ils ont admirablement rempli leur rôle de passeur de mémoire et d'histoire.

Allons, en leur compagnie, à la rencontre des temps anciens qui ont fait de la région Nord/Pas-de-Calais une région pionnière dans le domaine de la formation permanente des adultes.

*Aller à la rencontre du Passé :
une démarche, des entretiens,
des mises en forme*

LA DEMARCHE

Ce travail débute en mai 2004 par la constitution d'un groupe de travail composé de dix personnes venues d'horizons divers et aux compétences complémentaires :

- Des conseillers en formation continue du CUEEP : Serge Evrard et Gérard Mlekuz ;
- Des enseignants-chercheurs de l'Université des Sciences et Technologies de Lille (U.S.T.L) : Martine Beauvais, Elisabeth Charlon, Jean-Noël Demol, Nicole Gadrey, Véronique Leclercq ;
- Une documentaliste du C.U.E.E.P : Anne Dourlens ;
- Un ingénieur, docteur en Sciences de l'Education, secrétaire général du Groupe d'Etude pour l'Histoire de la Formation des Adultes (GEHFA) : Jacques Denantes ;
- Un réalisateur audiovisuel de l'U.S.T.L : Guy Vantomme, directeur adjoint du Service Commun Multi Médias (S.C.M.M).

Après une plongée dans les ouvrages traitant de l'histoire de la formation des adultes en France, une rencontre avec l'historien lillois P. Marchand, un premier inventaire de la documentation existante sur la formation permanente des adultes en Nord/Pas-de-Calais, le groupe arrête, en septembre 2004, un plan de travail et une démarche. A partir de cette date plusieurs étapes vont jaloner l'activité du groupe.

1. **Stabilisation de la périodisation et identification des témoins à rencontrer :**

Quatre périodes sont arrêtées :

- 45-58 : elle coïncide avec la Quatrième République ;
- 59-71 : elle recouvre les débuts de la Cinquième République et représente les années qui conduiront à la loi de juillet 1971 ;
- 72-82 : elle consolide en partie la période précédente mais surtout correspond, dès 1974, à l'accroissement du nombre de demandeurs d'emploi et au recours à la formation pour traiter les problèmes de chômage ;
- 83-2000 : ce sont les années de la décentralisation avec l'élaboration de politiques régionales, la professionnalisation des acteurs et les relations complexes entre partenaires sociaux, état, région et offreurs de formation.

Au regard de ces quatre périodes, nous partons à la recherche de témoins représentatifs de cette déjà longue histoire. Nous prenons alors la mesure du grand nombre de personnalités décédées et qui auraient pu, si ce travail avait été entrepris plus tôt, être interviewées.

Citons parmi de nombreuses autres personnes : J. Bajeux, G Debeyre, A. Glorieux, A. Habart, M. Hannart, G. Hasson, P. Louchet, M. Moriammez, J.B. Pennel, J. Pointurier, F. Thébaud, M. Vandesype. Autant de « pionniers » de la première

période disparus. Mais ainsi va la vie des historiens et des mémorialistes. La mémoire vivante n'est jamais exhaustive, ni totalement satisfaisante. Elle est toujours tributaire du moment et du contexte dans lequel elle s'exprime. Pour notre travail, elle est celle de l'année 2005.

Elle est celle des dix sept témoins que nous avons retrouvés et contactés. Qui sont-ils ?

Ils appartiennent à trois catégories :

- les partenaires sociaux : S. Bonder, M. Dias, E. Merchez, P. Rouzé, G. Ryon ;
- les acteurs éducatifs et culturels : M. Feutrie, C. Hujeux, A. Lebrun, X. Loucheur, P. Masson, B. Taglioli, B. Schwartz, C. Ryon-Vercoüter ;
- les acteurs institutionnels et politiques : C. Carin, D. Deckonninck, H. Peurichard, J.M. Stiévenard.

Leur âge se situe entre 50 ans et 88 ans. Quatre femmes figurent parmi les dix sept personnes.

2. Construction d'un cadre de référence :

Plusieurs éléments sont assemblés pour construire ce cadre de référence

- Des repères chronologiques reprenant l'histoire nationale et régionale ;
- Une première mise en récit de cinquante cinq années d'histoire ;
- Des éléments biographiques concernant les témoins identifiés ;
- Une série d'hypothèses que nous chercherons à vérifier et qui peuvent être ainsi résumées :
 - Plus que dans d'autres régions de France, les catégories d'acteurs ont vu dans la formation des adultes un levier pour réduire les inégalités sociales partiellement ancrées dans des inégalités de savoirs ;
 - Par des synergies de valeurs et d'actions, et au nom d'une histoire économique, sociale commune, les acteurs en présence sont parvenus à coopérer ;
 - Ils ont développé des démarches pédagogiques différentes de celles de la formation scolaire à la fois parce qu'ils s'adressaient à des adultes et qu'ils avaient des visées transformatrices en matière d'éducation.

A partir de ces éléments une grille d'entretien adaptée à la première série de rencontres est élaborée.

3. Réalisation de la première série d'entretiens :

Ils sont réalisés de novembre 2004 à mars 2005. Des équipes de deux personnes les réalisent. Chaque entretien est retranscrit intégralement. Aucun refus n'est enregistré. Deux entretiens sont réalisés en dehors de la région, à Paris et à Noisy-le-Grand.

4. Exploitation de la première série d'entretiens :

Après appropriation et analyse des dix sept entretiens, cinq thèmes sont retenus pour construire la suite :

- Les héritages et les valeurs,
- Les objectifs de la formation,
- Les questions pédagogiques,
- Les réalisations,
- Les spécificités de la région Nord/Pas-de-Calais.

Ce travail permet au groupe de bâtir de nouvelles grilles d'entretien plus courtes, personnalisées et convenant, ainsi, davantage à un support tel que le D.V.D.

5. Réalisation de la seconde série d'entretiens :

En septembre 2005 un groupe de travail plus restreint continue à piloter l'ensemble du projet. Il est composé de sept personnes : E. Charlon, J Denantes, A. Dourlens, S Evrard, N. Gadrey, G. Mlekuz et G. Vantomme.

En novembre 2005, G. Mlekuz, B. Mikolajczyk et G. Vantomme réalisent la seconde série d'entretiens. Les dix sept personnes sont accueillies dans un studio de télévision aménagé dans les locaux du Centre de Production Audiovisuelle de l'Université de Lille1 à Villeneuve d'Ascq (C.E.P.A.V). Trois caméras sont installées. Chaque entretien dure de quarante à cinquante minutes. Une question posée à tous arrive en fin d'entretien : *quelles sont les spécificités de la région Nord/Pas-de-Calais dans le domaine de la formation permanente des adultes ?*

6. Réalisation des productions audiovisuelles et du document écrit :

Les cinq premiers mois de l'année 2006 sont consacrés à la réalisation des productions. Trois DVD sont conçus et réalisés. Ils sont, pour l'essentiel, consacrés à la présentation des entretiens filmés. Ils comprennent aussi des repères chronologiques illustrés par des extraits d'interviews, un documentaire, des informations biographiques, une bibliographie.

Le document écrit rend compte du travail accompli et propose aux lecteurs des repères chronologiques évoquant l'histoire nationale et l'histoire régionale. Il comprend une mise en récit fondée sur la périodisation retenue et donne à voir la longue marche de la formation permanente des adultes dans une région où elle a été, à toutes les époques, une priorité, un enjeu, une ambition, une utopie parfois, portés par des acteurs venus d'horizons divers et soucieux d'élever le niveau de

connaissances et de culture du plus grand nombre de femmes et d'hommes comme aimait à le répéter le personnage le plus âgé de notre échantillon d'interviewés².

« On y trouve aussi un texte de J. Denantes, secrétaire général du GEHFA, directeur en Sciences de l'Education, et membre du groupe de travail. En s'appuyant sur une partie des premières interviews, il a cherché à caractériser ce qui apparaît spécifique à la région Nord/Pas-de-Calais, dans les représentations de la Formation Continue ».

Enfin les dernières pages de ce document sont consacrées aux propositions relatives aux prolongements qu'il serait possible de donner à ce travail. Elles traitent de trois notions essentielles en matière d'histoire et de mémoire : le recueil des archives, le recueil de la mémoire vivante et la transmission. La bibliographie et la présentation des repères chronologiques constituent les dernières parties de cette étude.

² Il s'agit de A. Lebrun fondateur de Centre Université-Economie d'Education Permanente. Se reporter à son entretien.

*Mise en récit de l'histoire et
de la mémoire
la formation permanente des adultes
en Nord/Pas-de-Calais*

*De la promotion sociale
à l'éducation et la formation
tout au long de la vie (1945 – 2000)*

Prenant appui sur des lectures, des archives, et surtout les dix sept entretiens réalisés, nous avons, au fil des mois, tenté de mettre en récit les étapes du processus de construction de la formation permanente des adultes en Nord/Pas-de-Calais. Trois générations d'acteurs ont contribué à écrire cette histoire. La première, celle des « pionniers » de l'après guerre est à la retraite et a partiellement disparu. La seconde, celle des « bâtisseurs » s'apprête à quitter la vie professionnelle. Quant à la troisième, elle a prolongé l'œuvre entamée en se cherchant, peut être plus que les autres, une identité.

On retrouvera tous ces acteurs au fil des pages, au fil de la présentation chronologique que nous avons choisie d'adopter.

Comme nous l'avons déjà indiqué, ci-dessus, quatre périodes seront successivement présentées. Pour chacune de ces périodes, l'histoire de la formation permanente des adultes est replacée dans son contexte national et régional.

La formation des adultes étant en effet largement déterminée par des facteurs économiques, politiques, juridiques, sociaux, éducatifs et culturels, il était indispensable de les évoquer avant de décrire les évolutions des politiques de formation permanente. Celles-ci sont la résultante de plusieurs héritages et de nombreuses déterminations. Elles traduisent et symbolisent des époques particulières. Elles sont en tout cas indissociables des contextes dans lesquels elles ont été conçues et mises en œuvre.

Le retour aux repères chronologiques présentés à la fin de ce document peut faciliter l'entrée dans cette mise en récit. Le petit voyage à l'intérieur d'une déjà longue histoire peut commencer !

Le contexte national

1. Les aspects politiques

Le climat d'unité nationale et de volonté de réformes (nationalisations, création des comités d'entreprise, fondation de la sécurité sociale, plan Langevin-Wallon pour l'éducation) marque les premières années de cette période.

Mais dès 1947 l'aide américaine et ses exigences, les difficultés économiques, la guerre froide contrarient les ambitions de la libération.

A partir de 1950, les guerres coloniales se développent en Indochine puis en Algérie. Elles contribuent à aggraver une instabilité gouvernementale déjà chronique.

En 1954, P. Mendès France met fin à la guerre d'Indochine. En 1956, l'espoir de paix en Algérie est incarné par le gouvernement du Front républicain présidé par G. Mollet. Ces espoirs seront vite contrariés par le développement des actions de pacification, la démission de P. Mendès France, les pressions exercées par les tenants de « l'Algérie Française »

Ce climat de tension et ces tentatives de déstabilisation de l'Etat conduisent, en mars 58, le président R. Coty à faire appel au général De Gaulle.

Signalons qu'à l'initiative d'un ministre de la 4^{ème} république (E. Faure) « l'idée régionale » voit le jour en 1955 avec la création des « Programmes d'action régionale » qui donneront lentement naissance aux vingt deux régions françaises.

2. Les aspects économiques et sociaux :

Les années 45-58 mêlent réformes, redressement économique, grèves longues et première ébauche de construction européenne avec , en 1951, la création de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (C.E.C.A.) et en 1957, la Communauté Européenne Economique (C.E.E)

En 1947 l'éclatement de la C.G.T provoque la création d'une nouvelle organisation syndicale : la C.G.T – F.O.

En 1956, trois semaines de congés payés sont instaurées. Cette mesure accompagne l'amélioration des conditions de vie des français qui s'enrichissent et accèdent davantage aux biens de consommation.

Le nombre de voitures passe de deux millions en 1951 à quatre millions en 1958. On achète massivement des poudres à laver et des produits d'entretien dont la production a été multipliée par vingt en six ans !

En 1958, on est dans le plein emploi. Il n'y a que 25 000 chômeurs secourus. On importe massivement de la main-d'œuvre : plus de 15 000 personnes par an entre 1955 et 1961. L'état subventionne l'appel à la main-d'œuvre maghrébine.

C'est, selon E. Faure, « l'expansion dans la stabilité » Autrement dit, le miracle français.

3. Les aspects éducatifs et culturels

Elaboré en 45-46, le plan Langevin-Wallon, riche en propositions novatrices, est abandonné en 1947. Il ne sera jamais appliqué³

Dans les années 50, l'entrée en 6^{ème} est conditionnée par la réussite à un concours. La majorité des jeunes français n'entre pas au collège et encore moins au lycée. Cinq pour cent seulement de jeunes français d'une génération accèdent au baccalauréat.

Seule une élite fréquente l'Université. En 1958, la France compte à peine 200 000 étudiants.

En 1945, l'éducation populaire connaît un essor important. Une direction est instituée et confiée à l'écrivain Jean Guéhenno. Des centres d'éducation populaire sont créés ainsi qu'un corps d'instructeurs nationaux. Les mouvements d'éducation populaire sont soutenus. Mais dès 1948, arrive le temps des illusions contrariées. En 1954, dans un article confié au journal « Le Monde » le fondateur du mouvement « Peuple et Culture » J. Dumazedier dénonce la réduction des ambitions et des moyens.

A la direction des Beaux Arts du Ministère de l'éducation nationale, Jeanne Laurent impulse les débuts de la décentralisation culturelle⁴. Elle soutient J. Vilar et la création en 1947 de la première semaine d'Avignon. J. Vilar accède, en 1951, à la direction du Théâtre National Populaire et engage un travail de conquête des publics ouvriers en lien avec les comités d'entreprise.

Des hommes de théâtre tels que H. Gignoux, J. Dasté, G. Monnet, s'installent en province et créent des spectacles adaptés à l'organisation de tournées dans la région où ils s'implantent. De nouveaux publics sont ainsi touchés et sensibilisés au théâtre. Les ciné-clubs connaissent un développement important, et les premiers télé-clubs sont créés en 1958 par le journaliste R. Louis et J. Dumazedier dans l'Aisne.

³ C. ALLEGRE (Préf.), F. DUBET & P. MEIRIEU (Comm.). *Le rapport Langevin-Wallon*. Paris : Editions des Mille et une nuits. 2003.

⁴ M. DENIOT-POULQUIER. *Jeanne Laurent : une fondatrice du service public pour la culture 1946-1952*. Paris : Comité d'histoire du Ministère de la Culture. 2005. 267p.

« L'étrange lucarne » est alors perçue comme le nouvel outil de la démocratisation de la connaissance et de la culture⁵.

4. La formation des adultes en France

Dans les premières années de cette période (45-50), les urgences de la reconstruction déterminent les choix de l'Etat. Pour répondre aux besoins de main d'œuvre qualifiée, il crée, en 1946, l'Association pour la formation de la main-d'œuvre qui deviendra ensuite l'Association pour la Formation Professionnelle des Adultes (A.F.P.A.) Il promulgue en 1948 une loi visant à développer les cours du soir dont la fréquentation est alors faible.

Sous la pression des autorités américaines, la formation des gestionnaires compétents est impulsée. Quatre mille personnes vont sur place découvrir le modèle américain. A leur retour, ils participent comme l'indique L. Boltanski⁶ «à la formation d'une nouvelle idéologie industrielle et d'une nouvelle représentation de l'espace social » Ils forment avec d'autres, un réseau moderniste informel, mais lié par des relations personnelles qui continuent celles créées dans la résistance.

Le réseau des modernes dans lequel figurent des personnalités telles que: G. Berger, F. Bloch-Lainé, J. Fourastié, P. Mendès France, S. Nora, R. Vatier, est aussi, en partie, l'héritier, dans les milieux dirigeants, de la pensée sociale de l'église.

Cela leur permet de se rapprocher d'un autre courant très fort dans les années de l'après guerre, celui de l'éducation populaire. Celui-ci est, alors très marqué par le mouvement « Peuple et Culture » qui avec des hommes comme J. Dumazelier, B. Caceres, P. Lengrand, J. Rovin, poursuit une synthèse de la gauche communiste, socialiste, laïque ou chrétienne née dans la résistance et héritière directe des mouvements de jeunesse des années trente.

Pour faire avancer leurs idées, les «modernes » investissent dans leurs sphères respectives et ensemble, le champ de la formation.

Dans cette perspective, des rapprochements significatifs et représentatifs de l'époque s'opèrent :

- Rapprochement entre l'Université et l'Industrie qui donne naissance aux centres associés du Centre National des Arts et Métiers (CNAM) en 1952, au Centre Universitaire de Coopération Economique et Sociale, de Nancy (CUCES) en 1954 ;
- Rapprochement entre l'Université et le Monde Syndical qui donne naissance en 1951, à Grenoble, au premier Institut de Promotion Supérieure du Travail ;

⁵ G. MLEKUZ. « *Le kino, la T.S.F et l'étrange lucarne* ». Education Permanente. N° 122. 1995.

⁶ L. BOLTANSKI. *Les cadres, la formation d'un groupe social*. Paris : Editions de Minuit. Coll. Le sens commun. 1982. 523p.

- Rapprochement entre les Mouvements d'Education Populaire et l'Industrie qui donne naissance en 1957, au Bureau d'Application des Sciences Sociales et de l'Education Populaire pour l'Industrie (BASSEPI) ;
- Rapprochement entre les mouvements d'éducation populaire et la télévision qui permet, en 1958, la création de télé-clubs qu'animent J. Dumazedier, P. Harvois, R. Louis dans l'Aisne.

C'est dans ce contexte de création intellectuelle, d'expérimentation, de rapprochement des élites venues du monde éducatif, économique, social et culturel que naissent en 1955 deux notions nouvelles et porteuses d'avenir :

- La notion d'éducation permanente forgée par un inspecteur de la jeunesse et des sports : P. Arents ;
- La notion de « fonction formation » forgée par le responsable du service formation des Charbonnages de France, ancien ingénieur des mines à Bruay en Artois : Guy Hasson.

Ces deux notions vont structurer le champ de la formation des adultes et cristalliser, autour de leurs finalités, les valeurs, les futures lois, les réalisations ainsi que les différentes catégories d'acteurs.

5. La production intellectuelle des années 45-58

Outre l'apparition, en 1955, des deux notions structurantes que nous venons d'évoquer, les années 45-59 sont aussi riches en débats et en production de connaissances, de visions prospectives.

Le manifeste de « Peuple et Culture » de 1945, le plan Langevin-Wallon de 1947 constituent de véritables projets sociétaux⁷. Ils reflètent les ambitions de la libération et la volonté de construire, après les années sombres de la guerre et de l'occupation, une nouvelle société.

Dès 1946, le Mouvement « Peuple et Culture » développe l'expérimentation d'une méthode d'autoformation (l'entraînement mental) et invente des démarches pédagogiques adaptées aux adultes.

Dans les années cinquante, la pensée de G. Berger retient l'attention des promoteurs de la formation permanente des adultes. Philosophe, chef d'entreprise, appelé à la direction des enseignements supérieurs, il invente et popularise des concepts nouveaux. On lui doit les concepts d'accélération de l'histoire, de prospective⁸.

Il préconise un nouveau rapport à l'éducation et à la formation rendu nécessaire par les transformations sociales et économiques qui affectent la société française.

⁷ Y. PALAZZESCHI. *Introduction à une sociologie de la formation*. Paris : L'Harmattan. 1998. 267 p.

⁸ G. BERGER (Sd.). *Encyclopédie française. Tome XX : Le monde en devenir*. Paris : Société Nouvelle de l'Encyclopédie française. 1959.

Parallèlement et s'appuyant sur la doctrine sociale de l'église, un patronat chrétien (particulièrement bien implanté dans le Nord/Pas-de-Calais) développe une réflexion sur la dignité de l'homme au travail, la recherche d'une plus grande équité dans la distribution des richesses et des mesures sociales⁹. Les salariés structurent des cercles de réflexion et les mouvements d'action catholique, nés entre les deux guerres se développent en se spécialisant selon les appartenances professionnelles (ouvriers, agriculteurs, indépendants...) et selon leur genre (branche masculine et branche féminine). Leur démarche de réflexion est marquée par les verbes VOIR, JUGER, AGIR¹⁰.

⁹ Y.-M. HILAIRE (Préf.). *Cent ans de catholicisme social dans la région du Nord*. Villeneuve d'Ascq : Université Lille 3. Revue du Nord n°73. 1991. 290 p.

¹⁰ Se reporter à l'entretien des témoins : C. Ryon-Vercoutère et G. Ryon.

Le contexte régional

1. Les aspects politiques

Au cours de la période 45-58, cinq forces politiques s'affrontent dans le Nord :

- Les gaullistes, emmenés par L. Delebecque, constituent de 47 à 54 le deuxième parti de masse de la région. Le gaulliste R. Gaifie est maire de Lille de 47 à 54 ;
- Les élus du centre des indépendants (C.N.I ;) parti créé en 51 et présidé par l'un des derniers représentants des grandes familles patronales de la métropole lilloise : B. Motte – Delecour ;
- Les sociaux démocrates chrétiens fondateurs du mouvement républicain populaire très actif dans le Nord et où militent le jeune avocat A. Diligent et un secrétaire d'état aux affaires étrangères de la 4^{ème} République : M. Schumann ;
- La S.F.I.O dominée par le maire d'Arras G. Mollet qui devient président du conseil en 1956. Chez les jeunes socialistes P. Mauroy, impulse en 1951 la création d'un mouvement de jeunesse et d'éducation populaire : la fédération des clubs de loisirs Léo-Lagrange. En créant cette fédération, P Mauroy, qui a 23 ans en 1951, se réfère aux organisations sociales démocrates d'Allemagne et de Scandinavie et manifeste son intérêt pour les questions d'éducation populaire et permanente¹¹ ;
- Le parti communiste français est, électoralement, le parti dominant de la région. Il est très présent dans les bassins miniers et sidérurgiques. Il développe une ardente défense des industries charbonnières, textiles et sidérurgiques de la région sous la houlette de G. Ansart, G. Delefosse, A. Lecoeur, figures de ces années 45-58.

Dans ces années marquées par la guerre froide puis la guerre d'Algérie, le personnel politique régional se renouvelle. Les grandes familles industrielles ne sont plus directement présentes. Les couches moyennes, les ouvriers accèdent aux postes de représentation politique et cela marque le début d'une évolution durable.

2. Les aspects socio-économiques

La période 45-58 s'ouvre avec la nationalisation des compagnies minières. Les houillères de Bassin du Nord et de Pas-de-Calais (H.B.N.P.C.) sont instituées. Un statut social est accordé aux mineurs. Une héroïque « bataille du charbon » impulsée par M. Thorez ministre communiste du gouvernement du général De Gaulle est engagée. Les H.B.N.P.C. comptent, à cette époque, 250 000 salariés.

En 1948 l'activité sidérurgique est développée avec la création d'USINOR, dans le valenciennois.

¹¹ P. MAUROY. *Léo Lagrange*. Paris : Denoël. 1996. 231 p.

En 1948 et 1949, les illusions contrariées de la libération, les débuts de la guerre froide sont à l'origine de longues grèves qui secouent la vie sociale de la région et en particulier la vie du bassin minier.

En 1951, une exposition textile internationale se tient à Lille-Roubaix-Tourcoing. C'est une exposition importante et, selon la presse de l'époque, « c'est la plus belle manifestation textile qui se soit tenue dans le monde jusqu'à ce jour ».

A cette époque l'industrie textile compte 200 000 salariés. Mais malgré cette belle opération de promotion commerciale, le déclin économique de la région s'amorce. De nombreux acteurs de la vie économique expriment leur inquiétude. J. Goudaert président de la Chambre de Commerce de Lille estime en 1953 « que le Nord est en perte de vitesse ». Il ajoute « si nous voulons éviter une chute verticale dans un avenir plus ou moins éloigné, il nous faut agir et agir vite. Malheureusement nous ne sommes encore, je crois, que trois ou quatre à avoir le sentiment du péril que nous courons »¹².

L'avenir de la région inquiète aussi le doyen de la faculté de droit G. Debeyre. Le 6 novembre 1954, chargé d'accueillir le président du conseil P. Mendès France, il évoque l'angoisse de la jeunesse du Nord face à son avenir et décrit la mission de l'université de demain qui se devra d'instruire et de perfectionner l'étudiant, mais aussi le chef d'entreprise, l'ingénieur, l'ouvrier, le commerçant, le paysan.

Le climat d'inquiétude est aussi fondé sur les études socio-économiques que commencent à produire quelques comités d'expansion économique et les organisations syndicales. Tous les acteurs socio-économiques de la région s'accordent sur le diagnostic. A leurs yeux le déclin des industries de base de la région est engagé et il est urgent de réagir.

3. Les aspects éducatifs et culturels

La période 45-59 débute par la nationalisation des écoles appartenant aux compagnies minières privées. Après un long et vif débat, les personnels de ces écoles sont intégrés à l'Education Nationale. Dans cette période, comme nous l'avons indiqué précédemment, l'entrée au collège est conditionnée par la réussite à un concours. Dans les écoles primaires des villes ouvrières, un à deux élèves réussissent ce concours. Dans le pays minier, les élèves « méritants » bénéficient d'une bourse des H.B.N.P.C. L'accès au lycée et à l'université est réservé à une élite, aux « héritiers » dont parle P. Bourdieu.

L'éducation populaire est incarnée par des lieux et des mouvements. Le centre d'éducation populaire de Phalempin dirigé par T. Platel¹³ organise chaque week-end des sessions de formation d'animateurs. On y vient en vélo, en bus, en stop. Les ciné-clubs sont aussi très fréquentés à Dunkerque, Lille, Lens, Liévin. Les auberges

¹² P.GARCETT. « *Le Nord redémarre* ». Vie Française numéro spécial régional. 15 février 1972. 145 p.

¹³ M. HELUWAERT. *Pour l'éducation populaire*. Paris : L'Harmattan. 2004. 266 p.

de jeunesse, les amicales laïques, les premiers cercles « Léo-Lagrange » accueillent jeunes et adultes privés de loisirs et de rencontres culturelles au cours des longues années d'occupation.

Le loisir le plus populaire est le cinéma. En 1949, le film de L. Daquin « Le Point du Jour » tourné à Liévin et où M. Piccoli fait l'une de ses premières apparitions à l'écran, attire des milliers de personnes. La télévision fait une entrée remarquée dans les foyers du bassin minier. En 1955 une émission présentée par P. Tchernia est réalisée à la fosse 12 de Lens. Le cheval « Far-west », l'une des vedettes de cette émission, reçoit des dizaines de kilos de bonbons !

L'action culturelle est impulsée par C. Robichez et son théâtre populaire des Flandres dans le Nord et par L. Petitot, le fondateur des « cercles Noroit » dans le Pas-de-Calais. Ce dernier organise chaque année, à Arras, un festival d'art dramatique soutenu par l'un des artisans de la décentralisation culturelle française : P.A Touchard.

4. La formation des adultes dans la région Nord/Pas-de-Calais

Dans ce domaine, les années 45-58 sont marquées par une série de réalisations et, comme à l'échelon national, par un début de rapprochement des élites autour de l'idée d'éducation permanente.

A. Les réalisations

Quatre catégories d'acteurs s'intéressent à la formation permanente des adultes :

- Les organisations syndicales
 - Les entreprises
 - Les mouvements d'éducation populaire
 - L'Etat
-
- Les organisations syndicales

Elles ont, depuis les années 30, développé la formation de leurs militants et, dans ce cadre, expérimenté des méthodes pédagogiques¹⁴. Stimulées par la création des comités d'entreprise et les espoirs de la libération, elles revendiquent un droit à la formation de leurs adhérents, ce qu'elles obtiendront en 1957 avec la création du congé d'éducation ouvrière. Elles développent des liens avec les militants de l'éducation populaire et des universitaires. Ces démarches contribuent à la création d'un Institut Départemental (Nord) d'Education Ouvrière en 1954 qui deviendra, en 1959, un Institut Régional d'Education Ouvrière (I.R.E.O.)

¹⁴ R. DESREUMAUX. « *Les débuts de l'école normale ouvrière dans le Nord, 1925-1937* ». Revue du Nord Tome LXXIII, n°290-291. Avril-Septembre 1991.

Voir aussi : R. PENNEL (Sd.). *A Chacun sa chance. Grâce à l'apprentissage et à la formation professionnelle dans le Nord-pas-de-Calais*. Croix : Association « A chacun sa chance ». 2006.

- Les entreprises

Au cours des années 45-50, les entreprises de la région et plus particulièrement le textile, le bâtiment, les charbonnages développent l'apprentissage. Trois acteurs impulsent ce développement : G. Hasson pour les H.B.N.P.C, P. Rouzé pour le bâtiment et J.B Pennel pour le textile. Ce dernier est l'inspirateur de cette dynamique. Il organise en 1947 à Lille des journées nationales d'études dédiées à l'apprentissage. Il crée en 1952 un service unique en France : le service d'information et de documentation de l'apprentissage (le S.I.D.A. devenu ensuite S.I.L.D.A) dont il confie l'animation au créateur du groupement des animateurs de formation du Nord (fondé en 1953) : A. Habart¹⁵.

Dans ce contexte de développement de la formation des adultes des années 50-58, est créé, en 1955, le premier centre de formation des chefs d'entreprise : le centre d'études des problèmes industriels (le C.E.P.I). Dans ce centre sont enseignées les nouvelles méthodes de gestion et de commandement. Commander autrement est aussi un souci dans les H.B.N.P.C. En 1953, prenant appui sur la dynamique de rapprochement que nous avons évoquée ci-dessus, elles font appel au mouvement d'éducation populaire « Peuple et culture » pour initier ses cadres à la méthode de l'entraînement mental. Elle espère, ainsi, rendre ses « porions » plus pédagogues.

- Les mouvements d'éducation populaire

Dans les ruines de l'après guerre, les institutions culturelles et les mouvements d'éducation populaire se relèvent lentement. Toutefois, dans le prolongement de ce qui avait éclos en 1936¹⁶, une forte appétence de savoir et de culture se manifeste. Les ciné-clubs rassemblent un nombreux public. Les harmonies municipales se reconstituent et multiplient les concerts. Niché dans une forêt, le centre d'éducation populaire de Phalempin, déjà évoqué, accueille des apprentis-animateurs soucieux d'acquérir un début de formation technique et de savoir dans les domaines du théâtre, de la danse folklorique, du chant choral, de la photo, de la poésie, du cinéma.

Dans ce centre se retrouvent aussi installés dans de vieux wagons, les éclaireurs de France et un peu plus loin, les bénévoles des auberges de jeunesse.

Malgré la faiblesse de leurs moyens, les militants de l'éducation populaire s'activent et fondent de grands espoirs de développement lorsqu'une nouvelle technique d'information et de communication, la télévision, fait une entrée remarquée dans les foyers nordistes. L'émergence d'une culture de masse et de ses usages éducatifs possibles conforte leurs projets de développement de l'éducation pour tous.

¹⁵ P. MARCHAND. « Patronat et apprentissage dans le textill. Une approche locale 1940-1971. » Université de Lille 3.

¹⁶ P. ORY. *La belle illusion. Culture et politique sous le signe du Front populaire, 1935-1938.* Paris : Plon. 1994. 1033 p.

- L'Etat

La loi de 1948 portant sur les cours du soir et la création d'une antenne du CNAM à Lille en 1952 contribuent au développement de l'offre de formation des adultes de la région et plus particulièrement à ceux de la métropole lilloise où une longue tradition de cours municipaux demeure très vivace¹⁷.

En 1956, la création de l'examen spécial d'entrée à l'Université (E.S.E.U) ancêtre du diplôme d'accès à l'enseignement universitaire (D.A.E.U) ne se traduit pas tout de suite par l'opérationnalisation d'une offre régionale. Les universités sont à cette époque encore peu ouvertes aux adultes, malgré un début de sollicitation venu de l'Etat et des entreprises¹⁸

B. Une dynamique de rapprochement

Le processus de rapprochement que nous avons évoqué en présentant le contexte national connaît aussi une déclinaison régionale. Dans la sphère éducative et culturelle, G. Debeyre, devenu recteur de l'Académie de Lille en 1955, incite l'université à se rapprocher des milieux industriels. Il est soutenu par une fraction du patronat nordiste incarnée par des acteurs tels que J.B Pennel, P. Rouzé.

Des structures informelles telles que le comité d'expansion économique, créé en 1953 par G. Debeyre, deviennent des lieux de rencontre, d'échange, de confrontation.

C'est dans ces lieux que les « élites » de la région forment un diagnostic partagé sur la situation socio-économique de la région et s'entendent sur le nécessaire accompagnement éducatif et culturel des mutations de l'appareil de production régional. La sous scolarisation et la sous qualification de la population jeune et adulte sont des freins au processus de reconversion régionale. Il est urgent, à leurs yeux, d'engager des actions de formation permanente et de se doter d'organismes capables de répondre à cet immense défi de l'amélioration de la ressource humaine, enfin reconnue comme un atout dont il serait temps de se préoccuper.

Même si l'offre de formation est, en 1958, très limitée et ne concerne qu'une minorité d'adultes, les conditions d'un développement de l'idée d'éducation permanente sont réunies.

Elles vont permettre à la région Nord/Pas-de-Calais de devenir, comme l'est déjà à cette époque la Lorraine, une terre de « pionniers » de la formation des adultes.

¹⁷ Se reporter à l'entretien du témoin : E. Merchez.

¹⁸ A. PROST. *Histoire générale de l'enseignement et de l'éducation en France*. Paris : Perrin. 2004. 807 p.

Le contexte national

1. Les aspects politiques

Les dix premières années de cette période sont marquées par le retour au pouvoir du général De Gaulle et l'instauration de la 5^{ème} république. Des mutations politiques profondes s'opèrent :

- Nouvelle constitution ;
- Stabilité des gouvernements successifs ;
- Election du président de la république au suffrage universel. La 1^{ère} élection présidentielle est organisée en 1965 ;
- Décolonisation et fin de la guerre d'Algérie ;
- Relance du plan qui devient « une ardente obligation » ;
- Création d'un ministère des affaires culturelles confié à André Malraux ;
- Evénements de mai 1968.

En 1969 De Gaulle démissionne et G. Pompidou devient président de la république. Le 1^{er} ministre J. Chaban-Delmas engage de 69 à 72, sous la bannière de « la nouvelle société » et avec l'aide de conseillers mendésistes, une série de réformes visant à dynamiser une « société bloquée ». En 1971, F. Mitterrand devient le premier secrétaire du parti socialiste et engage, avec le parti communiste français et le parti radical, des négociations qui déboucheront en 1972 sur la signature d'un programme commun de gouvernement.

2. Les aspects économiques et sociaux

Les années 59-73 sont dans l'histoire économique de la France la plus longue période de croissance jamais constatée.

L'appareil de production industrielle se transforme, se modernise et a besoin de main d'œuvre plus qualifiée.

La modernisation atteint aussi le monde rural qui, en 1972, ne représente plus que 12 % de la population active contre 25 % en 1958.

Des secousses sociales importantes (grèves des mineurs de 1963, grèves exceptionnelles de mai 1968) et la naissance en 1964 du syndicat C.F.D.T traduisent l'inquiétude des salariés et les transformations sociologiques de la population. En 1967, l'Agence Nationale pour l'emploi est créée. En 1968, le chômage des jeunes commence à augmenter.

3. Les aspects éducatifs et culturels

En 1963 la réforme instituée par le ministre C. Fouchet « introduit une modification radicale du système éducatif : désormais l'école primaire ne dépasserait pas le cours moyen 2^{ème} année, et les filières techniques recruteraient au sortir de la classe de 3^{ème} qui devenait ainsi le palier principal d'orientation »¹⁹.

Progressivement le collège d'enseignement secondaire (C.E.S) se substitue aux premiers cycles des lycées et aux collèges d'enseignement généraux (C.E.G).

Des instituts universitaires de technologie (I.U.T) sont créés en 1966. Pour A. Prost cette période est celle de « l'explosion scolaire ».

En 1959, un ministère chargé des affaires culturelles dirigé par l'écrivain A. Malraux est créé.

De 1961 à 1964, les premières maisons de la culture sont inaugurées au Havre, à Bourges, à Caen et à Amiens. Le concept de politique culturelle prend forme. Il est selon J.M. Djiian « la résultante des dynamiques intellectuelles qui ont porté la gauche marxiste dans les années cinquante, de la conjoncture très particulière qui a permis à Malraux d'accéder à son fauteuil ministériel et de l'existence d'un tissu associatif socioculturel né de l'expérience du front populaire »²⁰. La création de ce Ministère institue une coupure, qui ira en s'accroissant, entre des formes d'action culturelle et l'éducation populaire. La « culture de masse », dont nous avons précédemment souligné l'émergence, s'installe au cœur d'une société française qui devient, dans le contexte des « trente glorieuses », une société de consommation. Un coup de jeune impulsé par la génération du baby boom et véhiculé par le transistor, l'électrophone, la presse, le cinéma, la télévision, le livre de poche, colore les créations et les pratiques culturelles de cette époque.

Amorcés par le sociologue J. Dumazelier dans son livre « Vers une civilisation du loisir ? »²¹, des débats se développent sur l'usage du « temps pour soi » progressivement libéré dans la vie quotidienne des Français : Sera-t-il, en partie, consacré au développement personnel et à l'autoformation permanente ?

Dans un contexte d'urbanisation du territoire qui entraîne la création d'équipements nouveaux (maisons des jeunes, centres sociaux, foyers ruraux), les pratiques d'éducation populaire évoluent. L'animation socio-culturelle devient progressivement l'appellation dominante des années 60.

En 1961, un congé éducation cadre jeunesse favorisant la formation continue des cadres de la jeunesse est institué. La professionnalisation des animateurs socio-culturels est accélérée avec la création, en 1964 et 1965, des premiers diplômés : le

¹⁹ *ibid.*

²⁰ J.-M. DIJIAN. *Politique culturelle. La fin d'un mythe*. Paris : Gallimard. Folio. 2005. 196 p.

²¹ J. DUMAZEDIER. *Vers une civilisation du loisir ?* Paris : Seuil. 1962. 309 p.

diplôme d'état de conseiller d'éducation populaire (D.E.C.E.P) et le D.U.T Carrières Sociales option animation socio-culturelle.

4. La formation des adultes en France

A. Les aspects juridiques

Trois lois essentielles jalonnent cette période :

- la loi de 1959

Promue par M. Debré, Premier ministre, elle favorise :

- le développement des institutions avec la création d'un comité national de coordination de la promotion sociale, d'une délégation générale, d'un fonds national de la promotion sociale ;
- le développement des réalisations, des études et des recherches, en particulier celles confiées à l'Association du CUCES (ACUCES) de Nancy et à l'Institut National de la Formation des Adultes (I.N.F.A) ;
- la création de cinq maisons de la promotion sociale ;
- le développement d'actions au sein de deux ministères : celui de l'Education nationale avec la création, en 1963, à Nancy, de l'Institut National de Formation des Adultes (I.N.F.A) et celui de l'agriculture avec la création des Centres de Formation et de Promotion Sociale Agricole (C.F.P.P.S.A) annexés aux établissements agricoles.

Comme l'indique J.P. Renaix « l'effort législatif des années 50 représente une première tentative pour introduire une certaine cohérence dans le dispositif de formation d'adultes et pour élargir à l'ensemble des travailleurs, les possibilités jusqu'alors presque exclusivement offertes aux travailleurs du secteur industriel et commercial »²²

- la loi de 1966

Cette loi veut instituer une sorte de mobilisation générale en faveur de la formation professionnelle proclamée « obligation nationale » dès la première ligne du premier article.

Elle vise à développer :

- les institutions avec, à l'échelon régional, la création d'un comité régional de la formation professionnelle et de l'emploi et d'un échelon régional de l'éducation professionnelle au ministère de l'éducation nationale (E.R.E.P.)
- les moyens au service de nouvelles actions de formation. Un décret de 1967 crée deux conventions types. Sont aussi institués le congé formation non rémunéré et les sections d'adultes des I.U.T.

²² J.P. RENAIX. *La promotion sociale*. Fiches techniques « Peuple et Culture » - 1967 et 1968.

A propos de cette loi Y. Palazzeschi écrit « on ne dira jamais assez que c'est en 1966 et non en 1971 que s'est pensé le système de formation professionnelle continue français. Elle ouvre une nouvelle période où le terme formation va tendre à devenir à son tour générique et où la problématique formation professionnelle continue va devenir prévalant »²³

- la loi de 1971

Elle est issue de l'Accord Interprofessionnel de 1970. Elle « porte organisation de la formation professionnelle continue dans le cadre de l'éducation permanente » Elle oblige tout employeur occupant au minimum dix salariés à concourir financièrement au développement de la formation professionnelle continue. Ce concours est fixé à 0,8 % des salaires en 1971.

Elle institue aussi le congé individuel de formation qui permet à un individu de faire, à son initiative, la formation de son choix.

En douze années, le socle juridique de base du droit à la formation professionnelle est édifié. Il fonde la spécificité française à savoir un système qui n'est pas une composante du service public mais un assemblage d'institutions pluralistes, éclatées, diversifiées.

B. Les aspects institutionnels et administratifs

De 59 à 71, les pouvoirs publics s'attachent à construire et à aménager un cadre administratif et politique pour susciter des initiatives favorables au développement de la formation des adultes. Ils suscitent l'implication d'acteurs venus d'horizons diversifiés (éducation populaire, entreprises, syndicats, universités etc..). Ils développent l'action interministérielle qui permet de mettre en relation un ensemble large d'interventions publiques.

Des échanges intenses, riches et vifs entre une instance centrale ayant une capacité de proposition pragmatique et des forces sociales implantées localement et aptes à construire des solutions crédibles en terme de formation créent une réelle dynamique de développement durable de la formation professionnelle.

Les réseaux nés au cours des années 50 et 60 se consolident et forment « un monde professionnel de la formation » où se retrouvent des représentants des administrations, des représentants des forces économiques et sociales, des militants de l'éducation permanente, des experts de la prospective. Bref tous ceux qui estiment que la formation est un formidable levier pour l'action publique, la modernisation de la société française, le dialogue social, le développement culturel, le progrès social, le recul des inégalités d'accès au savoir et à la culture concrétisent,

²³ Y. PALAZZESCHI. « Promotion sociale et éducation permanente ». In : C. DUBAR, C. GADEA. *La promotion sociale en France*. Villeneuve d'Ascq : Editions du Septentrion. 1999.

au fil des ans, la « révolution culturelle, silencieuse » qu'évoque J. Chaban Delmas en 1971.

C. La production intellectuelle

Elle est particulièrement riche au cours de ces années 59-71.

Quelques faits, parmi des dizaines d'autres, illustrent l'intensité de la production d'idées et la qualité des débats de cette période :

- 1959 : création de la revue « Sociologie du travail ».
- 1962 : Parution de « vers une civilisation du loisir ? » de J. Dumazedier.
- 1963 : - Création à Nancy de l'Institut National de la formation des adultes. Unique en Europe, à cette époque, cet institut est dirigé par B. Schwartz. Il produit des études. Il expérimente des méthodes pédagogiques. Il défriche les relations entre le travail et la formation²⁴,
- Un numéro spécial de la revue « Sociologie du travail » a pour thème : « formation et promotion dans l'entreprise ».
- 1964 : J. Vilar organise les rencontres d'Avignon. L'une des tables-ronde où se côtoient J. Dumazedier et B. Schwartz a pour thème « formation professionnelle et formation culturelle ».
- 1965 : A l'initiative du recteur Antoine un colloque consacré aux relations entre l'industrie et l'université se tient à Orléans.
- 1966 : Colloque universitaire de Caen. Le thème de l'éducation permanente s'affirme dans la réflexion des universités.
- 1969 : Naissance de la revue « Education Permanente » Elle est créée à Nancy par l'équipe de l'I.N.F.A.
- 1970 : Assises nationales du patronat français organisées à Lyon. Elles ont pour thème : « la formation des hommes dans la société moderne » Un atelier s'intitule : « Education Permanente et Entreprises ».
- 1970 : Publication par les éditions de l'U.N.E.S.C.O du livre de P. Lengrand « Pour l'éducation permanente »²⁵.

Pour ce qui est de la production de connaissances et la diffusion des résultats de la recherche, la part essentielle revient à l'équipe de l'I.N.F.A. Composée d'une

²⁴ F. LAOT. *40 ans de recherche en formation d'adultes (1960-2000)*. Paris : L'Harmattan. 1999. 158 p.

²⁵ J.C. FORQUIN. *Les composantes doctrinales de l'idée d'éducation permanente*. Paris : l'Harmattan. 2002. 413 p.

trentaine de chercheurs, cette équipe développe des travaux d'étude et de recherche dans des domaines très diversifiés tels que :

- Les conversions professionnelles,
- L'analyse des besoins des personnes au sein de l'entreprise,
- L'acte d'apprendre,
- Les structures opératoires de l'intelligence,
- Les représentations en formation,
- Les déterminants socio-biographiques de l'accès et de la réussite en formation d'adultes,
- L'enseignement programmé

La collaboration INFA/CUCES et la relation aux actions de formation concrètes (en particulier les deux actions collectives de formation de Briey et de Merlebach) qu'elle induit, inscrit ces travaux de recherches et d'études dans une perspective très novatrice et très tonique : accompagner l'action par la recherche.

Sous l'impulsion de M. Lesne, à la Direction de l'I.N.F.A en 1970, la diffusion des connaissances produites est développée. Une collection de documents à la couverture rouge voit le jour. Il s'agit des « documents de l'I.N.F.A » que M. Lesne présente ainsi :

« La collection « documents de l'INFA » se propose de diffuser les résultats de travaux, d'analyses et d'enquêtes effectués par l'organisme sur différents thèmes relatifs à l'éducation des adultes. Le titre et la présentation même de cette collection indiquent que nous ne visons pas à tous coups la publication de conclusions définitives ou parfaitement élaborées. Il s'agit surtout de recherches en cours qui seront poursuivies et constitueront la base de synthèses ultérieures. Une telle formule nous paraît apte à réduire l'écart entre le moment de la recherche et son compte rendu, à favoriser l'échange avec le lecteur et à susciter la poursuite et l'approfondissement de ces travaux à partir des lignes que nous avons esquissées »

L'I.N.F.A disparaît en 1973. Et depuis ce temps, la « fameuse » collection des documents à la couverture rouge de l'I.N.F.A est, selon F. Laot²⁶, devenue introuvable !

D. Une dynamique de développement durable de la formation des adultes

Au terme de la période 59-71 la dynamique de développement ébauchée dans les années 45-58 est fortement consolidée.

Les gains en crédibilité et en légitimité sont pour l'essentiel dus au rapprochement et à la mobilisation d'acteurs sécants agissant dans leur sphère d'influence mais aussi ensemble, au nom de valeurs et d'objectifs partiellement partagés. Si l'on regarde les

²⁶ ibid.

choses d'un peu plus près, on s'aperçoit, en effet, qu'il existe de multiples interactions et de multiples échanges entre différents « mondes » (celui des hauts fonctionnaires, celui des entreprises, celui des syndicalistes, celui de l'éducation nationale, celui des innovateurs de la formation) au sein desquels s'élabore, puis se construit, l'idée de l'éducation permanente.

Les principaux colporteurs de cette nouvelle idée, sont à l'intersection de deux ou trois mondes. Ils remplissent ainsi une fonction de « passeur », de conseiller influent et d'inventeur-expérimentateur.

Le « complexe de Nancy » est particulièrement représentatif des lieux où, dans cette période, s'inventent des expériences portées par des acteurs aux compétences très diverses et où se concrétisent au jour le jour, des collaborations et des confrontations particulièrement toniques.

Le contexte régional

1. Les aspects politiques

Trois forces politiques dominent le paysage politique régional des années 59-71

- La droite où se retrouvent les gaullistes tels que M. Schuman (il quitte le M.R.P pour rejoindre l'U.N.R en 1962) et les « indépendants » regroupés autour de B. Motte,
- Les communistes fortement représentés dans le bassin minier, et dans l'est de la région. Le leader régional est G. Ansart. R. Dumont, J. Legrand sont à la tête de la fédération du Pas-de-Calais
- Les socialistes dont le secrétaire général est Guy Mollet, dirigeant historique de la S.F.I.O

Dans le Pas-de-Calais, à Hénin, Lens et Liévin régnent les 3 « D » comme disent les commentateurs de l'époque : P Darchicourt, A. Delelis et H. Darras.

Dans les trois groupes politiques, une nouvelle génération d'acteurs arrive au devant de la scène ou fait ses premières armes.

A droite, P. Billecocq, Commissaire à la reconversion régionale et N. Segard, physicien universitaire, incarnent la relève.

A gauche, P Mauroy continue son ascension. Il devient en 1966 secrétaire général adjoint de la S.F.I.O. En 1971 il s'allie avec F. Mitterrand et J.-P. Chevènement pour mettre fin aux responsabilités des anciens dirigeants de la S.F.I.O. Chez les socialistes apparaissent à la fin des années 60, deux militants encore inconnus : M. Delebarre et D. Percheron.

Chez les communistes, C. Carin, M. Demessine, R. Hauchedé, A. Mattiglio, Y. Renar représentent la génération montante.

La création de la commission de développement économique régional (C.O.D.E.R) en 1964 et de l'office régional d'études et d'aménagement du territoire (O.R.E.A.M) en 1966 confortent le processus de décentralisation ébauché dès 1955.

Cette idée de décentralisation trouve un écho important dans la région. Elle est portée par des acteurs venus d'horizons divers et devient une perspective mobilisatrice.

Une autre idée neuve « l'inter-communalité » se concrétise en 1966, avec la création de la Communauté Urbaine de Lille (C.U.D.L).

2. Les aspects économiques

Les réductions d'effectifs drastiques dans les deux secteurs de base (charbon et textile), le déficit chronique de création d'emplois malgré le développement du secteur tertiaire, la juxtaposition de petites sous régions de mono industrie en voie de décomposition, le niveau insuffisant des équipements collectifs, les effets de la

sous scolarisation et de la sous qualification de la population entraînent la région dans un processus de déclin économique particulièrement inquiétant.

Face à cette situation, une politique de reconversion régionale remplace progressivement les mesures trop limitées de conversion industrielle et commence alors une succession de dispositifs politico-administrativo-financiers d'aide à l'implantation d'entreprises.

De 1955 à 1972, ces dispositifs d'aide s'élargissent géographiquement et concernent une grande partie du territoire régional. C'est dans ce contexte que naît, en 1971, à Douvrin, "la Française de Mécanique".

Faute de mesures s'attaquant aux causes profondes de la situation économique de la région, cet empilement de dispositifs ne parvient pas à enrayer la gravité de ce qui sera appelé au début des années 70, « première crise régionale »²⁷

Au chapitre des données encourageantes, cette situation de crise conforte la prise de conscience de la totalité des acteurs socio-économiques. Le diagnostic et l'impérieuse nécessité d'agir sont partagés et donnent une dimension plus collective aux volontés régionales et en particulier à la « volonté de former ».

3. Les aspects sociaux

Cette situation économique n'est pas sans effets sur les conditions d'existence de la population régionale. Dans les zones les plus sinistrées, l'inquiétude du lendemain se développe. Elle est à l'origine de la grande grève des mineurs déclenchée en mars 1963. Conduite par deux figures emblématiques du syndicalisme minier M. Barrois pour la C.G.T et J. Sauty pour la C.F.T.C, elle est soutenue par l'ensemble du pays et traduit l'un des derniers sursauts d'une population particulièrement éprouvée par la disparition d'une industrie qui a plus de deux cents ans d'histoire.

Elle est aussi à l'origine des grèves de mars et mai 68 qui sont, dans la région du Nord/Pas-de-Calais, essentiellement des manifestations de colère ouvrière où le slogan le plus populaire est « Charlot des sous »²⁸.

Notons également la création, en 1964, de la C.F.D.T à la tête de laquelle s'affirme, dans la région, une personnalité particulièrement active et reconnue : A. Glorieux²⁹. A la C.G.T, deux leaders marquent ces années : M. Barrois chez les mineurs et le secrétaire fédéral E. Duhamel.

²⁷ S. Dormand. *L'économie du Nord-Pas-de-Calais*. Villeneuve d'Ascq : Septentrion. 2001.

²⁸ Il s'agit d'un slogan qui s'adresse à Charles De Gaulle.

²⁹ Se reporter aux entretiens des témoins : Lebrun, Rouzé, Ryon.

4. Des mutations qui vont marquer la région Nord/Pas-de-Calais

Quatre dates méritent d'être rappelées. Elles symbolisent les transformations successives que va connaître la région du Nord/Pas-de-Calais :

- 1961 : La famille nordiste Mulliez après avoir longtemps développé l'industrie textile, se reconvertisse dans le secteur de la grande distribution. Elle ouvre à Hem, la première grande surface « Auchan ». C'est la première en Europe.
- 1967 : Après dix sept années de travaux, l'autoroute reliant Lille à Paris est terminée.
- 1968 : Le parc naturel « Scarpe-Escaut » est inauguré. C'est le premier de la région Nord/Pas-de-Calais.
- 1970 : Naissance d'une ville nouvelle : Villeneuve d'Ascq.

Ces quatre événements vont contribuer à modifier la vie quotidienne des habitants du Nord/Pas-de-Calais. Ils fondent la naissance de nouveaux modes de vie et de nouvelles valeurs.

5. Les aspects éducatifs et culturels

Sous l'impulsion du Recteur Debeyre, la création de collèges et de centres d'enseignement technique est accélérée. Un début de démocratisation de l'enseignement secondaire prend forme. L'offre de formation technique destinée aux filles et en particulier à celles des zones de mono-industrie est largement insuffisante.

Pour faire face à l'augmentation du nombre d'étudiants et dans un contexte de délocalisation des universités à la campagne, la construction du campus de Villeneuve d'Ascq est lancée.

Le Recteur Debeyre confie, en 1964 au professeur de physique A. Lebrun, le suivi de cet important chantier. L'Université des Sciences et Technologies de Lille est constituée en 1969³⁰.

Sur le plan des équipements culturels, la région Nord/Pas-de-Calais est, là aussi, particulièrement déficitaire. Elle ne compte qu'un centre dramatique régional et bénéficie peu de la création, en 1959, du Ministère des affaires culturelles.

Les équipements de prestige (Musée des Beaux Arts et Opéra) fréquentés par une élite, sont à Lille. En 1959, une librairie basée sur le concept nouveau de « libre service du livre » vient les compléter. Elle a pour nom "Le Furet du Nord" Son créateur est P. Callens.

³⁰ *L'histoire de la faculté des Sciences 1854-1970*. Villeneuve d'Ascq : USTL.

Les « non-publics » de la culture sont particulièrement nombreux dans le Nord/Pas-de-Calais. Seul un faible réseau de maisons des jeunes et de la culture bien implanté à Douai, Dunkerque et Tourcoing, les cercles « Noroit » créés par L. Petitot à Arras et le théâtre populaire des Flandres animé par C. Robichez contribuent au lent processus de démocratisation culturelle.

En 1969, le mouvement d'éducation populaire Peuple et Culture installe sa délégation régionale à Sallaumines dans le Pas-de-Calais. Cette commune minière se distingue en organisant, en 1970, son premier festival culturel et sportif. « Un festival chez les mineurs » écrit G. Sueur correspondant régional du journal « Le Monde »

6. La formation des adultes dans le Nord/Pas-de-Calais

A. La mobilisation des « forces vives » de la région

La dynamique de rapprochement des élites de la région, évoquée ci-dessus, se développe au cours de la période 59-71.

Dans les milieux patronaux, sous l'impulsion de J. B. Pennel, P. Rouzé et M. Hannart qui devient, en 1966, le président du patronat régional, le paritarisme succède progressivement aux formes de paternalisme longtemps dominantes et favorise le dialogue social.

Un rapprochement avec l'université (au sens large) est fortement souhaité par une large fraction du patronat régional. Cet appel à la collaboration industrie-université est aussi porté par les représentants de l'éducation nationale : le Recteur Debeyre, le Professeur A. Lebrun.

Dans le cadre de la création, en 1959, d'un institut régional d'éducation ouvrière des rapprochements s'opèrent aussi entre universitaires et syndicalistes.

Des espaces de rencontre, des instances de dialogue, des colloques, bref des endroits où l'on se parle, où l'on confronte des points de vue, où l'on ébauche des projets se multiplient et accélèrent le processus de rapprochement et de mobilisation. Parmi ces nombreuses occasions de confrontation constructive retenons quelques dates :

1963 : création d'un Echelon Régional d'Etudes sur l'Emploi au sein de la Préfecture du Nord où sont évoqués les liens emploi-formation. Mme. Deckonninck assiste l'inspecteur du travail responsable de ce nouveau service.³¹.

³¹ Se reporter à l'entretien du témoin : D. Deckonninck.

- 1965 : Colloque d'Orléans initié par le Recteur Antoine et portant sur les liens entre industrie et université. Une délégation nordiste conduite par P. Rouzé y participe³².
- 1967 : Dans le contexte de mise en œuvre de la loi de 66, évoquée ci-dessus, création au sein de l'Education Nationale d'un échelon régional de l'éducation professionnelle (E.R.E.P) Il s'agit d'une structure légère présidée par l'inspecteur principal de l'enseignement technique J.-M. Blanquart. Son secrétariat est assuré par A. Liagre. Des commissions sont constituées et rassemblent tous les acteurs socio-économiques de la région. En 1970, la commission « niveau 5 et 6 » de l'E.R.E.P étudie la possibilité d'instituer des actions collectives de formation en milieu ouvrier.
- 1970 : Cette année est marquée par deux événements d'importance :
- L'organisation par le Centre Université-Economie d'Education Permanente (CUEEP)³³ à Villeneuve d'Ascq, le 12 juin 1970, avec la collaboration de l'Institut National de la Formation des Adultes, d'une journée d'études ayant pour thème « Les politiques en formation des adultes dans la région Nord/Pas-de-Calais. Cette journée rassemble, au-delà des partenaires socio-économiques concernés au premier chef, toutes les forces « vives » de la région et en particulier des élus et des représentants des mouvements d'éducation populaire.
 - L'organisation par le Centre National du Patronat Français (C.N.P.F), à Lyon, en octobre 1970 des premières assises nationales des entreprises. Elles ont pour thème, en écho à l'accord interprofessionnel de juillet 1970 « La formation des hommes dans la société moderne ». Six cent soixante personnes dont des nordistes y participent³⁴. Parmi ces nordistes, outre les représentants du patronat de la région, figurent aussi A. Glorieux pour la C.F.D.T, A. Lebrun pour l'Université. Le nordiste Paul Rouzé est l'animateur-rapporteur de la commission « Entreprises et éducation permanente ».

³² Se reporter à l'entretien du témoin : P. Rouzé.

³³ Le CUEEP est créé en 1968 – Se reporter aux pages suivantes.

³⁴ Se reporter aux Numéros 308, 310, 311 de la revue « Patronat » - 1970 et à l'entretien du témoin P. Rouzé.

On peut se demander, à l'issue de cette énumération des temps forts d'une dynamique de rapprochement, ce qui rassemble cette génération de pionniers. Outre les convictions liées à l'urgence d'agir pour l'avenir économique et social de la région, ces acteurs affichent un engagement religieux ou humaniste, christianisme et catholicisme social chez les patrons, affiliation aux mouvements ouvriers chrétiens chez certains syndicalistes, humanisme des lumières chez certains militants de l'éducation populaire et certains élus. Les références communes de ces engagements semblent avoir facilité, mieux qu'ailleurs peut être, l'ouverture d'un dialogue et favorisé le « faire ensemble »³⁵.

B. Les réalisations

Nous en avons retenu sept. Elles sont, à nos yeux, représentatives du processus de mobilisation des acteurs que nous venons de décrire et préfigurent les axes structurants des chantiers à venir.

1959 :

- Création de l'Institut régional d'éducation ouvrière. Dans la voie tracée par M. David à Strasbourg, s'engagent, au cours des années 50, des universitaires et des syndicalistes. Leur coopération, leur dialogue débouchent, en 1959, sur la création de l'institut régional d'éducation ouvrière³⁶ héritier du centre départemental (59) créé en 1954. Cet outil contribue à l'amélioration des formations syndicales, leur donne une forme de reconnaissance et impulse leur essor. Cette réalisation est à relier aussi à l'un des processus majeurs de cette période : le rapprochement entre toutes les composantes de l'industrie et l'université.
- Création de l'association « Peuple et Culture » région Nord/Pas-de-Calais. Pour les historiens de l'éducation des adultes³⁷, le mouvement « Peuple et Culture », créé en 1945, constitue la « première école de pensée française » en matière de production intellectuelle et pédagogique dans ce domaine.

L'implantation de ce mouvement dans le Nord/Pas-de-Calais offre à cette région la possibilité de bénéficier d'un capital important de réflexion et d'expérimentation socio-pédagogique et méthodologique.

³⁵ J. DENANTES. *La recherche d'une spécificité des représentations de la Formation continue dans la région Nord/Pas-de-Calais*. Pages 79-92 de ce document.

³⁶ Se reporter à l'entretien du témoin : G. Ryon.

³⁷ F. LAOT. *La formation des adultes : histoire d'une utopie en acte. Le complexe de Nancy*. Paris : L'Harmattan. 1999. 415 p.

1966 : Création à Arras, du centre d'études supérieures industrielles (le C.E.S.I)³⁸.

Spécialisé dans la formation d'ingénieurs par la voie de la formation continue, le C.E.S.I est avec les I.U.T, l'une des réponses au besoin de cadres et de techniciens mieux formés et mieux qualifiés dans la région.

1968 : Création du centre université-économie d'éducation permanente (C.U.E.E.P) A. Lebrun professeur de physique, en est le premier directeur³⁹. Ce centre a un conseil d'administration tripartite. Il concrétise l'aboutissement de ce long processus de rapprochement entre l'industrie et l'université, souhaité depuis de nombreuses années par des acteurs socio-économiques et éducatifs de la région tels que. G. Debeyre, E. Duhamel, A. Glorieux, M. Hannart, J. Pennel, P. Rouzé.

Après Grenoble et Nancy, Lille et la région font leur entrée dans le petit cercle des lieux où s'invente et surtout se concrétise l'éducation des adultes des années 70-2000.

1970 : A la demande des syndicats ouvriers et du Recteur G. Debeyre, le C.U.E.E.P étudie la possibilité de mise en place d'actions collectives de formation en milieu ouvrier dans les zones de Noyelles sous Lens – Sallaumines et de Roubaix-Tourcoing-Wattrelos.

Ces projets sont inspirés des actions collectives développées par B. Schwartz et son équipe en Lorraine depuis 1966. L'approche scientifique des besoins de formation est confiée à une équipe de recherche pilotée par le sociologue C. Dubar aidé de S. Evrard également sociologue, de G. Mlekuz, délégué régional de Peuple et Culture Nord, de A. Herbin du CUEEP.

Cette équipe procède à la réalisation, avec des enquêteurs issus du milieu, d'une enquête sociologique ayant pour but, comme l'indiquent les documents de l'époque « la connaissance des futurs formés dans leur cadre habituel de travail et de vie »⁴⁰. J. Losfeld, informaticien qui deviendra par la suite directeur du CUEEP, puis recteur de l'Académie de Nancy, aide au traitement des données.

³⁸ R. LICK. *Mémoire de la formation. Histoire de C.E.S.I.* Paris : Les éditions du CESI. 1996. 350 p.

³⁹ Se reporter à l'entretien du témoin : A. Lebrun.

⁴⁰ Se reporter au rapport d'activités du CUEEP de l'année 1970 ; Documentation rassemblée par le groupe « histoire-mémoire de la formation des adultes CUEEP de Lille »

1970 : L'enseignement secondaire amorce son implication dans la formation des adultes. En écho à la création au Ministère de l'Education Nationale d'un poste de délégué à l'orientation et à la formation continue confié à R. Vatiez, le premier groupement d'établissements (G.E.P.E.N) chargé d'impulser des actions de formations continue est créé à Valenciennes par le proviseur A. Bouchez⁴¹. Des actions sont développées avec des grosses entreprises telles que Corona et Vallourec. Des centaines de personnes sont accueillies dans l'établissement de A. Bouchez. Dans le valenciennois, dit-il, « l'éducation permanente a démarré très fort⁴² ».

1970 et 1971

Le mouvement d'éducation populaire « Peuple et culture région Nord » organise à Wagnonville près de Douai deux universités régionales. Il s'agit d'une offre de formation aux méthodes et aux techniques de formation de l'éducation populaire. En organisant ces universités, Peuple et Culture région Nord met à la disposition des animateurs et formateurs de la région son capital d'expériences et de savoir-faire méthodologique.

Ces universités accueillent au total cent vingt personnes. Parmi elles, figurent bon nombre des futurs « développeurs » de la formation des adultes des années à venir⁴³. On retrouvera cette coloration des valeurs et méthodes de l'éducation populaire dans quelques unes des réalisations des années 70-80.

A l'orée des années 1970, la formation des adultes gagne en légitimité et en reconnaissance. Des chantiers d'envergure sont ouverts. Ils s'articulent autour de trois thèmes essentiels :

- L'élévation du niveau de formation et de qualification de deux catégories prioritaires de salariés : les cadres et techniciens d'une part et les ouvriers d'autre part,
- L'expérimentation de méthodes pédagogiques adaptées aux adultes et l'indispensable formation des formateurs,
- La production de connaissances socio-pédagogiques et psychopédagogiques indispensables à la compréhension des motivations des publics et à leurs façons d'apprendre.

⁴¹ Les G.E.P.E.N deviendront, en 1984, des G.R.E.T.A.

⁴² Entretien de A. Bouchez – Documentation rassemblée par le groupe « Histoire-mémoire de la formation des adultes » - CUEEP de Lille – 2006.

⁴³ J.-F. CHOSSON. *Peuple et culture 1945-1995. 50 ans d'innovation au service de l'éducation populaire*. Paris : Peuple et culture. 1995. 104 p.

Le contexte national

1. Les aspects politiques

J. Chaban Delmas démissionne en juillet 72. Il est remplacé par P. Mesmer. Le Président de la République G. Pompidou décède le 2 avril 1974.

Avec trois cent mille voix d'avance sur F. Mitterrand, V. Giscard d'Estaing emporte l'élection présidentielle.

J. Chirac est Premier ministre. Un Secrétariat d'Etat à la condition féminine est créé. L'âge de la majorité est fixé à 18 ans. Une loi légalise l'avortement en 1974.

Après sa démission en 1976, J. Chirac est remplacé par R. Barre. J. Legendre, maire de Cambrai est Secrétaire d'Etat à la formation professionnelle du dernier gouvernement de R. Barre (79-81).

Les élections municipales de 1977 sont favorables à la gauche. En 1978, la rupture de l'union de la gauche entraîne la perte des élections législatives.

C'est à l'occasion de l'élection présidentielle de mai 1981 que se produit l'alternance politique.

Après 23 années d'opposition et trois élections présidentielles successives (65,69,74) la gauche accède aux plus hautes responsabilités.

F. Mitterrand, Président de la République nomme P. Mauroy Premier ministre. Un gouvernement d'union de la gauche est constitué. Il comprend quatre ministres communistes dont le ministre de la formation professionnelle : M. Rigout.

Les questions d'éducation, d'insertion sociale et professionnelle des jeunes, de développement social des quartiers, de prévention, de décentralisation figurent parmi les priorités de cette nouvelle équipe dirigeante.

2. Les aspects économiques et sociaux

En 1975 la France compte 53 millions d'habitants. Elle a gagné 12 millions d'habitants en trente ans. Malgré les progrès accomplis pendant les trente années dites « glorieuses » des besoins importants existent encore, dans les domaines du logement et de l'éducation.

Pour ce qui est de l'activité économique et de l'emploi, les chocs pétroliers de 1973 et 1974 provoquent une première série de crises dont les effets ne tardent pas à se faire sentir.

L'inflation devient incontrôlable. Le nombre de demandeurs d'emploi explose.

Il passe, entre 1974 et 1982, de 440 500 à 1 786 000. Le taux de chômage des adultes passe de 2,6 % à 7,6 % pendant que celui des jeunes de moins de 25 ans passe de 4,9 % à 18,3 %.

Dans ce contexte, l'immigration est stoppée en 1974. A la fin des années 70 des incitations au retour dans les pays d'origine sont développées. Seules les H.B.N.P.C conservent le droit de recruter des travailleurs marocains afin d'assurer, en bon ordre, la fin de l'extraction du charbon dans le Nord/Pas-de-Calais.

La pauvreté se développe dans les milieux populaires. L'appellation « nouveaux pauvres » apparaît dans le vocabulaire journalistique.

3. Les aspects éducatifs et culturels

En 1975, le Ministre de l'Education Nationale R. Haby institue le collège unique. Cette décision vise à accélérer la démocratisation de l'accès à l'enseignement secondaire. Le développement des I.U.T et des B.T.S est poursuivi. Le nombre d'étudiants augmente. Dans l'enseignement technique, à la fin des années 70, l'idée de l'alternance est l'objet de vifs débats.

En 1981, avec l'arrivée de la gauche au pouvoir, l'accent est mis sur la réduction des inégalités sociales et scolaires. Une politique de discrimination positive prend forme avec la création, par le ministre A. Savary, des zones d'éducation prioritaire.

Dans le domaine de l'action culturelle, le plan de création de 90 maisons de la culture ébauché par A. Malraux est abandonné. Des institutions culturelles plus modestes voient le jour en province ainsi que les premières directions régionales aux affaires culturelles. A Paris, le Centre Pompidou est inauguré en 1976. Dans les pratiques culturelles des français la télévision occupe la première place. A l'occasion des élections municipales de 1977, une nouvelle génération d'élus comprenant des militants de l'éducation populaire et de l'action culturelle s'engage dans le développement de politiques culturelles municipales. La culture prend progressivement place dans les préoccupations des élus régionaux et locaux.

Avec l'arrivée de Jack Lang au ministère de la culture en 1981, l'importance de ce domaine d'action est davantage reconnue. Le budget augmente sensiblement et des avancées prennent forme dans les domaines de la création vivante et de la lecture publique.

4. La formation des adultes en France

A. Les aspects juridiques

La période 72-82 est moins flamboyante que la période précédente. Seules quelques lois visant à enrichir l'accord de 1970 et la loi de 1971 sont promulguées.

Retenons en particulier la loi de juillet 1978. Elle donne une nouvelle définition du congé formation en renforçant le caractère individuel de ce droit. Elle réaffirme

l'objectif de promotion sociale et culturelle et établit l'autonomie du congé de formation par rapport au plan de formation de l'entreprise.

B. Les aspects politico-institutionnels

Amorcée dès 1959, confortée et enrichie par les lois et accords de 66,70,71, la structuration organisationnelle de la formation professionnelle continue est consolidée et stabilisée.

Elle est impulsée par une petite équipe de commis de l'Etat rassemblés autour de J. Delors. Intéressé de longue date par la thématique de l'éducation des adultes, qu'il rencontre dans le mouvement d'éducation populaire « la vie nouvelle » et dans l'action syndicale à la C.F.T.C⁴⁴, J. Delors est de 1969 à 1973 le secrétaire du comité interministériel de la formation professionnelle et de la promotion sociale.

Il accompagne la mise en œuvre de la loi de juillet 1971 et la création de Délégations Régionales à la Formation Professionnelle. Il est, en 1974, remplacé à ce poste par C. Blondel.

Ce Comité Interministériel est, en 1975, intégré à un Secrétariat d'Etat à la Formation Professionnelle qu'animent successivement des personnalités politiques « giscardiennes » : P. Granet, P. Dijoud, J.P Soisson et J. Legendre.

Dans ces différents espaces de pouvoirs centraux s'activent des personnalités ayant travaillé au cabinet de J. Chaban Delmas au temps où ce dernier rêvait d'une nouvelle société et qualifiait la loi de juillet 1971 de « révolution culturelle silencieuse ». Ces acteurs impulsent la création d'institutions et de réalisations nouvelles et en particulier :

- En 1973, la création de l'agence pour le développement de la formation permanente (A.D.E.P) qui remplace l'I.N.F.A⁴⁵. Le premier directeur de l'A.D.E.P est G. Metais ;
- En 1975, création des missions d'éducation permanente dans six villes nouvelles⁴⁶ et des actions « Habitat et vie sociale » dans une dizaine de zones urbaines fragilisées (dont Grande Synthe et Lille) ;
- En 1976, création du Centre INFFO chargé de développer l'information sur la formation professionnelle continue.

C. Les organismes de formation

La création d'un marché de la formation professionnelle continue conduit l'Education Nationale à se doter, en 1972, de structures spécifiques. Une direction nouvelle est créée au sein du ministère : la direction de la formation continue et de l'orientation. Son directeur est R. Vatiez, l'un des pionniers de l'éducation des adultes des années 50-60 que nous avons déjà évoqué précédemment.

⁴⁴ J. DELORS. *L'unité d'un homme*. Paris : Odile Jacob. 1994. 397 p.

⁴⁵ C'est, selon F. Laot, dans son livre, « le complexe de Nancy » l'œuvre de B. Schwartz qui est alors remise en cause.

⁴⁶ La ville nouvelle de Villeneuve d'Ascq n'a pas de M.E.P – L'éducation nationale aurait décliné l'offre.

Sous son impulsion prend forme, au début des années 70, l'appareil de formation continue de l'enseignement secondaire. Trois éléments principaux composent ce réseau : les délégations académiques à la formation continue (D.A.F.C.O) les centres intégrés de formation de formateurs d'adultes (C.I.F.F.A) qui deviendront C.A.F.O.C (en 1975) et les groupements d'établissements (G.R.E.T.A) Dans chaque Académie sont recrutés des délégués académiques à la formation continue (D.A.F.C.O) et des conseillers en formation continue (C.F.C).

L'ouverture de l'université aux adultes se concrétise progressivement. Des services formation continue sont créés et font leurs premiers pas au cours des années soixante dix.

Ils sont confortés et se regroupent au début des années quatre vingt⁴⁷. Les grandes organisations de salariés expriment toutes, sans équivoque, le souhait que l'Education Nationale assure dans la formation permanente un rôle de premier plan. Les attentes sont importantes. Mais dès 1973, du côté des universitaires, des craintes s'expriment.

Ils dénoncent le mythe de l'autofinancement et les « fonds publics qui irriguent largement les Chambres de Commerce et organismes privés tôt levés et bien pourvus »⁴⁸.

Dans les entreprises, la mise en œuvre de la loi de juillet 1971 s'opérationnalise progressivement. Quelques usages abusifs de la nouvelle taxe marquent le début de la mise en œuvre de la Loi. Des associations collecteuses de fonds (A.S.F.O) et des organismes de formation privés sont créés. Un mouvement d'externalisation des formations prend forme. Les chefs d'entreprise confient leurs formations aux organismes qui leur sont proches et s'interrogent sur les moyens de transformer en investissement efficace les dépenses de formation que leur impose la loi.

Dans les mouvements d'éducation populaire, la loi de 1971 suscite des espoirs et des interrogations. La référence explicite à l'éducation permanente dans l'article 1 fait écho aux idéaux de l'éducation populaire. Cette loi offre aussi de nouvelles perspectives de développement, de nouveaux financements. Les interrogations portent sur la place que pourront occuper les mouvements d'éducation populaire et le rôle qu'ils pourront jouer dans ce nouveau domaine d'action fortement marqué par la concurrence et le poids des milieux patronaux. Avec plus ou moins de conviction, tous les grands mouvements d'éducation populaire s'engagent dans la conquête de nouveaux marchés. Ils répondent aussi présents lorsqu'au début des années 80 prend forme « l'ardente obligation » de formation des jeunes demandeurs d'emploi⁴⁹.

Qu'ils soient publics, privés ou associatifs, tous les acteurs de la formation continue sont, au milieu des années 70, confrontés aux effets d'un contexte nouveau : la crise

⁴⁷ J. DENANTES. *Les freins à l'engagement des Universités dans la formation continue*. Thèse de doctorat : Sciences de l'éducation. Université de Paris-Nanterre. 2005.

⁴⁸ J.V. CORDONNIER, J. REY et Y. SCHWARTZ. « *Formation continue, éducation permanente et université*. » Education permanente n° 19. Mai-juin 1973.

⁴⁹ Se reporter à l'entretien des témoins; P. Masson et G. Ryon.

économique. Cette dernière provoque un infléchissement des politiques publiques. Les politiques de formation s'ancrent désormais dans les politiques d'emploi et de lutte contre le chômage.

Selon R. Barre, Premier ministre de 1976 à 1981, "la crise est structurelle". Il réoriente une partie des financements publics de la formation dévolus aux formations professionnelles vers les formations pour demandeurs d'emploi. Il donne le vrai départ d'une formation catégorielle spécifique : les jeunes sans qualification. Comme le souligne Y. Palazzeschi⁵⁰, « on passe des formations de seconde chance aux formations de première chance ». L'accès à l'emploi devient le référent quasi obligé de tout projet de formation financé par les pouvoirs publics. Les deux millions de chômeurs ne peuvent plus être ignorés. Ils font à partir de 1976 leur entrée dans les organismes de formation.

Ils sont aussi l'objet de toutes les attentions de la nouvelle équipe gouvernementale élue en 1981 et en particulier du Premier Ministre P. Mauroy et du Ministre de la Formation Professionnelle M. Rigout⁵¹.

Dès juin 81, P Mauroy demande à B. Schwartz un rapport sur l'insertion sociale et professionnelle des jeunes. Ce rapport et les propositions de M. Rigout conduisent le président de la république F. Mitterrand à promulguer en mars 82 une ordonnance relative à la formation des jeunes. Cette ordonnance institue, sur tout le territoire, un réseau de structures d'accueil et d'orientation des jeunes composé de Missions Locales et de permanences d'accueil, d'information et d'orientation (P.A.I.O). Les élus locaux et régionaux sont mobilisés. De nombreuses sessions de formation sont proposées aux jeunes. Des formateurs sont recrutés et formés.

D. Les enseignements de la décennie 72-82

A l'issue de cette décennie 72-82, cinq caractéristiques essentielles définissent la formation permanente des adultes :

- Inscrite dans le droit du travail, elle s'est, au fil des ans banalisée.
- Son organisation se développe prioritairement dans l'entreprise.
- Son financement a favorisé la création d'un marché de la formation et les prémices de ce qu'on appellera plus tard l'ingénierie de formation.
- Son développement a consolidé la place des partenaires sociaux.
- La crise économique des années 73-75 a précipité son ancrage dans la sphère économique et la lutte contre le chômage.

⁵⁰ Y. PALAZZESCHI. *Introduction à une sociologie de la formation*. Paris : l'Harmattan. 1998. 548 p.

⁵¹ reporter à l'entretien des témoins : C. Carin et H. Peurichard.

Précisons que cette dernière évolution ne s'est pas passée sans débats. Les échanges sont souvent vifs entre syndicats et patronat. Ce débat social marque aussi la décennie 71-82. Voici, pour restituer l'air de ce temps, comment l'évoque C. Dubar dans le livre « La promotion sociale en France ».

« De 1971 à 1984, les débats entre syndicats et patronat vont d'abord porter sur les contradictions de la loi de 1971 mais ils seront vite relayés, dès 1974, par un débat entre « formation professionnelle continue » et « éducation permanente ». En effet, dès cette date, le CNPF affichait clairement sa position en distinguant radicalement « la formation technique et professionnelle » baptisée « **opérationnelle** » et « utile à l'entreprise » de la vague « culture de base » véhiculée par les « formations culturelles » considérées comme « à finalité non professionnelle » (Eichenberger, 1974) Pour ce porte-parole du CNPF, il est clair que « l'entreprise ne peut pas financer la formation des personnes en tant que telles », elle ne peut pallier « les insuffisances de la formation initiale » et doit s'en tenir « à la formation des hommes dans l'entreprise », c'est à dire celle qui « aide l'entreprise à réaliser son objet ». Le maître-mot est **efficacité** : former au métier, à la tâche, à la compétence est efficace ; vouloir former « à la culture », transmettre des « contenus à base de généralités économiques » est inefficace. La formation doit certes viser « l'épanouissement de la personne » mais « par la réussite de l'entreprise ». Tout ce qui ne sert pas celle-ci est inefficace et vainement « culturel ». La FPC n'a rien à voir avec l'éducation permanente.

La CFDT de l'époque prend totalement le contre-pied de cette position. Pour son représentant, la FPC doit être une « véritable formation », à la fois « culturelle et collective, générale et professionnelle pour tous ». Elle doit permettre un « développement culturel » des personnes et assurer une « **promotion collective** ».

Elle doit être faite sur le temps de travail, déboucher sur « une reconnaissance effective des qualifications acquises », quitte à « examiner, au cas par cas, les possibilités qu'offre l'entreprise » (Jacob, 1974).

Elle doit aussi permettre de « négocier ses compétences ailleurs », autoriser une « mobilité externe supérieure » grâce à ses composantes culturelles larges ; bref, la FPC doit être une éducation permanente.

La CGT n'est pas loin de rallier cette position. Son responsable remarque, à cette époque, « qu'il manque le mot **culture** à la FPC » et que « le développement culturel fait partie de la formation permanente ». Celle-ci doit englober l'ensemble des pratiques culturelles, sociales et sportives en diffusant « un savoir plus large et plus complet ». Se référant aux Accords de 1970 qualifié de « compromis » entre les besoins des entreprises et les aspirations des individus, il plaide pour la reconnaissance des qualifications acquises qui constitue « une exigence des luttes syndicales » (Caburoi, 1974).

Cette polémique sur le contenu même de la FPC est résumée dans un rapport de la Commission Formation Qualification du VI^{ème} Plan qui oppose deux conceptions de la FPC : celle qui voudrait y voir « une éducation permanente à finalité humaine et sociale » et celle qui « vise à la promotion hiérarchique avec diplôme ». Le rapport envisage une troisième conception « défensive axée sur le maintien de l'activité professionnelle » (Branciard, 1974). C'est cette dernière qui va se développer mais personne ne le sait encore »⁵².

Sur le front du vocabulaire, une forme consensuelle s'impose au cours de cette décennie. Il s'agit des mots « formation permanente » – habile et commode contraction de l'intitulé de la loi de 1971 en prenant le substantif de formation professionnelle continue et l'adjectif d'éducation permanente.

E. la production intellectuelle

Au début de la décennie 72-82 l'idée d'éducation permanente est toujours présente dans les travaux de recherche et les publications. Son audience s'élargit. La revue « Esprit » lui consacre un numéro spécial en 1974.

En 1977, le franco-qubécois G. Pineau coordonne un ouvrage de synthèse au titre interrogatif « Education ou aliénation permanente ? repères mythiques et politiques ». J.C. Forquin consacre, en 1978, sa thèse aux « composantes doctrinales de l'idée d'éducation permanente ». En 1978 toujours, M. Feutrie s'intéresse à la demande de formation en milieu ouvrier. C'est l'objet de sa thèse dirigée par J. Dumazedier.

B. Schwartz publie deux livres au cours de cette décennie « L'éducation demain » en 1973 et « Une autre école » en 1979. Ce dernier ouvrage est préfacé par P. Mauroy. La décennie 72-82 voit éclore quelques ouvrages à dominante historique.

Dès 1976, G. Poujol entreprend, dans le cadre du service d'études et de recherches de l'Institut National de l'Education Populaire (I.N.E.P), un important travail sur l'histoire de l'éducation populaire et publie aussi, en 1980, « L'éducation populaire : histoire et pouvoirs »

M. David, après avoir publié « l'individuel et le collectif dans la formation des travailleurs » en 1976, livre, en 1982, une mise en récit de l'histoire de la création des instituts de promotion supérieure du travail qu'il a su mener à bien. Cet ouvrage s'intitule « Témoins de l'impossible – Militants du monde ouvrier à l'université »

La disparition de l'INFA, intervenue en 1973, provoque un émiettement des lieux de production de la recherche. Quelques équipes universitaires commencent à s'intéresser à la formation des adultes. On les trouve à Aix-Marseille, Dijon, Grenoble, Lille, Tours et surtout Paris (au CNAM, à Paris 8 et Paris 10).

L'opérationnalisation de la loi de juillet 71 provoque un déplacement des objets de recherche. Les axes de recherche liés à la promotion sociale sont remplacés par des approches portant sur les politiques développées en entreprises.

⁵² C.DUBAR & C. GADEA. *La promotion sociale en France*. Villeneuve d'Ascq : Septentrion. 1999.

La formation « outil de gestion du personnel » est étudiée par des sociologues tels que C. Dubar, R. Sainsaulieu ou des économistes tels que R. Bonnel, M. Cazeneuve ou P. Méhaut.

A la fin de la décennie 72-82, dans un contexte d'aggravation du chômage, apparaît une nouvelle problématique : celle de l'insertion/transition professionnelle et sociale. On retrouve cette approche dans les travaux de D. Maupeou-Abboud, de J. Rose et de L. Tanguy.

La relation formation-emploi est aussi la thématique privilégiée par le Centre d'Etudes et de Recherche sur l'emploi et les qualifications (CEREQ) créée en 1970 et disposant d'une vingtaine de centres associés répartis sur l'ensemble du territoire français.

Dans l'article « La formation continue en France et ses sociologues » (1960-1980), publié dans le numéro de juin 1983 de la revue « Education Permanente, le sociologue C. Dubar livre en conclusions, une série d'interrogations.

Elles restituent le questionnement de l'époque et donne à voir le regard d'un chercheur dont l'itinéraire de recherche épouse le parcours, parfois chaotique, de la formation des adultes.

Voici cette conclusion :

« Quel lien reste-t-il, au bout du compte, entre ces trois « figures » de la formation postscolaire ? De la « promotion sociale » à la « formation professionnelle continue et à l'insertion sociale et professionnelle » quelle continuité peut-on dégager conduisant à la (re)construction d'un objet unique d'analyse ? S'agit-il, plutôt, de « formation continue » impliquant une continuité avec la formation initiale (stages courts en entreprise ?) et une dynamique générale de développement (stages d'adaptation ponctuels ?) Ne s'agit-il pas plutôt d'une nouvelle organisation de la formation professionnelle (et les « inactifs » ?) impliquant des séquences emploi/chômage/formation/insertion/emploi, etc.. et des ajustements permanents aux transformations technologiques et sociales ? Cette décomposition des objets successifs qu'il a tenté de construire/conquérir doit au moins inciter le sociologue à la prudence : et si la formation (l'éducation) n'était pas, à elle seule, un objet sociologique et ne pouvait le devenir que comme terme d'une relation capable de lui donner son sens ? C'est au moins une question que le chercheur confronté aux réalités multiples et mouvantes de la formation postscolaire dans la France des années 70 peut poser à la sociologie de l'éducation et à ses sociologues ».

Le contexte régional

1. Les aspects politiques

De 1972 à 1981 se déroulent les années « Pompidou » (72-74) puis les années « Giscard d'Estaing » (74-81).

Dans ce contexte, la droite nordiste s'efforce de développer son influence dans la région. Elle dispose de trois ministres : J. Legendre, N. Segard et M. Schuman. Le premier deviendra Maire de Cambrai, tandis que le second échouera en 77, dans sa tentative d'accès à la Mairie de Lille, face à P. Mauroy.

Ce dernier poursuit son ascension. Il devient en 73 maire de Lille, puis porte parole de F. Mitterrand au cours de la campagne présidentielle de 1981 et enfin premier Ministre d'un gouvernement d'union de la gauche, comprenant quatre ministres communistes, en mai 1981. Chez les socialistes, toujours et cette fois dans le Pas-de-Calais, l'un des jeunes hommes évoqués ci-dessus, D. Percheron, poursuit lui aussi son ascension. Il devient en 1973, le premier secrétaire fédéral de l'importante fédération socialiste du Pas-de-Calais et selon B. Giblin-Delvallet, « l'homme du renouveau du parti socialiste et l'artisan de la reconquête politique »⁵³.

Porté par le Programme Commun de la gauche conclu en 1972, le parti socialiste étend son influence et conquiert, en particulier dans le bassin minier et le Valenciennois, de nouveaux territoires.

Face à cette progression, le parti communiste éprouve quelques difficultés à résister. La rupture de l'union de la gauche, en 77, sème le trouble. Toutefois les élections municipales de 77 et les législatives de 78 ne provoquent pas d'érosion importante.

L'élection de F. Mitterrand et le gouvernement de l'Union de la Gauche de P. Mauroy de 1981 symbolisent la victoire du « peuple de gauche ». Ils font provisoirement oublier les rivalités des deux familles de la gauche et sont vécus dans la région comme des événements historiques. Ils font écho aux années 36 du Front Populaire et à la courte période d'union nationale de 1945-47 recouverte par plus de vingt cinq années de guerre froide et de luttes fratricides.

Au regard de notre objet d'études, il nous faut aussi évoquer, au chapitre des faits politiques, la création en 1972 des établissements publics régionaux (E.P.R), premier pas encore bien timide vers plus de régionalisation.

⁵³ B. GIBLIN-DELVALLET. *La région, territoires politiques : le Nord-Pas-de-Calais*. Paris : Fayard. 1990. 449 p.

Selon J. Le Garrec, « l'établissement public régional est, malgré le faible nombre de salariés, malgré le contrôle à priori du préfet, la possibilité pour une poignée de précurseurs, de prolonger l'aventure de la régionalisation ». L'E.P.R est mis en place en 1974. Il est présidé par P. Mauroy. M. Delebarre est son chef de cabinet.

N. Josèphe, socialiste, préside la commission « Enseignement et Culture » dont Y. Renar conseiller régional communiste, est le rapporteur.

Nous reviendrons sur les premiers pas de l'E.P.R lorsque sera évoquée l'évolution de la formation permanente, dans le Nord/Pas-de-Calais, au cours de la décennie 1972-1982.

2. Les aspects économiques et sociaux

De 1972 à 1982 les difficultés économiques, déjà évoquées ci-dessus, s'amplifient. Dans son ouvrage « L'économie du Nord/Pas-de-Calais » S. Dormard écrit « qu'à la fin des années 1970, sous l'effet des deux chocs pétroliers et la récession mondiale, la dégradation s'accélère. L'image industrielle de la région s'estompe peu à peu, même si le Nord/Pas-de-Calais fait encore partie des principales régions industrielles du pays⁵⁴ ».

Des territoires tels que le bassin minier, la Sambre-Avesnois, Roubaix-Tourcoing et le Valenciennois, où la sidérurgie licencie massivement, sont plus particulièrement affectés par ces mutations de l'appareil industriel régional.

Parallèlement à cette dégradation, la création d'activités industrielles nouvelles se poursuit. Le secteur de la construction automobile se développe dans le douaisis (Renault) dans l'agglomération de Lens-Liévin (La Française de Mécanique) dans le Valenciennois (Simca-Peugeot). La centrale nucléaire de Gravelines est mise en service en 1980.

Comme toutes les régions françaises, le Nord/Pas-de-Calais connaît une progression des activités de service.

Ces créations d'emplois se répartissent de manière très inégale dans les territoires. Elles se concentrent dans la métropole lilloise et ne suffisent pas à enrayer la forte progression du chômage.

Pour ce qui est des aspects sociaux, la région Nord/Pas-de-Calais des années 1972-1982 se caractérise par :

- Un revenu par habitant faible par rapport à la moyenne française ;
- Un habitat industriel souvent vétuste (les courées, les cités minières) qui est à réhabiliter ;
- Un sous-équipement hospitalier et un déficit sanitaire persistants ;
- Une espérance de vie largement en dessous des moyennes nationales ;
- Une sous-scolarisation et une sous-qualification chroniques : en 1976.

⁵⁴ S. DORMAND. *L'Economie du Nord-Pas-de-Calais*. Villeneuve d'Ascq : Septentrion. 2001. 315 p.

75 % des adultes hommes et 84 % des adultes femmes n'ont pas de diplômes. Il y a dans la région 28 % de manœuvres contre 18,5 % en moyenne nationale ;

- Un sous-emploi féminin gravement accentué dans les zones industrielles sinistrées.

Ajoutons que l'histoire sociale de cette décennie est aussi marquée par l'arrivée importante de jeunes marocains. Ils sont recrutés pour assurer l'exploitation des derniers puits de mine existants. La corporation des mineurs est endeuillée par la catastrophe qui survient à Liévin le 27 décembre 1974. Elle fait quarante deux victimes.

Au total, on peut dire que ces années 1970 sont rudes pour la région. Le chômage connaît un développement massif et les conditions d'existence des milieux populaires, déjà bien difficiles, s'aggravent sérieusement. La mise à la retraite anticipée ou le licenciement deviennent le lot d'adultes de plus en plus nombreux.

Quant aux jeunes, ils prennent place dans les longues files d'attente de l'A.N.P.E conduisant éventuellement à un premier emploi. L'angoisse du lendemain, le déboussolement, la perte de repères s'accroissent.

3. Les aspects éducatifs et culturels

En 1972, après dix sept années au poste de recteur, G. Debeyre quitte un building de dix étages et a plus de personnels que l'administration de la justice belge !

Il aime rappeler que lors de son arrivée dans les années cinquante, ses services étaient installés dans un petit hôtel particulier et que chaque matin il dépouillait lui-même le courrier et le distribuait à sa petite dizaine de collaborateurs ! Il ajoute qu'il aura connu, en près de deux décennies, dix huit ministres de l'éducation nationale ! Il est remplacé par un recteur gaulliste : J. C. Grohens.

Dans l'Académie la construction des lycées professionnels se développe. Le nombre d'étudiants augmente. La région demeure toutefois parmi les dernières régions françaises pour ce qui est de la réussite au baccalauréat.

Dans le domaine culturel, une Direction Régionale des Affaires culturelles est créée en 1974.

L'Etablissement Public Régional s'engage aussi dans ce domaine d'action. Il impulse, en 1975, la création de l'office culturel régional (O.C.R). L'orchestre national de Lille est fondé en 1975. J. C. Casadessus en prend la direction. En 1975 toujours; la direction du Centre National dramatique est confiée à G. Bourdet. Il s'installe à « L'Idéal Ciné » à Tourcoing. Cette ville accueille aussi, en 1975, l'atelier lyrique dirigé par J.C. Malgloire.

A Dunkerque, un jardin des sculptures est inauguré en 1979. Il préfigure le Musée d'Art contemporain créé en 1982.

A la fin des années 70 le festival culturel de la côte d'Opale voit le jour.

Le mouvement d'éducation populaire « Culture et Liberté », créé en 1970, s'implante dans le Nord/Pas-de-Calais. Dans le douaisis, J. Bajoux contribue à son développement. « Peuple et Culture » Région Nord double son nombre de

permanents : F. Thébaud rejoint B. Lluch et développe des activités dans les secteurs de Lens-Liévin, de Valenciennes et de Dunkerque.

Avec le soutien de la fédération des œuvres laïques du Pas-de-Calais, un ancien mineur polonais I. Flaczynski développe, autour du thème « Ma vie de mineur », une série d'activités culturelles (expositions, rencontres débats, littérature d'expression populaire).

En 1978, son intervention à Noyelles sous Lens connaît un beau succès. Elle est aussi l'objet d'un important travail d'études coordonné par C. Dubar et intitulé : « les retombées culturelles d'une action collective de formation » Ces initiatives contribuent à l'émergence du thème de la mémoire collective et annoncent la création, à Lewarde, en 1982, du centre historique minier⁵⁵.

En 1982, l'Office Culturel Régional et l'Office Régional (O.C.R) d'Information et de Coordination de l'Education Permanente (O.R.I.C.E.P) fusionnent et donnent naissance à l'Office Régional de la Culture et de l'Education Permanente (O.R.C.E.P).

En une décennie une politique culturelle régionale a pris forme. Au début des années 80 elle est portée par des acteurs culturels de premier plan tels que J.C. Cassadessus, G. Boudet, P.E. Heymann, J.C. Malgloire, C. Robichez et par un tissu associatif riche et entreprenant.

4. La formation des adultes dans le Nord/Pas-de-Calais

La décennie 72-82 est une période très contrastée. Elle s'ouvre avec la mise en œuvre de la loi de Juillet 71 et toutes les ambiguïtés de ces nouvelles règles juridiques. Elle se termine dans un contexte de chômage massif et l'ordonnance de mars 82 faisant de l'insertion sociale et professionnelle des jeunes « une ardente obligation ». Trois aspects de cette période seront ici évoqués.

A. La mise en œuvre de la loi de 1971

C'est la grande affaire du début des années 1970. Elle concerne tous les milieux de la formation d'adultes de la région et, permet aux acteurs de cette époque de vivre une réelle période instituante.

Dans les locaux de la Préfecture de Région un nouveau service est progressivement institué : la direction régionale à la formation professionnelle. Mme Deckonninck⁵⁶ devient en 1973, la première responsable de cette nouvelle direction. Outre une fonction de contrôle des dépenses des entreprises en matière de formation professionnelle continue, cette direction est chargée de mettre en œuvre une partie des objectifs figurant dans le programme régional de développement économique :

- Favoriser la formation professionnelle ;

⁵⁵ « Mémoires partagées mémoire vivante ». POUR n°181. mars 2004.

⁵⁶ Se reporter à l'interview de ce témoin : D. Deckonninck.

- Généraliser la formation permanente et le perfectionnement ;
- Permettre aux travailleurs des changements d'activité liés à la diminution prévisible des effectifs dans l'agriculture, les industries extractives et le textile ;
- Répondre par des actions spécifiques aux besoins de certaines catégories de population : les femmes, les immigrés, les handicapés et apporter un soin tout particulier au recyclage des cadres.

Dès 1975, la question du traitement du chômage des jeunes vient s'ajouter à cette liste et devient la préoccupation dominante du début des années 1980.

Pour accompagner cette politique régionale, un comité régional de la formation professionnelle, de la promotion sociale et de l'emploi rassemblant les partenaires sociaux et les administrations est institué. Il compte une soixantaine de membres. De ce comité est issu un groupe de travail restreint dit « groupe permanent » composé à son image. Mme Deckonninck et son équipe donnent progressivement vie à un travail interministériel auquel aucune administration n'était réellement préparée. Elle s'emploie à maintenir, dans une région aux besoins immenses, un équilibre difficile entre des besoins massifs de qualification de base des populations ouvrières et ceux plus qualitatifs d'augmentation du nombre de techniciens et d'ingénieurs dans de nouveaux domaines d'activités tels que l'informatique, l'électronique, la maintenance industrielle, l'agroalimentaire.

La mise en œuvre de la loi de juillet 71 mobilise aussi le patronat régional. Des organismes collecteurs (A.S.F.O) sont créés pour le recueil des fonds, que doivent maintenant acquitter les entreprises, et pour l'organisation des formations. Celles-ci s'externalisent et sont confiées en majorité aux organismes de formation relevant des chambres de commerce.

Dans ce contexte l'Union des Centres de Formation patronaux, professionnels et consulaires (l'U.C.P) connaît un développement important. R. Pennel, l'un des fils de J.B. Pennel, devient le délégué régional de cette union. Quelques autres acteurs patronaux contribuent au développement des formations en entreprise.

Le plus efficace et motivé d'entre eux est certainement A. Habart, collaborateur de J.B. Pennel, responsable de la revue S.I.D.A. Il est un infatigable sensibilisateur et un relieur d'univers différents. Dans des sphères d'activités productives représentatives des activités de la région, s'illustrent aussi M. Hannart et P. Vandesype dans le textile, B. Lescaut et J. Pointurier dans les H.B.N.P.C, P. Heurtier dans une industrie de services installée à Noyelles sous Lens.

Estimant que la Loi de juillet 71 est un « tremplin pour les luttes », les organisations syndicales de salariés se manifestent aussi. Des stages syndicaux sont organisés pour former les militants. Les syndicalistes soutiennent les actions collectives de formation développées en milieu ouvrier. Pour le responsable régional de la C.F.D.T, A. Glorieux, ces actions sont exceptionnelles car « pour la première fois on s'adresse à une grande masse de travailleurs »⁵⁷. Dans les territoires concernés par les actions

⁵⁷ Intervention d'A. Glorieux au C.A.F.O.C de Lille en novembre 1980. Document du groupe « Histoire et mémoire de la formation des adultes en Nord/Pas-de-Calais » - Cueep 2005.

collectives, de nombreux syndicalistes de la C.F.D.T et de la C.G.T participent régulièrement aux réunions des instances de pilotage de ces actions. A Sallaumines, C. Orman pour la CFDT et R. Moreels pour la CGT apportent une contribution décisive à la popularisation de l'idée d'éducation permanente auprès des mineurs et de leurs familles. A Tourcoing R. Notebaert, A. Derinck pour la CFDT et M. Dias et J.M. Laverze pour la C.G.T remplissent la même fonction auprès des salariés des usines textiles.

Ces engagements, importants au début des années 70, vont décliner au fil du temps. Dans les entreprises, les offres de formation d'adaptation ne suscitent pas l'engouement des travailleurs. L'accès à la formation est très inégalitaire.

Au début des années 80, dans un contexte marqué par l'existence de 2 millions de chômeurs, les syndicalistes ne sont guère optimistes. Ils portent souvent un regard déçu sur la décennie 72-82. L'une de leurs plus grosses déceptions a trait à l'attitude des acteurs de l'Education Nationale. Ils estiment que ces derniers ont raté le rendez-vous avec la formation permanente et que beaucoup reste à faire pour que s'instituent des relations plus confiantes entre ouvriers et enseignants.

B. Le développement des organismes de formation d'adultes

La mise en œuvre de la loi de 1971 et le nouveau marché qu'elle génère accélère le développement des organismes de formation.

A l'éducation nationale, il s'agit de donner forme au réseau « Formation continue » de l'enseignement secondaire.

Quatre personnes vont impulser la construction de ce réseau : L. Biencourt le premier D.A.F.C.O et son adjoint A. Liagre (qui deviendra D.A.F.C.O EN 1977) et les deux premiers animateurs du C.I.F.F.A : J. Hédoux et V. Zanel.

Dans les G.E.P.E.N (qui deviendront ensuite G.R.E.T.A) arrivent les premiers conseillers en formation continue formés par le C.I.F.F.A. Bon nombre d'entre eux sont des militants de l'éducation populaire.

Dix neuf G.E.P.E.N sont créés dont deux caractérisés par leurs liens avec des branches industrielles importantes de la région : le bâtiment – travaux publics et la chimie⁵⁸.

L'un des gros « chantiers » animés par le réseau académique au cours de la décennie 72-82 est la rénovation de la promotion sociale articulée au développement généralisé du système des unités capitalisables.

La fin de la décennie 72-82 est marquée par l'implication de plus en plus importante de ce réseau dans la réalisation d'actions de formation en faveur des jeunes demandeurs d'emploi.

⁵⁸ Se reporter à l'entretien du témoin : B. Taglioli.

Les universités se mobilisent aussi. Et en premier lieu celle des Sciences et Techniques avec le développement de son centre spécialisé dans l'éducation des adultes : le C.U.E.E.P.

Dans les territoires où sont créées les deux actions collectives de formation (A.C.F) après deux années de connaissance, de sensibilisation du milieu, d'enracinement local le temps de l'action pédagogique est venu. Tout est à faire. Tout est à inventer.

A Sallaumines-Noyelles, deux personnes du CUEEP s'installent dans un local prêté par la Mairie de Sallaumines : l'Auberge du stade. Il s'agit de G. Mlekuz et de M. Zagaria.

Des lieux de formation possibles sont identifiés. Des formateurs sont recrutés et formés. Au début de l'année 1972 six cents personnes participent aux actions de formation.

Un modèle éducatif prend forme. L'action collective de formation de Sallaumines devient, au fil des ans, une référence de l'éducation permanente au service de la cité et de publics ouvriers et féminins totalement absents de la formation permanente auparavant⁵⁹.

A Roubaix-Tourcoing J.P. Delannoy, P. Cardinael s'installent dans une maison appartenant à l'Education Nationale, au 2 de la rue Montyon à Tourcoing. S. Evrard remplace J.P. Delannoy en 1973. Dans ce territoire l'objectif est d'entraîner en formation, en prenant appui sur la loi de juillet 1971, les salariés faiblement qualifiés des entreprises de la zone. Comme à Noyelles-Sallaumines une pédagogie adaptée aux adultes est mise en œuvre.

Pour la première fois, des publics ouvriers nombreux sont sensibilisés et s'engagent volontairement dans un processus de formation permanente.

Dans les deux zones d'action collective, les premiers C.A.P par unités capitalisables sont délivrés en 1975. Outre ces actions novatrices en milieu ouvrier, le CUEEP développe aussi sa présence dans les entreprises et offre aux adultes de la région la possibilité de préparer l'examen spécial d'entrée à l'Université (E.S.E.U) Ces actions de formation directe sont complétées par des activités de recherche tant pédagogique que sociologique et par la formation des formateurs d'adultes. Initiée dès la création du CUEEP en 1968, cette dernière trouve, en 1974, une première forme de reconnaissance avec la création du Diplôme Universitaire de Formateurs d'Adultes (le D.U.F.A).

A la fin de la décennie 72-82, le fondateur du CUEEP, A. Lebrun, part à la retraite. Il est remplacé par J. Losfeld.

Dès 1972, en prenant appui sur les contrats de développement de la formation continue, les deux autres universités lilloises (Lille 2 et Lille 3) s'engagent dans la formation permanente. Elles recrutent des chargés de mission « formation continue » et élaborent une première série d'offres qu'elles enrichiront au fil des ans.

⁵⁹ G. HERZLICH. « *Sallaumines, quatre heures de l'après-midi* ». Le Monde. 13 février 1974.

Dans le milieu associatif, la mise en œuvre de la loi de 1971 fait débat. On s'interroge sur les finalités de cette loi et sur la contribution que peuvent apporter, dans ce cadre, les mouvements d'éducation populaire au développement des idéaux de l'éducation permanente. Après réflexion, Culture et Liberté, Peuple et Culture, Léo Lagrange se mobilisent et s'efforcent de développer des actions en entreprises. Les trois mouvements se retrouvent avec la C.F.D.T pour fonder, en 1972, le centre régional de formation ouvrière (CREFO)⁶⁰. Ils espèrent ainsi parvenir à mieux positionner l'éducation populaire sur le marché de la formation professionnelle continue.

Le premier directeur du CREFO est M. Riez venu de « Culture et Liberté ». Dès la fin des années 70, le CREFO s'engage dans la réalisation de nombreuses actions de formation des jeunes demandeurs d'emploi et s'implante dans différentes villes de la région Nord/Pas-de-Calais.

C. Les initiatives des élus régionaux

La création, en 1972, des Etablissements Publics Régionaux constitue l'un des jalons importants de la lente et longue histoire de la décentralisation en France. Elle offre aux acteurs politiques de la région un premier levier et des espaces d'action pour affirmer leur volonté de peser dans l'élaboration des politiques régionales.

Pour les acteurs politiques régionaux, la réflexion sur la formation permanente est un thème mobilisateur et fédérateur. En 1974, dès son installation, à la présidence de l'E.P.R., P. Mauroy annonce que le thème du premier colloque régional sera : « la formation permanente et plus précisément les besoins de formation dans la région ».

Un dispositif de préparation du colloque est arrêté. De manière décentralisée, un important travail de sensibilisation des acteurs et de traitement des données sociologiques est organisé, en amont du colloque. S. Peyré pour la logistique et C. Dubar pour l'analyse sociologique animent ce travail préparatoire.

Le colloque se déroule en décembre 1974. L'invité d'honneur est B. Schwartz. Il rassemble trois cents personnes et constitue un temps fort de mobilisation régionale. Il marque l'entrée en scène des élus régionaux et traduit leur volonté d'être associés et/ou de conduire le développement de la formation permanente dans la région.

Le colloque est prolongé par une série d'actions symbolisant la volonté des élus régionaux et locaux d'intégrer la formation permanente des adultes dans la liste de leurs préoccupations et axes d'action⁶¹.

A l'échelon régional est créé, en janvier 1977, l'office régional d'information et de coordination de l'éducation permanente (O.R.I.C.E.P.). N. Josèphe, élu socialiste et C. Carin, élue communiste animent cet office qui rassemble de nombreux acteurs régionaux autour d'un projet « d'Université pour Tous ».

⁶⁰ G. Ryon, syndicaliste à la CFDT est l'un des initiateurs de la création du CREFO ; Il raconte cela dans l'entretien que l'on peut retrouver dans le D.V.D.

⁶¹ Se reporter aux entretiens des témoins : C. Carin, M. Feutrie, C. Hujeux, A. Lebrun, J.M. Stiévenart, et aux actes du colloque.

En 1982, l'O.R.I.C.E.P et l'office culturel régional (O.C.R) fusionnent pour donner naissance à l'office régional de la culture et de l'éducation permanente (O.R.C.E.P).

A l'échelon local, deux actions collectives de formation sont créées en 1975 : l'une dans le canton de Valenciennes Sud à l'initiative du comité d'action culturelle et d'éducation permanente (le C.A.P.E.P) Ce comité doit sa création au militantisme conjoint d'acteurs venus d'horizons différents : J. Chevalier (maire communiste d'Aulnoye lez Valenciennes) B. Montagnon (élue socialiste de Famars) M. Moriammez (université de Valenciennes) et F. Thébaud (« Peuple et Culture » région Nord) L'autre est lancée dans le secteur d' Auchel-Bruay. Elle est animée par R. Delforge que rejoint ensuite B. Blondeau. Elles sont toutes deux soutenues par des élus régionaux.

A l'échelon local toujours et cette fois à l'initiative d'élus locaux, des instituts municipaux d'éducation permanente voient le jour à Lille (L'I.L.E.P) en 1974⁶², puis à la fin des années 70, à Roubaix (I.R.E.P) et à Wattrelos (O.M.E.P) Pour la première fois dans l'histoire régionale, des collectivités territoriales se dotent de structures, de moyens humains et financiers pour donner forme à des politiques locales ou régionales de formation permanente.

Cette implication des collectivités territoriales consolide la dynamique régionale déjà amorcée dans les périodes antérieures. Elle traduit la capacité des acteurs publics à s'emparer d'un nouveau domaine d'intervention. Elle soulève des questions quant à la municipalisation de la formation permanente. Elle prépare les élus à réussir les transferts des compétences qui, au début des années 80, sont annoncés.

Outre ces effets politico-institutionnels et organisationnels, les initiatives des acteurs politiques, leur implication permettent à la formation permanente des adultes de progresser dans les domaines de l'accessibilité et de la proximité. Un début de maillage territorial voit le jour. Une nouvelle cartographie émerge.

Pour ce qui est des publics accueillis, la décennie 72-82 se caractérise par une exceptionnelle hétérogénéité des publics.

Des hommes, des femmes, des retraités, des jeunes découvrent l'univers de la formation. Ils ne sont plus tous cadres ou techniciens. Ils sont ouvriers, femmes au foyer, demandeurs d'emploi. Ils viennent en formation pendant leur temps de travail ou pendant leur temps de loisirs.

Lorsque les motivations et la réconciliation avec l'idée de se former sont consolidées, des dynamiques d'auto-formation et d'expression individuelle et collective prennent forme.

« Des histoires d'apprendre » sont racontées dans des films⁶³, des revues, à la télévision. La formation permanente fait son entrée dans des milliers de vie quotidienne. Elle poursuit sa banalisation.

⁶² Se reporter à l'entretien du témoin : C. Hujeux.

⁶³ En 1974, le cinéaste A. De Sedouy tourne à Sallaumines un moyen métrage présentant l'action collective de formation. Le film a pour titre : « complexe ou compliqué ». Il est produit par l'organisme de formation du comité d'entreprise de G.D.F-EDF : l'I.F.O.R.E.P.

5. La production intellectuelle

A. Des productions pédagogiques

Elles sont initiées par les responsables pédagogiques du CUEEP (G. Niquet, D. Poisson, A. Tarby) et du C.A.F.O.C (G. Marieau) dans les domaines de formation tels que l'expression orale et écrite, les mathématiques, la vie professionnelle et sociale, l'alphabétisation (A. Boulangé, E. Charlon, V. Leclercq).

Impulsées par son premier délégué régional M. Riez, elles sont aussi produites par les équipes du CREFO sensibles aux relations entre formation et vie quotidienne des apprenants⁶⁴.

B. La production de connaissance

Elle se concrétise dans quatre modes de fabrication et de diffusion différents :

- a) Des travaux collectifs issus de « Chantiers de travail » Dans cette catégorie, citons les initiatives de J. Hédoux. Dans le cadre des activités de « Peuple et Culture région Nord » il institue en 1974 un groupe de travail sur le thème « champs et agents éducatifs ». En 1978, il développe, dans ce même cadre, avec J. Dumazedier et G. Mlekuz un travail d'enquête sur les pratiques d'autoformation dans le pays minier du Nord/Pas-de-Calais.

- b) Des études

Elles portent sur les deux actions collectives de formation instituées par le CUEEP. En 1972, C. Dubar et S. Evrard présentent dans un article de la revue « Education Permanente » les résultats de l'enquête de situation et de motivation réalisée en 70-71 dans les zones de Noyelles-Sallaumines et de Roubaix-Tourcoing.

En 1976 puis en 78, C. Dubar, M. Feutrie et G. Mlekuz publient : « Le public de l'action collective de formation de Noyelles-Sallaumines » et « La volonté de former ». En 1980 une équipe plus large publie « Les retombées culturelles d'une action collective de formation ». En 1981, C. Dubar, F. Debuchy, Q. Delaunay, M. Feutrie, N. Gadrey et E. Vershave publient « besoins de formation continue et crise économique » consacrés à l'action collective de formation de Roubaix-Tourcoing.

En 1981-82, dans le cadre des activités d'étude-action du CREFO, M.J Deledicque et J. Hédoux publient « les aspects psycho-pédagogiques et socio-pédagogiques » des actions jeunes.

⁶⁴ Se reporter à l'entretien des témoins : G. Ryon, P. Masson, C. Vercoüter-Ryon.

c) Des thèses

En 1976, M. Feutrie présente une thèse appelée « la demande de formation en milieu ouvrier, l'exemple de l'A.C.F de Sallaumines-Noyelles » Une seconde thèse consacrée à cette action est soutenue en 81 par J. Hédoux. Elle a pour titre « publics et non-publics de la formation permanente » En 81, toujours le public féminin de l'action collective de Roubaix-Tourcoing est l'objet de la thèse de N Gadrey⁶⁵.

Les travailleurs immigrés et les travailleurs français des industries du textile de Roubaix-Tourcoing sont l'objet de la thèse soutenue en 82, par E. Charlon. Les enseignants devenus conseillers en formation continue au cours de la décennie 72-82 aiguisent la curiosité de A. Dubus. Il leur consacre, en 1982, sa thèse et l'intitule : « Les conseillers en formation continue, agents de changement ? ».

d) Des livres

Sociologue à l'Université de Lille¹, associé aux actions du CUEEP et du Conseil Régional, C. Dubar publie en 1979 son premier livre : « Formation Permanente et contradictions sociales ». On trouve dans cet ouvrage de nombreuses pages nourries par des enquêtes et des recherches menées en Nord/Pas-de-Calais.

⁶⁵ N. GADREY. *Le public féminin de l'A.C.F. de Roubaix-Tourcoing : problèmes de formation et d'emploi*. Thèse de doctorat : sociologie. Villeneuve d'Ascq : Université de Lille 1. 1981.

Le contexte national

1. Les aspects politiques

Premier ministre d'un gouvernement d'union de la gauche, P. Mauroy annonce, en 1983, le tournant de la rigueur. Secoué par les manifestations des partisans de l'école privée, il démissionne en juillet 84. L. Fabius le remplace. Le parti communiste français met fin à sa participation au gouvernement.

En 1985, J. Delors devient président de la Commission des communautés européennes.

En 1986, le R.P.R et l'U.D.F gagnent les élections législatives et régionales. Le front national fait son entrée à l'Assemblée Nationale et dans les assemblées régionales. J. Chirac devient premier ministre. Pour la première fois, dans l'histoire de la France, cohabitent à la tête de l'Etat un Président de la République de gauche et un Premier Ministre de droite.

En avril 1988, F. Mitterrand, candidat à sa succession, est réélu. M. Rocard devient Premier Ministre. L'Assemblée Nationale est dissoute. Le parti socialiste et ses alliés obtiennent une majorité relative aux élections législatives de 1988. Le contexte n'est plus celui de 1981.

En 1991, E. Cresson, devient Premier Ministre. Elle est remplacée, un an après par P. Bérégovoy. Le R.P.R et l'U.D.F remportent les élections législatives de mars 1993. E. Balladur devient Premier Ministre. Une nouvelle cohabitation prend forme. Elle s'achève en mai 1995 avec l'élection de J. Chirac à la Présidence de la République. F. Mitterrand décède le 8 janvier 1996.

En avril 1997, J. Chirac dissout l'Assemblée Nationale. La gauche remporte les élections législatives. L. Jospin devient Premier Ministre. Il forme un gouvernement comprenant des communistes, des écologistes et des socialistes et invente « la gauche plurielle ». Une troisième cohabitation débute. Elle s'achèvera en avril 2002. La période 1983-2000 est marquée par les quatorze années de Présidence de F. Mitterrand et l'expérience « historique » de trois cohabitations successives.

Elle est aussi caractérisée par la forte progression du Front National et son installation durable dans la vie politique française, les progrès importants de l'abstention déterminés par le déficit de confiance envers la classe politique, le déclin du parti communiste français, le recul des idéologies, l'émergence de nouvelles formes d'engagement citoyen plus ciblées et plus limitées dans le temps.

2. Les aspects économiques et sociaux

La décennie 1980-1990 est marquée par les restructurations industrielles. Elles touchent les charbonnages, la sidérurgie, les chantiers navals, le textile, une partie de la construction automobile. Elles sont d'une ampleur et d'une brutalité inégalées.

De 1980 à 1990, 830 000 emplois industriels sont supprimés. C'est une véritable saignée pour des territoires comme le bassin minier de Decazeville, la Lorraine et le Nord/Pas-de-Calais.

C'est aussi l'une des causes essentielles de la progression du chômage. Il touche, dans les années 90-95 plus de 10 % de la population active et sont, en priorité atteints, les jeunes de seize à vingt cinq ans, les femmes, les salariés les moins qualifiés de l'industrie et du tertiaire.

Les années 90-95 voient aussi se développer le chômage de longue durée et de très longue durée (plus de trois ans)

Selon L. Menière⁶⁶ la France compte en 1993

- Six cent mille Rmistes ;
- Trois millions de chômeurs ;
- Six millions de personnes en situation de précarité.

Ces chiffres traduisent les conséquences humaines de ces suppressions d'emplois.

En réponse aux difficultés qu'éprouvent les catégories les plus défavorisées de la population, le revenu minimum d'insertion est institué en 1989 et la couverture maladie universelle (C.M.U) en 1999.

De fin 1996 à 2000, une baisse du chômage et un développement de la création d'emplois font espérer une « embellie ».

Elle prendra fin au terme de l'année 2001.

Dans le vocabulaire de la période 83-2000 prend place une longue série de mots, de notions qui reflètent la dégradation des conditions de vie, les peurs du lendemain, les nouvelles formes de protection sociale : la galère, la souffrance au travail, la fracture sociale, la misère du monde, la disqualification sociale, l'exclusion, la discrimination, l'économie solidaire, les restaurants du cœur.

⁶⁶ L. MENIERE *Bilan de la France 1981-1993*. Paris : La découverte. 1993. 417 p.

Comme le dit R. Castel⁶⁷, les années 83-2000 racontent l'histoire d'une « société en train de perdre son lendemain, non pas les lendemains qui chantent, mais la représentation d'un avenir quelque peu maîtrisable »

3. Les aspects éducatifs et culturels

De 1983 à 2000 plusieurs mesures (création du baccalauréat professionnel, réforme de l'apprentissage, loi d'orientation de 1989, rénovation pédagogique du lycée en 92, puis du collège en 96) contribuent à la progression de la scolarisation. En 2000, 70 % des jeunes générations vont jusqu'en classe terminale contre seulement 35 % vers 1983. La quasi totalité des jeunes effectuent, en 2000, un premier cycle complet. Toutefois les sorties sans qualification, bien que réduites, demeurent encore importantes. Les dernières années de la période 1983-2000 sont marquées par le développement de la violence et de l'absentéisme en milieu scolaire.

Dans le domaine culturel, une politique de grands travaux marque les « années Mitterrand » : pyramide du Louvre, Opéra Bastille, Grande Bibliothèque Nationale. En province, les politiques culturelles régionales, départementales et locales s'affirment.

La libération des ondes et des images entraîne la création de nombreuses radios et chaînes de télévision privées.

Le temps passé devant la télévision, par les français, atteint plus de trois heures par jour en 1997.

Dans les années 90, l'ordinateur fait son entrée dans les foyers. En 1998, le nombre d'ordinateurs achetés est plus élevé que celui des voitures.

Le savoir fait son entrée dans le domicile des Français. Ces ressources éducatives et culturelles sont en constante augmentation. Mais ce développement ne réduit guère les inégalités d'accès à la connaissance et à la culture.

A l'issue de la période 83-2000, la question de la démocratisation est à nouveau soulevée⁶⁸.

4. Les évolutions de la formation professionnelle continue

A. Les évolutions juridiques

Dans un contexte marqué par des mutations politico-socio-économiques inédites, la formation professionnelle continue connaît des transformations importantes.

⁶⁷ R. CASTEL. *Les Métamorphoses de la question sociale*. Paris : Fayard. 1995. 95 p.

⁶⁸ J.M. DIJAN. *Politique culturelle : la fin d'un mythe*. Paris : Folio. 2005.

Dès les années 82-83, les lois de décentralisation initiées par G. Deferre, Ministre de l'Intérieur du gouvernement Mauroy, l'intègrent, partiellement, dans la première série de compétences transférées aux Conseils Régionaux, devenus collectivités territoriales reconnues juridiquement.

Ce processus de décentralisation est renforcé par la Loi Quinquennale de 1993 qui transfère aux régions la formation professionnelle des jeunes.

La seconde évolution juridique concerne l'organisation et le développement de la formation professionnelle continue dans les entreprises. De 1983 à 2000 plusieurs textes de loi font évoluer le système français. La loi de 1984 crée le Fonds de Gestion du Congé Individuel de Formation (F.O.N.G.E.C.I.F). Il s'agit d'un système de financement spécifique au congé individuel de formation qui fait de la formation un objet de négociation obligatoire au niveau des branches professionnelles. La loi de 1991 étend l'obligation de la formation aux entreprises de moins de dix salariés et crée le bilan de compétences pour les salariés ainsi que la mesure de co-investissement⁶⁹.

Enfin, la Loi Quinquennale de 1993 restructure les organismes collecteurs de l'argent des entreprises (O.P.C.A), crée le Capital Temps Formation et renforce le contrôle de la formation professionnelle continue⁷⁰.

B. L'évolution des dispositifs de formation

La période 1983-2000 est marquée par la création sans cesse amendée, complétée de dispositifs de formation destinés aux jeunes et adultes demandeurs d'emploi.

Au fil des ans des programmes nouveaux apparaissent :

- Les groupes d'orientation et d'accueil (GOA), les stages d'insertion et de qualification des années 82-83 ;
- Les travaux d'utilité collective (T.U.C) de 1984 ;
- Les stages d'initiation à la vie professionnelle (S.I.V.P) de 1986 ;
- Les contrats emploi solidarité ((C.E.S) de 1990 ;
- Le programme de préparation active à la qualification et à l'emploi (P.A.Q.U.E) pour les jeunes les moins qualifiés de 1992 ;
- Le contrat d'insertion professionnelle (C.I.P) de 1993 qui sera rejeté et remplacé par une aide à l'emploi des jeunes ;
- Les emplois jeunes de 1997 ;
- Le programme « trajet d'accès à l'emploi » (T.R.A.C.E) de 1998.

La notion d'insertion occupe le devant de la scène. Les mesures s'empilent. La segmentation des publics, des dispositifs, des financements se développe. La « machine à former » les chômeurs se complexifie et s'installe au cœur des politiques de traitement social du chômage.

⁶⁹ Se reporter à l'entretien des témoins : S. Bonder, X. Loucheur.

⁷⁰ Se reporter à l'entretien du témoin : E. Merchez.

Moins conséquents que les mesures que nous venons d'évoquer, d'autres dispositifs de formation voient le jour entre 1983 et 2000. Cinq d'entre eux sont, représentatifs de cette période :

- La lutte contre l'illettrisme et la création en 1985, du groupe permanent de lutte contre l'illettrisme dont F. Bayrou est le premier Président⁷¹ (G.P.L.I) ;
- Le réseau des ateliers de pédagogie personnalisée (A.P.P). Les premiers A.P.P sont créés en 1983, dans la région Rhône-Alpes⁷² ;
- Le réseau des centres de bilan de compétences (C.I.B.C) mis en place à partir de 1986 ;
- Les formations ouvertes et à distance liées au développement des N.T.I.C et de la société de l'information. Des financements pour produire des outils et des dispositifs émergent au cours des années 90 ;
- Les centres de ressources intégrés aux dispositifs de formation ou distincts de ces derniers. Leur création accompagne le développement de l'individualisation des formations ;

Cette liste, non exhaustive, des dispositifs de formation créés entre 1983 et 2000 illustre l'évolution des publics et des conceptions de la formation. Face à l'hétérogénéité des publics, les réponses se diversifient, s'adaptent aux caractéristiques des demandeurs de formation.

Des modes d'apprentissage nouveaux sont expérimentés. Nous allons les évoquer en traitant de l'évolution des pratiques de formation.

C. L'évolution des pratiques de formation

Dans le domaine des pratiques de formation, l'évolution principale affichée est l'individualisation de la formation. Dès les années 1985 émerge la notion de parcours personnalisé. Elle concerne tout à la fois les salariés et les demandeurs d'emploi. La validation des acquis professionnels (V.A.P) instituée en 1985 constitue le carrefour des différentes formes d'individualisation.

Leur point commun est la centration sur la personne actrice de son projet et de sa formation.

Au service de cette nouvelle pratique, des démarches pédagogiques sont expérimentées : enseignement assisté par ordinateur (E.A.O), usage des récits de vie en formation, pédagogie du projet. Le processus d'individualisation questionne le rôle du formateur d'adultes. De nouvelles appellations, plus proches des nouveaux modes de transmission du savoir, apparaissent : tuteur méthodologue, référent, accompagnateur.

⁷¹ Le G.P.L.I a été, en 2001, remplacé par l'Agence Nationale de lutte contre l'illettrisme (A.N.L.C.I).

⁷² P.CARRE & M.TETART. *Les ateliers de pédagogie personnalisée ou l'autoformation accompagnée en actes*. Paris : L'Harmattan. 2003. 222 p.

La seconde évolution des pratiques de formation a trait aux modes de collaboration développés par les acteurs. L'interinstitutionnel, le partenariat, l'action concertée deviennent, dans les discours en particulier, les modes dominants d'intervention éducative et sociale.

La troisième évolution a trait à une plus forte prise en compte du contexte de la formation, de sa qualité et de ses effets. Les méthodes et techniques de l'ingénierie de formation s'affirment. Quant aux démarches « qualité » elles permettent d'appréhender la formation comme un processus de production, de maintenance et de développement des compétences.

La quatrième évolution a trait au développement d'un mode de coopération nouveau : l'échange des pratiques. Il se concrétise en particulier dans les programmes éducatifs européens où est valorisée la notion de « bonne pratique ».

D. L'évolution des acteurs de la formation permanente

- *L'évolution quantitative*

Déjà amorcé à la fin des années 1970, le développement quantitatif des acteurs de la formation des adultes s'accélère au cours de la période 83-2000.

Au début des années 1980 apparaissent les personnels chargés de l'accueil, l'information, l'orientation des jeunes. Ils sont rejoints par des formateurs, des personnels chargés de la réalisation des bilans de compétences, des accompagnateurs, des consultants.

A partir de 1984, les Conseils Régionaux se dotent de services chargés de concevoir et de gérer l'offre de formation régionale et recrutent des personnels dont le nombre ira croissant au fil des années.

Avec l'apparition en 1989 du Revenu Minimum d'Insertion, les Conseils Généraux sont concernés par les questions de formation. Des élus, des agents de la fonction publique territoriale, des travailleurs sociaux sont amenés à intégrer, dans leur culture professionnelle, des savoirs théoriques et d'action venus du champ de l'éducation des adultes.

A la fin des années 90, on estime qu'environ 220 000 personnes⁷³ sont employées dans un secteur d'activités dont les contours ont évolué et dans lequel s'entremêlent formation professionnelle continue, insertion, consultance, orientation, validation des acquis, accompagnement, tutorat etc..

⁷³ « Formation : la fin d'un mythe ». Panoramique n° 19. 1996

- *La professionnalisation des acteurs*

Elle se traduit par :

- La reconnaissance des métiers de la formation d'adultes puis ceux de l'accueil et de l'information sous la forme de conventions collectives négociées en 1989 et 1998 ;
- La création de nombreuses filières et diplômes de formation en sciences de l'éducation, en ingénierie de formation, en ingénierie des nouvelles technologies de l'information et de la communication ;
- Le développement des structures d'accompagnement des acteurs de la formation d'adultes : missions « formation de formateurs » à l'échelon régional, observatoire des innovations pédagogiques créé par le centre INFFO, centres de ressources pédagogiques régionaux et départementaux, observatoires des formations et de l'emploi, groupes de réflexion sur l'orientation des jeunes et des adultes.

E. La production intellectuelle

Elle connaît un essor important au cours de la période 83-2000. Parmi cette impressionnante production, retenons :

- Les travaux de l'équipe du C.N.R.S « Travail et Mobilité » animée par L. Tanguy. Cette dernière publiée en 1986, à la documentation française, « L'introuvable relation formation/emploi ». Il s'agit d'un état des recherches développées en France sous l'angle spécifique de la relation formation/emploi ;
- Les recherches du centre d'études et de recherche sur les qualifications (C.E.R.E.Q) et en particulier l'enquête « Formation continue 2000 ». Cette étude s'intéresse aux attitudes des individus face à la formation (et plus seulement aux entreprises comme c'était le cas précédemment). Par ailleurs, les enquêteurs ont choisi de retenir toutes les formes de formation quel que soit leur but : à visée professionnelle ou personnelle ;
- Les thèses universitaires. Pour la période 1983-2000, F. Laot en recense trois cent soixante⁷⁴. Elle indique que, dans ces travaux, « la question de la fonction émancipatrice ou intégrative de la formation ne semble même plus faire débat, tant la seconde semble avoir pris le pas sur la première ». Elle ajoute que l'on est « loin d'avoir fait le tour de la question » sur la connaissance de l'adulte qui apprend.

⁷⁴ F. LAOT .*40 ans de recherche en formation des adultes (1960-2000)*. Paris : L'Harmattan . 2002. 158p.

Au chapitre des travaux consacrés à l'histoire de la formation des adultes, plusieurs ouvrages retiennent l'attention : Noël Terrot, directeur du CUIDEP de Grenoble, ouvre la voie en publiant en 1983 « Histoire de l'éducation des adultes en France ».

En 1996, Richard Lick, historien et salarié du Centre d'études supérieures industrielles (C.E.S.I) publie « Mémoire de la formation, histoire du C.E.S.I ».

En 1998, Yves Palazzeschi maître de conférences en sciences de l'éducation, publie, en deux volumes, une « Introduction à une sociologie de la formation » . Anthologie de textes français – 1944-1994.

En 1999, deux sociologues C. Dubar et C. Gadéa coordonnent un ouvrage consacré à l'histoire de la promotion sociale en France.

En 1999, toujours, F. Laot, docteur en sciences de l'éducation, publie la première histoire consacrée à ce qu'elle appelle « le complexe de Nancy » dans son livre : « la formation des adultes : histoire d'une utopie en acte : le complexe de Nancy ».

En 2001, L. Tanguy, G. Brucy, P. Casella organisent un colloque ayant pour thème : la genèse de la Formation Permanente en France et en Europe. Il s'intitule : « La Formation Permanente entre travail et citoyenneté »⁷⁵.

Ces cinq ouvrages et ce colloque constituent les fondations d'un « chantier » en émergence des années 90-2000 : l'histoire de la formation des adultes en France. Cet axe de la production intellectuelle de la période 83-2000 gagne en légitimité, et en consistance avec la création, à l'initiative de J. Beillerot, à la fin des années 90, du groupe d'études sur l'histoire de la formation des adultes (le G.E.H.F.A).

F. Les enseignements de la période 1983-2000

En prenant appui sur les écrits d'Y Palazzeschi, que nous venons d'évoquer⁷⁶, nous proposons les constats suivants :

- 1) la formation s'est banalisée. Participer à une activité de formation postscolaire est devenu statistiquement et naturellement admis.
- 2) Cette banalisation s'est effectuée sous la prévalence d'un des modèles de référence du champ de la formation postscolaire, le modèle formation professionnelle continue, la formation production de compétences au détriment du modèle d'éducation permanente, la formation comme développement culturel et développement de la citoyenneté.

⁷⁵ « La Formation Permanente entre travail et citoyenneté ». Education Permanente n° 149. 2001.

⁷⁶ Y. PALAZZESCHI. *Introduction à une sociologie de la formation*. Paris : L'harmattan. 1995. Volume 2. 548 p.

- 3) Avec la prévalence du modèle formation professionnelle continue, le processus de réhabilitation de l'entreprise s'est conforté. Le débat sur les fonctions de la formation a disparu. Un discours uniforme sur les objectifs de la formation, publics et privés, s'est imposé.
- 4) La succession des dispositifs publics en faveur des demandeurs d'emploi traduit l'absence de décision politique majeure à la mesure des enjeux et des ambitions affichés.

La formation permanente des adultes dans le Nord/Pas-de-Calais

Le contexte régional

1. Les aspects politico-institutionnels

La période 83-2000 est marquée par le développement de la décentralisation.

Plusieurs étapes jalonnent ce processus de régionalisation. En voici une brève présentation :

- 1982 :** La loi du 2 mars 1982 donne à la région son statut de collectivité territoriale à part entière au même titre que les communes et départements. Elle se voit accorder des compétences propres dans les domaines de la formation professionnelle et des lycées.
- 1984 :** Création du fonds d'industrialisation du bassin minier. Signature des premiers contrats de plan Etat-Région (84-88).
- 1986 :** Election du conseil régional au suffrage universel direct. N. Josèphe (socialiste), qui a succédé à P. Mauroy devenu 1^{er} ministre en mai 81, demeure le Président de la Région.
- 1989 :** Deuxième génération des contrats, de plan Etat-Région (89-93).
- 1992 :** Election du Conseil Régional. M.C Blandin (élue verte) devient la présidente de la région.
- 1994 :** Transfert aux régions des « actions qualifiantes » du dispositif de formation des jeunes (Loi quinquennale de 1993).
- 1998 :** Election du Conseil Régional. M. Delebarre (socialiste) devient le président de la région. (Il sera remplacé en 2001 par D. Percheron). C. Carin (communiste) est la vice-présidente chargée de la formation professionnelle et permanente.
- 1999 :** Renforcement de l'intercommunalité. Développement des agglomérations.
- 2000 :**
- 4^{ème} génération des contrats de plan Etat-Région (2000-2006)
 - Rapport sur l'avenir de la décentralisation (commission Mauroy).

Comme l'indique ce rapide rappel historique, la période 83-2000 est marquée par un important transfert de responsabilités aux Collectivités Territoriales : conseil régional, conseil général, communauté urbaine, communautés d'agglomérations, communes.

Élément transversal de cette redistribution des compétences, l'intercommunauté est consolidée. La collectivité « conseil régional » accède à l'âge adulte et s'affirme au fil des ans comme l'un des acteurs majeurs de la vie économique, sociale, culturelle et éducative d'un territoire comprenant quatre millions d'habitants.

Elle compte aujourd'hui plus de 1000 salariés, construit son hôtel de région, affirme son identité.

2. Les aspects socio-économiques

A. « Une région très pauvre »

C'est avec ces mots que commence la conclusion du livre de B. Giblin-Delvallet « Géopolitique du Nord/Pas-de-Calais » paru en 1990⁷⁷.

Elle poursuit en indiquant « que le revenu par tête y est le plus bas de toutes les régions françaises. Au printemps 1982, il était déjà inférieur de 40 % à celui de la région parisienne ».

Elle ajoute que c'est aussi l'une des régions les plus inégalitaires : « 92 % des familles reçoivent une moitié du revenu régional, tandis que l'autre moitié n'est partagée que par 8 % des ménages »⁷⁸.

A la fin du vingtième siècle ces deux caractéristiques de la région Nord/Pas-de-Calais se retrouvent dans deux indicateurs : le taux de chômage et le nombre de Rmistes.

B. Le chômage

Il débute à 10 % de la population active en 1983 pour atteindre, en 96, le taux record de 16,4 %.

En 2000, il est de 13,1 % contre 9,2 pour l'ensemble de la France.

Avec ce chiffre le Nord/Pas-de-Calais est au dernier rang des régions françaises.

Ajoutons que ce pourcentage masque de fortes disparités locales. Le taux de chômage atteint des proportions beaucoup plus élevées (de 30 à 40 %) dans certaines localités de la Sambre, du Valenciennois, du Calaisis ou du pays minier.

C. Les Rmistes

Ils sont au nombre de 98 901 au 31/12/1999. Des disparités locales existent aussi dans ce domaine. Dans les villes importantes du pays minier, c'est plus de 6 % de la population totale qui bénéficie de cette aide.

⁷⁷ B. GIBLIN-DELVALLET. *La région, territoires politiques*. Paris : Fayard. 1990. 449 p.

⁷⁸ Dans l'ensemble de la France, les chiffres sont de 78 % et 22 %

D. Une région « cassée » par son histoire industrielle

Au cours de la période 83-2000 l'histoire industrielle de la région connaît de nouveaux épisodes. Les sidérurgistes de Denain sont touchés en 1984. Le dernier puits de mine ferme à Oignies en 1990. Les chantiers navals de Dunkerque sont atteints en 1992. Les licenciements se multiplient.

Tous les secteurs industriels sont touchés. Une douzaine de sous-ensembles géographiques différents, venus du 19^{ème} siècle et tous marqués par des particularismes locaux particulièrement vivaces, sont concernés.

Quand dans ce type d'espace mono industriel éclate la crise, c'est toute une micro région qui se trouve dévastée.

Douze champs de ruines industrielles font de la région la première « terre de friches industrielles » de France. Certaines retrouvent, certes, une nouvelle vie mais toutes donnent à voir, à l'œil nu, l'étendue des dégâts.

Les films tournés dans le Nord à la fin des années 90 (en particulier celui de B. Tavernier « Ça commence aujourd'hui ») rendent bien compte des derniers jours d'une histoire ouvrière et des effets du chômage et de la pauvreté.

E. Une région en mutation

Dans ce contexte de reconversion régionale inachevée, le Nord/Pas-de-Calais poursuit, malgré tout, sa transformation et la métamorphose de son identité. Des réalisations importantes sont concrétisées et en particulier l'inauguration du métro de Lille en 83 et son extension en 99, l'inauguration du tunnel sous la Manche en 1994, la création dans le valenciennois, en 1998, de l'usine automobile Toyota.

Au chapitre du renouvellement de l'image de la région, signalons les campagnes développées à la fin des années 90 et visant à obtenir à Lille les jeux olympiques de 2008 et le label "« Ville européenne de la culture » pour 2004. Cette seconde opération sera couronnée de succès.

F. Une mutation socio-économique exceptionnelle

Aujourd'hui, la part de l'industrie dans la région représente 21 % de l'ensemble des actifs. C'est au niveau de la moyenne nationale.

Dans ce nouveau contexte, une nouvelle cartographie des activités prend forme :

- Déclin puis stabilisation de l'emploi non qualifié ;
- Développement des emplois du tertiaire ;
- Développement des services aux personnes.

Après avoir indiqué « qu'à l'aube du troisième millénaire, la région Nord/Pas-de-Calais semble encore loin d'être entièrement sortie des problèmes de reconversion auxquels elle fait face depuis plus d'un demi-siècle », S. Dormard ajoute, dans la conclusion de son livre⁷⁹ « que la région n'achèvera sa difficile mutation que lorsqu'elle sera sortie totalement de ce qui constitue, selon nous, une véritable crise d'identité ».

Portant son regard vers l'avenir, il évoque trois scénarios de développement possible et retient une possibilité qui pourrait, selon lui, porter remède à cette recherche d'une nouvelle identité. La voici :

« Une troisième possibilité, la plus conforme aux intérêts et à la vocation de la région, serait la recherche d'un équilibre entre une forte complémentarité avec les espaces environnants, la région parisienne en premier lieu avec ce qu'elle peut permettre comme possibilité de développement mais en refusant la marginalité et la satellisation, et l'ouverture internationale, notamment par un renforcement des relations avec le Nord (Belgique, Pays-Bas, Royaume-Uni). La région pourrait alors tirer pleinement parti des avantages de sa situation géographique en Europe. Ce scénario pourrait permettre un développement économique du Nord/Pas-de-Calais plus affirmé et plus durable tout en maintenant et en renforçant la cohésion régionale. Ce qui suppose de gros efforts en matière de formation et de qualification de la population régionale, une amélioration notable et rapide du cadre de vie et de tout ce qui peut rendre la région plus attractive, la constitution d'une véritable aire métropolitaine transfrontalière capable de jouer un véritable rôle d'animation et de direction. Mais tout ceci nécessite une volonté forte et unanime de la part de l'ensemble des acteurs régionaux ».

Au regard des préoccupations qui ont structuré notre regard sur le contexte de la formation permanente des adultes et notre mise en récit de cinquante cinq années d'histoire, relevons que, comme dans les écrits des années cinquante, et malgré l'amélioration des résultats en formation initiale, l'accent est, en 2000, encore mis sur l'importance « de gros efforts en matière de formation et de qualification de la population régionale ».

3. Les aspects éducatifs et culturels

Comme à l'échelon national, le contexte régional est, au cours des années 80-90, marqué par la mise en œuvre des mesures visant à améliorer le fonctionnement du système éducatif :

- transfert de la construction, de la rénovation des lycées au conseil régional et des collèges aux conseils généraux ;
- création des zones d'éducation prioritaire ;
- développement de la formation continue des enseignants ;
- accompagnement des pratiques innovantes des enseignants ;

⁷⁹ S. DORMARD. *L'économie du Nord-Pas-de-Calais*. Villeneuve d'Ascq : Septentrion. 2001.

- développement de l'alternance ;
- développement de l'usage des nouvelles technologies de l'information et de la communication ;
- attention particulière portée au lien entre école et grande pauvreté.

Dans ce contexte, les acteurs de la formation permanente accèdent à des postes de responsabilité dans le domaine de la formation initiale.

J. Decobert ancien directeur du service formation continue de l'Université de Lille 3 devient, en 1983, le responsable de la mission de formation des personnels de l'Education Nationale (M.A.F.P.E.N). J. Losfeld, second directeur du CUEEP, initie en 85, le plan "« Informatique pour tous ».

Dans les zones d'éducation prioritaire, des expérimentations pédagogiques sont soutenues par la Mission Lecture du Rectorat et les acteurs du développement social des quartiers. A l'initiative de la M.A.F.P.E.N et du Conseil Régional, un stage « Ecole et Quartiers » co-animé par le C.A.F.O.C et l'I.L.E.P est organisé en 1988. Il rassemble des élus, des techniciens municipaux, des enseignants, des travailleurs sociaux, des animateurs socio-culturels, des artistes.

A l'initiative du Conseil Régional, de nouveaux lycées voient le jour à Calais, Grande-Synthe, Sin le Noble, Wingles. La recherche d'une architecture nouvelle, le respect des normes de haute qualité environnementale caractérisent ces nouvelles constructions. Dans les années 90-2000, le conseil régional souhaite que ces lycées soient aussi, selon l'expression de M Delebarre « des foyers culturels ». Des liens entre formation initiale et action culturelle prennent forme et se concrétisent dans des actions telles que « les lycéens au cinéma » ou l'aide aux projets culturels des établissements scolaires.

Les Instituts Universitaires de Formation des Maîtres (I.U.F.M) sont institués. A leur tête se retrouvent J. Losfeld, déjà cité et A. Liagre le second DAFCO de l'académie de Lille. Ce dernier confie à J. Hédoux, lui aussi acteur de la formation des adultes de la décennie 70-80, le dispositif de reconversion des professeurs du lycée professionnel. Des interactions s'opèrent entre formation initiale et formation permanente. Elles sont évoquées par J. Losfeld au cours du colloque célébrant, en 1993, les vingt ans d'existence des G.R.E.T.A⁸⁰.

En 2000, quelques chiffres traduisent les progrès réalisés par la région dans le domaine de l'éducation. Environ 4369 établissements scolaires, six universités, un ensemble universitaire privé, seize écoles d'ingénieurs, un I.U.F.M rassemblant sept centres de formation, plus de quatre vingt mille personnes dont soixante cinq mille enseignants accueillent plus d'un million d'élèves, d'étudiants et d'apprentis. Le taux de bacheliers d'une génération a atteint 57,6 %. Il se rapproche de la moyenne nationale. Toutefois, comme dans le domaine économique et social, des disparités importantes existent entre les différents territoires de la région. Elles perpétuent le

⁸⁰ DAFCO. *L'évolution des métiers de la formation des adultes*. Actes du colloque des 13-14 octobre 1993. Lille : Académie de Lille. 1993. 191 p.

poids des inégalités sociales qui ont si fortement marqué l'histoire éducative des habitants du Nord/Pas-de-Calais.

Dans le domaine culturel, la politique ambitieuse ébauchée au cours de la période précédente est développée. Au fil des années des équipements nouveaux sont créés : le Musée d'Art Moderne de Villeneuve d'Ascq en 1983 et les Ballets du Nord de Roubaix, puis le Fonds Régional d'Art Contemporain (FRAC) et plus tard le Musée Matisse du Cateau pour les arts plastiques, le Centre de la Mer à Boulogne, le Théâtre du Manège à Maubeuge, le « Bateau Feu » à Dunkerque, l'Ecomusée de Fourmies, le Centre Historique Minier de Lewarde, le Forum des Sciences de Villeneuve d'Ascq pour les domaines de la mémoire collective et de la culture scientifique.

Dans le domaine du cinéma et de l'audiovisuel citons la création en 1984 du Centre Régional de Ressources Audiovisuelles (C.R.A.V) basé à Lille, puis à Tourcoing. Outre son soutien aux associations, cette institution développe, au fil des ans, une politique de soutien à la création cinématographique en région et à la formation aux métiers du cinéma. A Tourcoing toujours, un Studio National des Arts Contemporains est, en 96, créé dans les locaux d'un lieu chargé d'histoire : Le Fresnoy.

Dans le Pas-de-Calais, après la création en 92, à Sallaumines de la Maison de l'Art et de la Communication, l'aménagement culturel se poursuit avec la création de « l'arc en ciel » à Liévin, du réseau « Culture Commune » installé à Loos-en-Gohelle, du Centre Culturel Petitot à Arras, du « Channel » à Calais.

Dans un contexte de professionnalisation des acteurs culturels et de séparation entre le culturel et l'éducatif, des associations héritières de l'éducation populaire telles que « Travail et Culture », « Vidéorème ou « L'acharnière » tentent de maintenir une présence et de résister à la conception dominante de l'offre culturelle. Dans ce même ordre d'idées, l'association « Culture et Education Permanente en Région (C.E.P.E.R) animée par M. Gantois et le C.U.E.E.P organisent en 1997 et 1998 une série de journées d'études baptisées « Cousinages » visant à refonder le dialogue entre acteurs de l'action culturelle, de la formation permanente et du travail social⁸¹.

Soutenu par le décuplement en vingt ans (76-96) du budget affecté à la culture, ce développement a surtout été impulsé par le « haut ». Il a, pour l'essentiel, visé à diffuser et à diversifier une offre culturelle de qualité. Comme dans l'ensemble du territoire français, la démocratisation culturelle est restée en chemin et les inégalités d'accès aux biens culturels sont loin d'être effacées.

⁸¹ M. GANTOIS, G. MLEKUZ, D. POISSON. *Action culturelle, formation permanente, travail social : des cousinages à développer*. Cahiers d'Etudes du CUEEP n° 4. 1999. 107 p.

4. Les évolutions de la formation permanente des adultes

A. La mise en œuvre de la décentralisation

Le transfert progressif aux Conseils Régionaux de compétences en matière de formation professionnelle continue, jusqu'alors détenues par l'Etat, constitue l'évolution majeure de la période 1983-2000.

Il se concrétise avec l'installation, en 1982, du Comité Régional de l'Emploi et de la Formation (COREF), instance de concertation dont l'Etat et le Conseil Régional assurent l'animation⁸².

Trois périodes jalonnent la mise en œuvre de cette décentralisation

a. Les années 1983-1992

Cette décennie débute avec la forte mobilisation de tous les acteurs et en particulier des élus locaux dans les dispositifs visant à faire reculer le chômage des jeunes.

De nombreuses sessions de formation sont organisées. Un maillage du territoire prend forme avec la création de nombreuses Missions Locales et de Permanences d'Accueil, d'Information et d'Orientation (P.A.I.O). Mme Deckonninck, la Déléguée Régionale à la Formation Professionnelle, impulse la formation des agents des structures d'accueil et celle des formateurs techniques⁸³. Elle est en 1984 remplacée par J.M. Stievenard.

Dans ce contexte de prise en compte des besoins de formation nouveaux, l'Etat institue en 1983 la Délégation Régionale aux Droits des Femmes dont la première déléguée est D. Derycke, puis, en 1986, la Délégation Régionale du Fonds d'Action Sociale (F.A.S), dont le premier délégué est M. Caron. Ce dernier deviendra, à la fin des années 1990, Directeur Régional de l'A.F.P.A.

Au cours de cette période 1983-1992, deux structures cohabitent pour donner forme à une politique régionale. D'une part l'O.R.C.E.P, structure héritée des années 1972-1982, est missionnée pour concrétiser le programme de lutte contre l'illettrisme (.L.U.C.I.L) et pour impulser, avec l'aide de l'Agence pour le développement de l'Education Permanente (A.D.E.P), une réflexion sur les perspectives de développement de la formation permanente.

D'autre part, un service régional de formation permanente est progressivement créé. Confronté à l'existence de l'O.R.C.E.P, il peine à trouver son positionnement et son mode d'organisation.

Revenu en région et chargé, en qualité de Premier Vice-président du Conseil Régional, de la formation initiale et professionnelle continue en 1986, M. Delebarre

⁸² Se reporter à l'entretien du témoin : E. Merchez.

⁸³ Se reporter à l'entretien des témoins : C. Carin, D. Deckonninck, H. Peurichard, JM. Stievenard.

initie un programme de formation prioritaire destiné aux publics faiblement scolarisés. Il justifie ainsi ce programme prioritaire :

« C'était notre devoir de dire que ceux qui sont le plus en difficulté, ceux qui ont le plus long chemin à parcourir pour atteindre la possibilité d'entrer dans la vie active doivent bénéficier d'un effort plus important de la collectivité.

C'est un choix courageux car le résultat qu'on mesure souvent par le retour dans l'emploi est plus difficile à obtenir. Pour les organismes de formation eux-mêmes, le travail est moins simple. Et pourtant tant qu'il restera dans notre région des demandeurs d'emploi qui n'ont pas le niveau du certificat d'étude ou celui du C.A.P, tant qu'il en restera en situation d'illettrisme, tant qu'il restera des gens dans nos villes qui n'ont pas le minimum de connaissances qui leur permettrait de se présenter de bonne manière devant un employeur, il nous faudra continuer à leur réserver une place prioritaire dans le programme de formation continue de la Région. J'aspire à ce que nous puissions abandonner le plus vite possible cette priorité, car cela signifierait que ce n'est plus nécessaire et qu'il n'existe plus d'hommes et de femmes dans le Nord – Pas-de-Calais qui ont ce faible niveau de qualification. Mais, pour le moment, il nous faut continuer, c'est notre devoir collectif. »⁸⁴.

Cette orientation constitue l'une des spécificités de la région Nord/Pas-de-Calais et sera toujours privilégiée. L'évaluation de ce premier programme est confiée au Laboratoire Trigone de l'Université de Lille ¹⁸⁵.

A la fin des années 80, les services internes du Conseil Régional se développent, s'étoffent et trouvent leur identité. Dans ce contexte, le Président du Conseil Régional, N. Josephe, souhaite revoir le positionnement de l'ORCEP. Il suggère en 1991 à son nouveau directeur, J.P. Korbas, de relancer un secteur « éducation permanente » et le projet « Université pour tous ». Cette feuille de route ne sera jamais opérationnalisée car, en 1992, une élection riche en rebondissements propulse à la tête du Conseil Régional une élue « verte » : MC. Blandin.

b. La période 1992-1998

La formation permanente est placée sous la responsabilité d'un élu « vert » : B. Caron⁸⁶ et d'un service dont P. Granier, venu de l'A.C.U.C.E.S, prend la direction. En 1993, la dissolution de l'O.R.C.E.P est prononcée.

Souhaitant donner une dimension transversale aux questions de formation permanente, MC. Blandin initie, en 1994, les Assises Régionales de l'Emploi et de la Formation. Inscrites dans une durée de six mois, organisées en ateliers, ces assises ont pour ambition « de dégager des pistes nouvelles et efficaces d'action face au drame du chômage ». Trois ateliers ont trait aux problèmes de formation et d'insertion. Les associations de demandeurs d'emploi participent activement aux

⁸⁴ Lettre de la Région Nord – Pas-de-Calais, Mars 1991.

⁸⁵ C. CAPELANI, P.DEMUNTER, M. MEBARKI. *Un essai d'évaluation formative*. Cahiers d'Etudes du CUEPP, n° 11. 1988. 115 p.

⁸⁶ Il sera remplacé par le socialiste P. Darchicourt en 1995.

travaux de ces ateliers. A l'issue de ces assises, une aide et un accompagnement leur sont attribués⁸⁷.

En 1997 sont organisés les Ateliers de la formation professionnelle. Parmi les préconisations de ces ateliers figure la création de comités d'usagers de la formation. Ils seront expérimentés dans quelques territoires de la région puis abandonnés.

Pour prolonger le maillage du territoire et mieux capter les besoins locaux de formation, le Conseil Régional institue en 1997, des relais techniques territoriaux. Il s'agit de personnes chargées de remplir un rôle d'interface entre les besoins du territoire dont ils ont la charge et les orientations de la politique régionale de formation.

c. La période 1998-2000

En 1998, M. Delebarre remplace M.C. Blandin à la présidence du Conseil régional. C. Carin, Vice-présidente communiste du Conseil Régional, est chargée de la Formation Permanente. Ce domaine d'action n'est pas nouveau pour elle. Enseignante et militante, elle a, depuis les années 70, contribué aux différentes avancées de la Formation Permanente dans la Région. Elle a, comme nous l'avons évoqué précédemment, impulsé, à la fin des années 70, les activités de l'Office Régional d'Information et de coordination de l'Education Permanente. Dans ses premières déclarations, elle évoque cet attachement à la notion d'éducation permanente :

« Nous voulons nous engager en Formation Permanente et donner toute sa place à l'éducation permanente et au développement culturel pour une application authentique de la loi de 1971, mais pour des raisons d'urgence liées à la défense de l'emploi, cela ne peut être actuellement notre priorité.

D'autres secteurs de l'action régionale sont d'ailleurs impliqués : les nouvelles technologies de l'information et de la communication, la politique de la ville et la solidarité, l'action culturelle, le développement des sports. Je ne renonce pas à proposer de fédérer toutes ces actions pour en montrer le sens par rapport à l'éducation permanente.

J'attache idéologiquement une grande importance à l'éducation permanente... Je suis persuadée qu'on ne changera pas la société avec des gens incultes. Dans la misère morale ou intellectuelle, on est incapable d'engager sa propre transformation. Les changements nécessaires de la société se font non par des lois, des décrets, des oukases, mais par l'action coordonnée de gens libres, responsables et en pleine possession de leurs moyens d'action... Il me semble fondamental de donner aux gens la capacité de ne pas subir la société, voire de la transformer. C'était bien, me semble-t-il, l'inspiration de départ des partisans de l'éducation permanente. C'est un concept qui a beaucoup de facettes, la formation de la personne, de la mère et du

⁸⁷ D. GARCETTE & G. LEVAL. *Agir pour l'emploi au région. L'expérience novatrice du Nord/Pas-de-Calais*. Paris : La découverte et Syros. 1998. 264 p.

père de famille, de tout ce qui fait l'environnement de l'individu et j'y inclus, bien évidemment, l'accès aux œuvres artistiques et le développement culturel. »

Dans cette perspective, elle demande au CUEEP, en 2002, de réaliser une étude sur l'éducation non formelle dans la région Nord/Pas-de-Calais.

Toutefois, ses efforts prioritaires portent sur la formation des jeunes et des adultes demandeurs d'emploi.

Elle initie en 2000-2001 un nouveau mode de construction de l'offre régionale de formation. Prenant appui sur l'analyse des besoins socio-économiques des territoires, les demandes des publics, les recommandations des acteurs locaux, la direction de la formation permanente, animée par P. Lardeur, élabore la commande publique de formation.

Le maillage du territoire est poursuivi avec la création d'antennes du CRRP et de points d'information sur la Validation des Acquis de l'Expérience (VAE).

C. Carin met fin, en 2004, à ses activités d'élue du Conseil Régional⁸⁸.

d. L'implication du Conseil Général

Au chapitre de la mise en œuvre de la décentralisation, la période 1983-2000 est aussi marquée par l'apparition dans le paysage de la formation des adultes d'une collectivité territoriale peu présente jusqu'alors : le Conseil Général. En effet, l'Etat confie, en 1989, aux Conseils Généraux la mise en œuvre du revenu minimum d'insertion (R.M.I) et le volet accompagnement des bénéficiaires de cette mesure.

Des cellules locales d'insertion, des référents RMI sont institués dans les deux départements de la région. Des ressources éducatives, sociales, culturelles sont mobilisées. Des programmes « insertion-culture » sont opérationnalisés.

La catégorisation et la segmentation des publics connaissent un nouveau développement. A l'aube des années 2000, des procédures d'ajustement entre les différents programmes d'insertion sont engagées. Elles visent à mieux répondre aux besoins des publics et à réduire les effets négatifs de l'empilement ininterrompu des mesures et des dispositifs de formation-insertion.

⁸⁸ Se reporter à son entretien.

B. L'évolution du rôle de l'Etat

Nous avons déjà indiqué l'implication de l'Etat dans la lutte contre le chômage des jeunes au début des années 80. Ces dispositifs demeurent sous la responsabilité de l'Etat jusqu'en 1994. Ils font l'objet d'un transfert de compétences à la Région au 1^{er} juillet 1994 et au 1^{er} janvier 1997.

En 1984, J.M. Stievenard remplace Mme Deckonninck⁸⁹. De 1984 à 1986, en lien avec M. Delebarre, Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, il initie dans la région :

- le programme de lutte contre l'illettrisme ;
- les premières actions « Nouvelles qualifications » conçues par B. Schwartz ;
- la mise en œuvre du premier contrat de plan Etat-Région qui comprend un volet « formation des adultes ». C'est dans le cadre de ce contrat que prennent forme les premiers engagements de développement de la formation dans le textile, la métallurgie, la compagnie générale de chauffe et qu'est institué le Centre d'Animation et de Ressources pour l'Information sur la Formation (C.A.R.I.F).

Le premier contrat de plan Etat-Région contribue au développement des pratiques de collaboration entre les deux acteurs publics du système français de formation professionnelle continue. La lutte contre l'illettrisme, l'animation du réseau des APP, l'animation du centre de ressources pédagogiques régionales deviennent au fil des ans des domaines d'intervention partagés et coordonnés par les services de ces deux financeurs publics.

En 1986, l'alternance politique provoque le départ de J.M. Stievenard. Il est remplacé par M. Manoury qui est plus attentif que son prédécesseur au développement du secteur privé de la formation permanente.

En 1989, dans le contexte des « années Rocard », H. Peurichard succède à M. Manoury. Son arrivée dans la région coïncide avec la tenue des premiers « Entretiens de Condorcet » organisés à Villeneuve d'Ascq. Il est chargé de mettre en œuvre le Crédit de Formation Individualisé instauré par la loi de juillet 1990⁹⁰.

Il impulse les procédures de labellisation des organismes de formation des adultes. Dans le cadre du deuxième contrat de plan Etat-Région, il contribue à la création, en 1994, du Centre Régional de Ressources Pédagogiques (C.R.R.P) où sont regroupées les activités du CARIF et celles de la Mission Régionale de Formation de Formateurs.

Après le transfert au Conseil Régional des dispositifs de formation des jeunes, l'Etat réalise, en 1995, la fusion des services du travail et ceux de la formation professionnelle. Une nouvelle fonction apparaît : celle de Délégué Régional du Travail,

⁸⁹ Se reporter aux entretiens de ces deux témoins.

⁹⁰ Se reporter à l'entretien du témoin : H. Peurichard.

de l'Emploi et de la Formation Professionnelle. M. Chaze est le premier titulaire de ce poste.

La liaison emploi-formation devient la préoccupation essentielle de l'Etat qui maintient toutefois une présence plus ou moins importante, dans les axes d'action prioritaires du Conseil Régional : orientation professionnelle, lutte contre l'illettrisme, accompagnement éducatif des territoires et des entreprises en reconversion.

En vingt ans, l'Etat s'est adapté au contexte nouveau de la décentralisation. Il a appris à agir autrement. Il a développé des compétences en matière de co-pilotage des dispositifs de formation et d'action concertée. Des nouvelles formes de gouvernance régionale ont pris forme. Elles ne sont pas achevées. Elles restent certainement à consolider⁹¹.

C. L'évolution des pratiques de formation

Il est impossible d'évoquer ici, de manière exhaustive, toutes les évolutions ayant affecté les offres, les demandes, les dispositifs de formation, au cours de la période 1983-2000. Cette période est, sur ce point, la plus riche de celles que nous avons évoquées.

Au cours de ces dix sept années se développent et se consolident les évolutions amorcées précédemment. Quatre d'entre elles ont retenu notre attention.

a. L'individualisation des formations

Les idées de parcours, d'expériences, de portefeuilles de compétences, de validation des acquis continuent à progresser. Leur prise en compte se concrétise notamment par :

- la création en 1986, des centres de bilans de compétences ;
- la validation des acquis professionnels instituée en 1985 et qui s'étendra ensuite aux acquis de l'expérience⁹².

L'individualisation des formations progresse elle aussi. Elle est au cœur de nouvelles institutions telles que les ateliers de pédagogie personnalisée institués en 1987, les centres de ressources en autoformation intégrés dans les entreprises, et de nouveaux modes d'apprentissage tels que les formations ouvertes et à distance ainsi que les pratiques d'autoformation.

⁹¹ Se reporter aux entretiens de deux témoins : C. Carin et H. Peurichard.

⁹² Se reporter à l'entretien du témoin : M. Feutrie.

b. La mutualisation des ressources

A l'initiative du patronat régional, elle s'institue dans la création en 1990 à Marcq en Baroeul de la Maison des Professions, qui regroupe trente cinq syndicats professionnels et deux mille entreprises. En 1991, dans ce contexte, est créée la Cité des Echanges⁹³.

A l'initiative du Conseil Régional sont instituées, de 1995 à 2000, dans plusieurs territoires de la région, des dispositifs permanents de maîtrise des savoirs de base (D.P.M.S.B) où sont regroupés des offreurs de formation, des travailleurs sociaux, des structures d'accueil.

Les ateliers de pédagogie personnalisée se regroupent et instituent un réseau d'échanges de pratiques et de production pédagogique. A la fin des années 90, ce réseau est présenté comme un modèle de référence aux autres régions françaises.

A l'initiative d'organismes de formation relevant du secteur associatif est constitué, en 1995, l'Association Régionale des Organismes de Formation de l'Economie Sociale et de l'Education Permanente (A.R.O.F.E.S.E.P). Il s'agit, là aussi, d'une mise en réseau d'une trentaine d'organismes de formation. Porteur des valeurs de l'éducation permanente et de l'économie sociale et solidaire, ce réseau entretient et développe l'héritage de l'éducation populaire dans une région où elle a beaucoup compté.

A propos de mutualisation et de capitalisation, rappelons la création déjà évoquée précédemment, en 1994, d'un outil précieux : le Centre Régional de Ressources Pédagogiques (CRRP) où sont rassemblés la coordination régionale des Missions Locales, l'Observatoire Régional de l'Emploi et de la Formation (OREF) la mission formation des acteurs et d'autres structures à visée coopérative.

c. L'innovation

Déjà présentée au cours des périodes précédentes, cette caractéristique de la formation des adultes en Nord/Pas-de-Calais continue à se concrétiser dans de nombreuses institutions ou en partenariat. Parmi les innovations de ces dix sept années, nous avons retenu :

- les expériences d'ingénierie de formation et d'ingénierie pédagogique développées par les entreprises pour assurer la reconversion interne de leurs personnels⁹⁴ ;
- l'ingénierie de formation et l'ingénierie pédagogique développées au cours des ans pour lutter contre l'illettrisme ;
- les actions « Nouvelles Qualifications » initiées par B. Schwartz à M.C.A. Maubeuge, à l'usine Lesieur de Dunkerque, à la mairie de Villeneuve d'Ascq⁹⁵ ;

⁹³ Se reporter à l'entretien du témoin : S. Bonder.

⁹⁴ Se reporter à l'entretien du témoin : S. Bonder.

⁹⁵ Se reporter à l'entretien du témoin : J.M. Stievenard.

- les actions d'automédiatisation développées par l'association régionale « Moderniser sans exclure » instituée par le C.U.E.E.P de Lille
- les formations ouvertes et à distances conçues pour des publics faiblement scolarisés.

d. La professionnalisation des acteurs

Comme à l'échelon national, elle se développe au cours de la période 1983-2000.

Un Institut Universitaire Professionnel des Métiers de la Formation d'Adultes est, en 1994, créé par le C.U.E.E.P à l'Université de Lille 1. Il complète la palette des filières diplômantes déjà existantes. En 2000, près de six cents étudiants sont inscrits dans les différentes filières menant aux métiers de la formation des adultes. Ces derniers se sont complexifiés et diversifiés.

Les sciences de l'éducation et celles de l'ingénierie déterminent les contenus de formation. L'alternance, l'autodirection des apprentissages sont des modes de formation privilégiés.

Pour les acteurs en activité se développe, au cours de cette période, un dispositif de formation continue qui sera, ensuite porté par le C.R.R.P. Il comprend des offres de formation, des journées d'études, l'accès à des outils pédagogiques et des groupes d'échanges de pratiques.

L'engagement dans les programmes européens contribue aussi à qualifier de nombreuses équipes d'acteurs de la formation des adultes. Un réel capital composé d'intelligence collective et de compétences individuelles se constitue au fil des ans et fait, de la région Nord/Pas-de-Calais un territoire reconnu et souvent sollicité à l'échelon national ou international.

5. La production intellectuelle

Comme pour la période précédente, elle se concrétise par la production de thèses. Citons parmi celles qui jalonnent la période 1983-2000 :

- 1983 : « La formation professionnelle continue en France, 1970-1980 » – Une évaluation sociologique par C. Dubar ;
- 1987 : « Filles et garçons de 16 à 18 ans en situation d'échec scolaire et au chômage dans la région Nord/Pas-de-Calais », par E. Verschave ;
- 1988 : « Une stratégie d'enseignement des mathématiques : la mathématisation des situations intégrant l'informatique », par C. D'Halluin et D. Poisson ;
- 1993 : « Itinéraire de recherche en éducation de base des adultes » par V. Leclercq-Bovy ;
- 1996 : « Les formateurs d'adultes dans la division sociale du travail », par A. Cardon.

La production de livres est aussi prolongée avec la parution, en 1990, du livre de MR. Verspieren, « Recherche-action de type stratégique en sciences de l'Education » et, en 1999, de l'ouvrage de V. Leclercq, « Face à l'illettrisme : enseigner l'écrit à des adultes ».

L'élément nouveau de cette période est l'activité de diffusion des connaissances produites. Elle se concrétise par :

- la création, en 1984, d'une revue : « Les Cahiers d'études du CUEEP ».
- l'organisation régulière de colloques, de journées d'études dont les actes rassemblent les principales contributions.
- la création par le CRRP, dès 1995, d'une série d'études portant sur des thèmes tels que la citoyenneté, l'alternance, les compétences transversales.

Ces efforts visent à démocratiser l'accès à la connaissance produite. Au fil des ans, des catégories nouvelles d'acteurs accèdent à ces sources de savoirs et les intègrent dans des démarches de formation continue.

*La recherche d'une spécificité
des représentations de la
Formation Continue
dans le Nord/Pas-de-Calais*

Il est apparu intéressant à notre groupe de revisiter l'histoire, en s'intéressant aux représentations de la Formation Continue, dans le but de caractériser celles d'un certain nombre d'acteurs de la région Nord/Pas-de-Calais. Au niveau national, la solution qu'apportait au financement de la formation professionnelle continue la loi de juillet 1971, en imposant une obligation aux entreprises, a permis un développement rapide, mais on avait commencé à parler de formation continue et d'Education Permanente bien avant 1971. Dans une première, j'ai analysé les représentations de ces deux notions qui ont parcouru la société française, en remontant aux discours qui ont suivi la Libération de 1945. J'en ai déduit l'existence de courants idéologiques, dont j'ai ensuite recherché la persistance dans les représentations des acteurs de la Région Nord/Pas-de-Calais.

Au plan national, les idées de Formation Continue et d'Education Permanente s'analysent comme résultant de la composition de différents courants idéologiques

Je suis parti de cinq discours prononcés ou publiés au cours des dix années qui ont suivi la fin de la guerre 1939-1945⁹⁶. La défaite de 1940 et l'Occupation avaient été vécues comme une déroute sociale par tous ceux qui avaient refusé de s'y résigner. Ils voulaient en retirer des enseignements et profiter de la Libération pour, faisant table rase du passé, projeter une nouvelle société reposant sur de nouvelles bases. Ils se sont exprimés dans des discours dont le langage très direct m'a permis de caractériser des courants de pensée, qui s'affirment sans souci de ménager l'existant et sans arrières-pensées tactiques. Quatre de ces discours sont relatifs à la Formation Continue et/ou à l'Education Permanente. Tous se réfèrent à la formation initiale, aussi les ai-je précédés d'un discours de la même époque, qui recommande une modernisation du système éducatif. J'ai fait correspondre un courant idéologique à chacun de ces discours, et j'ai admis qu'il était possible d'analyser, comme une composition de ces courants, la plupart des discours tenus, depuis 1945, sur les thèmes de l'Education Permanente et de la Formation Continue.

A partir de l'introduction du Plan Langevin Wallon, la formation continue inscrite dans le courant de l'éducation continuée

En 1947, un groupe d'enseignants de toutes obédiences a reçu la mission de proposer une réforme du système éducatif. Deux ans ont été nécessaires pour formuler des propositions, dont les lignes directrices sont énoncées dans cette introduction⁹⁷. La modernisation suppose une mise en ordre des contenus d'enseignement ; elle doit créer les conditions pour l'accès de tous les élèves à des études longues ; elle doit enfin organiser les procédures d'orientation et de sélection des élèves de façon à satisfaire aux principes de justice et d'égalité sociale, tout en répondant aux nécessités économiques d'une société hiérarchisée.

⁹⁶ Pour cette première partie, j'ai largement utilisé les textes rassemblés par Yves Palazzeschi dans son « Introduction à une sociologie de la formation –Anthologie de textes français, 1944-1994 », L'harmattan, 1998

⁹⁷ G.MIALARET. *Le plan Langevin Wallon*. Paris : PUF.1997

L'histoire montre que les recommandations du Plan Langevin Wallon ont été progressivement réalisées, avec l'institution du collège unique et l'allongement de la scolarité jusqu'au baccalauréat, et aussi la pratique d'une sélection qui détermine largement le parcours professionnel des individus. L'histoire montre aussi la persistance, jusqu'en 1984, d'un débat virulent sur l'aide que l'Etat apportait au réseau des écoles privées : l'apprentissage, considéré comme appartenant à ce réseau, était rejeté par une grande partie des enseignants du secteur public.

La loi de 1971, qui instituait la formation professionnelle continue, avait précisé que les établissements d'enseignement devaient s'engager dans la Formation Continue en finançant leurs interventions suivant le régime des conventions. Le réseau des GRETA a permis aux lycées de développer des activités qui, situées le plus souvent dans le prolongement de la formation initiale, s'inscrivent dans la définition de l'Education Continue.

La difficulté de faire déboucher tous les jeunes sur le marché du travail a commencé à se poser à partir de 1972, en relation avec l'échec scolaire. Les ouvrages de P. Bourdieu et J.C. Passeron avaient montré les déterminismes sociaux de la réussite et de l'échec scolaire. Avec la montée du chômage, un faible niveau scolaire devenait un handicap social, et la question se posait du choix entre un retour à l'éducation ou des formations très utilitaires orientées vers l'emploi. En 1981, le gouvernement socialiste a demandé à Bertrand Schwartz d'étudier les moyens d'assurer une meilleure insertion des jeunes de 16 à 20 ans dans la vie professionnelle. Celui-ci a proposé un dispositif qui oriente et qui forme ceux qui terminent leur scolarité en situation d'échec, mais il a situé ce dispositif en aval et en dehors du système éducatif, lequel n'a pas été incité à modifier ses modes de sélection. Par contre, valorisant la pédagogie de l'alternance et les unités capitalisables, il a contribué à les introduire dans les cursus de la formation initiale, ce qui a facilité la reconnaissance de l'apprentissage.

A partir du Manifeste de Peuple et Culture, la formation continue inscrite dans le courant de l'éducation populaire

L'Education Populaire a connu un essor avec l'institution des congés payés en 1936. Une série d'initiatives du ministre Léo Lagrange visaient à donner une orientation culturelle aux loisirs. L'Education Populaire s'est développée dans une perspective laïque autour de la Ligue pour l'Enseignement et les foyers Léo Lagrange, et aussi autour de mouvements confessionnels, comme le scoutisme, la JOC⁹⁸, la JAC⁹⁹ et les Equipes Sociales.

Le manifeste de Peuple et Culture a été publié en 1945¹⁰⁰, par des militants issus d'Uriage et de la Résistance. Le combat qu'ils avaient mené, sans distinction de classes sociales, avait nourri l'idée d'une culture populaire qui, fondée sur des valeurs communes, serait partagée par tous. La diffusion de cette culture impliquait un enseignement sur mesure, totalement affranchi des méthodes de l'enseignement officiel. Il ne s'agissait pas de faire des cours, mais d'inventer une pédagogie fonctionnelle, qui prépare les hommes à leurs activités individuelles et à leur rôle

⁹⁸ Jeunesse Ouvrière Chrétienne

⁹⁹ Jeunesse Agricole Chrétienne

¹⁰⁰ Le texte est extrait de Y.Palazzeschi. *Introduction à une sociologie de la formation*. Paris : L'harmattan. Tome 1. 1998. p.38.

social. Elle devait s'adresser à tous et, pour prévenir les échecs, il fallait d'abord développer l'aptitude intellectuelle par un entraînement mental. Pour mettre en œuvre ce programme, le manifeste appelait la constitution d'un mouvement qui serait animé par des militants et financé par l'Etat.

Dans l'orbite du catholicisme social, la JOC, le MPF¹⁰¹, l'ACO ont mis l'accent sur la valeur égale qui devait être reconnue à chaque individu. Ils déduisaient du slogan « voir, juger, agir » une définition de la pédagogie des adultes, qui prenait l'expérience comme point de départ et qui, au rabâchage scolaire, opposait les méthodes mobilisant la participation des formés.

Les caractéristiques communes à tous ces mouvements sont l'écoute des individus et le rejet des méthodes scolaires. En cela, l'éducation populaire se distingue de l'éducation continuée, et c'est ce qui me conduit à inscrire dans ce courant les actions collectives de formation que, dans les années 1960, Bertrand Schwartz a lancées avec l'ACUCES de Nancy. L'objectif était de déclencher, chez des ouvriers du bassin minier ferrifère, puis du bassin houiller, une demande de formation puis d'y répondre sans leur donner l'impression de retourner à l'école. Conduites en dehors du système éducatif, ces actions étaient définies à partir d'enquêtes préalables sur les besoins ressentis par les mineurs, et elles étaient en partie mises en œuvre par des formateurs non professionnels, que l'ACUCES recrutait dans l'environnement local, et dont il assurait la formation.

A partir du rapport d'une mission d'étude sur la productivité, la Formation Continue inscrite dans un projet de développement économique

Au début des années 1950, une mission de dirigeants d'entreprise a publié un rapport¹⁰² rendant compte d'un voyage aux Etats-Unis, où ils s'étaient rendus pour connaître les méthodes ayant permis à ce pays d'atteindre le niveau de productivité qui assurait sa supériorité économique. Ils en ramenaient l'idée que les entreprises devaient investir dans la formation afin de mieux valoriser leurs ressources humaines. L'encadrement ayant été formé à l'organisation du travail et aux relations humaines, il devenait à son tour formateur du personnel encadré.

Dans les années 1960, le thème d'une valorisation des ressources humaines a été repris et développé par des cadres d'entreprise qui se réunissaient dans le cadre d'associations comme l'ANDCP¹⁰³ et le GARF¹⁰⁴, où ils mettaient en commun leurs expériences. Beaucoup d'entre eux, qui avaient milité dans les réseaux du catholicisme social, voyaient dans la formation, à la fois un moyen de modernisation de la vie économique et d'amélioration des relations sociales. A la suite des événements de mai 1968, ils ont pesé sur les milieux patronaux en faveur de l'accord paritaire interprofessionnel de juillet 1970, qui officialisait l'intérêt des entreprises pour la formation permanente. S'inspirant des pays scandinaves, Jacques Delors, ancien militant syndical devenu Secrétaire général à la formation professionnelle,

¹⁰¹ Le Mouvement Populaire des Familles est un mouvement qui a donné naissance à l'Action Catholique Ouvrière (ACO)

¹⁰² R. NORDLING (Sd.). *Cadres et Maîtrise – Leur formation en tant que chefs aux Etats-Unis*. Rapport de mission de 12 experts français à Monsieur le Ministre des Affaires Economiques, président du Conseil National de la Productivité, 1952

¹⁰³ Association Nationale des Directeurs et Cadres de Personnel

¹⁰⁴ Groupes d'Action et de Recherche sur la Formation

s'est fait l'avocat du dialogue social à développer dans le cadre de structures paritaires. Il est l'inspirateur de la loi de 1971, qui a institutionnalisé la formation professionnelle continue, en donnant la responsabilité de son financement aux décideurs économiques, tout en soumettant leurs décisions au contrôle de structures paritaires.

Il en est résulté un développement rapide de formations à l'initiative des entreprises, qui visaient l'acquisition et le perfectionnement des connaissances, l'adaptation des salariés aux changements et leur reconversion. A partir de 1974, avec la montée du chômage, les pouvoirs publics ont financé des formations, dans le but était de faciliter l'accès ou le retour à l'emploi. En 1981, Bertrand Schwartz a pesé en faveur de la reconnaissance du rôle formateur des entreprises, ce qui a facilité la généralisation des pratiques de l'alternance entre formation et emploi.

A partir du discours d'un militant CGT, la Formation Continue inscrite dans un projet de promotion collective des travailleurs

Pour une partie de population française, la Libération de 1945 avait apporté l'espoir d'un bouleversement social. Le texte choisi¹⁰⁵ est un discours prononcé à l'occasion d'un colloque sur la formation ouvrière, qui s'est tenu en 1955 à l'Université de Strasbourg. Le thème marxiste de la lutte des classes était une référence obligée, chaque fois qu'étaient évoqués les rapports sociaux dans les entreprises. Pour l'auteur du discours, qui était membre du Parti communiste et militant de la CGT, la formation devait se référer à la vie des ouvriers, et prendre en compte les conflits quotidiens relatifs aux salaires, aux conditions de travail, à la sécurité. Mais elle devait surtout préparer une transformation de la société, dont la promotion collective de la classe ouvrière était à la fois le moyen et la fin. Il ne pouvait s'agir que d'un combat sans merci, et l'orateur, écartant toute forme de collaboration avec le patronat, stigmatisait l'idée de promotion individuelle dans laquelle il voyait une trahison de classe.

Des intellectuels, opposés à l'idée de formation au sens de la loi de juillet 1971, se sont inscrits dans ce courant. Une thèse soutenue en 1979¹⁰⁶ déduisait de l'analyse du corpus des textes législatifs et réglementaires sur la Formation Continue, que les décideurs politiques et économiques l'avaient imposée comme une solution nécessaire pour accompagner les transformations de l'économie qu'ils voulaient imposer aux travailleurs, et qu'ils reprochaient d'ignorer au système éducatif. Après lui, d'autres ont dénoncé « l'idéologie du changement », où l'idée de formation continue avait pris source et dans laquelle ils voyaient une subversion du système éducatif¹⁰⁷. Ce courant niait que l'entreprise puisse avoir un rôle formateur et ils rejetaient l'apprentissage. Il était plus intellectuel qu'ouvrier, et les syndicats, qui ont participé aux instances paritaires de la Formation Continue, se sont donnés pour tâche de négocier sa mise en œuvre dans un sens favorable aux intérêts des salariés. Ils ont signé l'accord interprofessionnel de juillet 1970 et les accords

¹⁰⁵ Le texte, dont l'auteur est Louis Alvergnat, provient de l'anthologie de Y. Palazzeschi (1998, t.1, p.64/66), qui l'a repris des « Actes du Colloque International : la formation ouvrière », université de Strasbourg, 29 juin/2 juillet 1955, Dalloz 1956

¹⁰⁶ P. FRITSCH. Le discours sur l'éducation des adultes. Un processus idéologique. Paris : Université de Paris VII. Thèse de doctorat : sociologie. 1979.

¹⁰⁷ M. ELIARD. La fin de l'école. Paris : PUF. 2002. 132 p.

paritaires sur la formation qui l'ont suivi. Dans la pratique sociale, la formation est devenue le thème d'une négociation pacifiée où les partenaires syndicaux ont, de façon constante, défendu l'idée d'une promotion collective dont le sens était celui d'un accès ouvert à tous vers des formations répondant aux besoins exprimés et qui soient reconnues par des certifications.

A partir d'un discours du sénateur Michel Debré, la Formation Continue inscrite dans un projet individuel de promotion

En 1951, le sénateur Michel Debré a présenté, dans un discours au Sénat¹⁰⁸, un projet de création, dans le système universitaire, de facultés ouvrières de culture et de technique, qui dispenseraient une formation à plein temps à des auditeurs rémunérés. Les contenus en seraient adaptés pour les adultes, mais les diplômes auraient un poids équivalent à ceux de la formation initiale. Il argumentait de la nécessité d'une seconde chance pour des travailleurs qui, durant leur scolarité, s'étaient trouvés pénalisés par leur milieu social. La formation devait « permettre l'accès aux emplois les plus utiles et les plus élevés du pays à tous les citoyens qui sont dignes de cette ascension, quelles que soient les conditions de fortune ou la situation sociale des familles ».

La même année, à Grenoble, les initiatives conjuguées d'industriels et d'enseignants avaient abouti à la création, sous la forme d'association 1901, d'un Institut Universitaire de Promotion Supérieure du Travail rattaché à la faculté de sciences. Les mêmes acteurs ont suscité, en 1954 à Nancy, la création d'un autre IPST, le CUCES. Devenu Premier Ministre en 1958, Michel Debré s'est préoccupé de relancer la promotion sociale, toujours hanté par son projet de favoriser l'accès des salariés à des postes de responsabilité. Mais la guerre d'Algérie et les querelles sur l'enseignement privé entretenaient un climat très conflictuel, qui a empêché le corps enseignant d'y adhérer, de sorte que la loi n'a eu que peu d'effets. Elle a cependant permis à Bertrand Schwartz, nommé directeur du CUCES en 1960, de relancer les formations de promotion sociale, grâce à l'accroissement de ressources financières, qu'il a obtenu en faisant valoir un certain nombre de mesures qui permettaient de conforter les adultes voulant s'engager dans un processus long de formation : il s'agissait de l'analyse des besoins, des pédagogies qui prennent en compte l'expérience acquise, des méthodes de développement personnel, de l'alternance avec le travail et des unités capitalisables. En juillet 1971, la loi, tout en privilégiant le développement économique, comportait un objectif de promotion sociale, avec un chapitre consacré au congé individuel de formation.

L'accès à des formations diplômantes de l'enseignement supérieur est conditionné par un niveau, aussi un décret de 1956 avait-il institué l'ESEU¹⁰⁹ pour les candidats qui n'avaient pas le baccalauréat. L'ESEU est ensuite devenu DAEU¹¹⁰, mais une réforme fondamentale s'est amorcée en 1985, avec la validation des acquis professionnels donnant directement accès aux différents niveaux de l'enseignement supérieur¹¹¹. En 1992, une loi a ouvert la possibilité de valider aussi des parties de

¹⁰⁸ Y.PALAZZESCHI. *Introduction à une sociologie de la formation*. Paris : L'harmattan. Tomt 1. 1998. p.56

¹⁰⁹ Examen Spécial d'Entrée à l'Université

¹¹⁰ Diplôme d'accès aux Etudes Universitaires

¹¹¹ Décret n°85-906 du 23 août 1985

diplômes de l'enseignement supérieur ou de l'enseignement technologique¹¹². La loi de modernisation sociale¹¹³ de 2002 comporte enfin une disposition qui, sur la base d'une évaluation des compétences, généralise la validation des acquis de l'expérience pour toute personne engagée dans la vie active depuis au moins 3 ans.

Les représentations de la Formation Continue dans la Région Nord/Pas-de-Calais

J'ai fait l'hypothèse que toutes les pratiques de Formation Continue et d'Education Permanente pouvaient s'analyser par la composition, en proportions variables, des cinq courants de l'Education Continue, de l'Education Populaire, de la Formation Professionnelle, de la Promotion Collective et de la Promotion Individuelle. Après avoir rappelé quelques données de l'histoire économique et sociale de la région, je rechercherai le poids de ces courants dans les représentations exprimées par différentes catégories d'acteurs de la région Nord/Pas-de-Calais. J'utiliserai les interviews conduites par le CUEEP pour caractériser différents points de vue, ceux des partenaires sociaux, patronaux et syndicaux, ceux de fonctionnaires du ministère de travail et de l'administration de la formation professionnelle en poste dans la région, ceux des promoteurs universitaires de la formation continue, ceux de personnels de l'Education Nationale qui s'y sont investis, ceux enfin de militants associatifs. Je terminerai par les élus locaux, en montrant comment ils ont canalisé ces représentations de façon à promouvoir une idée de formation qu'ils ont mise au service du développement économique et social de la Région.

Le contexte économique et social de l'histoire de la formation dans le Nord/Pas-de-Calais

Durant le XIX^e siècle, les deux départements du Nord et du Pas-de-Calais ont connu une très forte industrialisation, et dans les années 1950, leur économie reposait encore sur les trois grands secteurs d'activité du textile, des houillères et de la sidérurgie. Ces industries employaient beaucoup de main d'œuvre, dont elles assuraient elles-mêmes la formation professionnelle. La proportion d'emplois qualifiés était peu élevée, aussi les entreprises de la région pouvaient-elles se satisfaire d'un faible niveau de qualification. Au-delà de l'enseignement primaire, la demande d'éducation était restée relativement faible dans les deux départements. A partir des années 1970, les trois secteurs se sont trouvés confrontés à des crises, avec la fermeture des houillères et des réductions d'effectifs dans la sidérurgie et le textile. Le taux de chômage s'est établi à un niveau élevé, et il était devenu difficile à résorber, à cause du faible niveau d'instruction et de qualification des ouvriers menacés dans leur emploi. Dans ce contexte, la formation est apparue à la fois comme un moyen de s'inscrire dans une perspective d'éducation continuée pour compenser l'insuffisance de la formation initiale, et comme devant répondre à la nécessité de dynamiser la région en donnant à sa main d'œuvre un niveau de qualification qui attire les emplois.

¹¹² Loi n092-878 du 20 juillet 1992

¹¹³ Loi n02002-73 du 17 janvier 2002

Au plan sociologique, la société des deux départements est divisée par des clivages, qui traversent les relations sociales, les engagements à l'égard de la religion et les appartenances politiques. Le clivage social sépare les dirigeants et cadres de l'économie, dont beaucoup sont issus d'une bourgeoisie ancrée localement, et une classe ouvrière très prolétarisée. Il se prolonge dans un clivage religieux entre cette bourgeoisie, qui s'affirme d'obédience chrétienne, et la majorité de la classe politique qui défend une laïcité militante. Un clivage politique sépare enfin cette bourgeoisie, qui vote à droite, et une majorité d'élus locaux et nationaux, qui militent dans des partis de gauche. Mais les clivages religieux et politiques peuvent traverser les catégories sociales, ce qui permet la naissance d'alliances productrices d'un agir.

Formation professionnelle et promotion chez les partenaires sociaux

Des représentants patronaux et des militants syndicaux de différentes obédiences ont été interviewés par le CUEEP, parmi ceux que leurs activités professionnelles ou militantes avaient confrontés à la formation. Comme partout en France, ils se sont opposés sur l'interprétation de la loi de 1971. Les patrons ont mis en avant l'utilité économique de la formation. Elle devait contribuer à rendre les entreprises plus compétitives, en améliorant et en adaptant les compétences des salariés. Les syndicats y mettaient comme condition qu'elle contribue aussi au développement culturel des salariés et que les qualifications acquises soient reconnues dans l'entreprise.

Patrons et syndicalistes appartenaient à des classes sociales antagonistes et votaient le plus souvent pour des partis opposés, mais, dans le cas du Nord, beaucoup d'entre eux affichaient un engagement religieux, christianisme social chez les patrons, affiliation aux mouvements chrétiens ouvriers chez les syndicalistes. La référence commune de ces engagements semble avoir facilité l'ouverture d'un dialogue, qui s'est déroulé mieux qu'ailleurs dans les instances paritaires. Les négociations ont abouti à des accords sur des orientations, qui prenaient en compte à la fois la finalité économique et l'intérêt des salariés. D'un côté la formation était une dimension de la gestion du personnel ; l'entreprise en assumait la responsabilité et l'utilisait pour améliorer son fonctionnement ; les plus performantes s'efforçaient même d'organiser le travail de façon à le rendre formateur. Mais d'un autre côté, la formation devait profiter aux salariés, en améliorant leurs conditions de travail et en leur ouvrant des perspectives de promotion sociale. Reconnaisant le rôle formateur de l'entreprise, les syndicalistes valorisaient l'alternance. L'un d'eux décrit la formation idéale comme « un parcours modulaire qualifiant »¹¹⁴.

Les partenaires sociaux s'accordaient aussi pour critiquer les méthodes trop livresques de l'école publique et les conditions trop formelles de la réussite scolaire. Ils valorisaient les innovations pédagogiques qui relient les formations à l'expérience et au vécu des formés, ce qui permettait un certain accord sur les méthodes de l'éducation populaire qui leur paraissaient préférables aux approches trop scolaires de l'éducation continuée.

¹¹⁴ Citation extraite de l'interview de Manuel Dias de la CGT

Formation professionnelle et promotion chez les fonctionnaires du ministère de travail et de la formation professionnelle

Le CUEEP a interviewé trois anciens responsables des services régionaux de la formation professionnelle. Avant 1981, le poste de Délégué Régional à la Formation Professionnelle était si mal identifié dans la fonction publique, que son premier titulaire, Mme Deckonninck, fonctionnaire au ministère du travail, a dû demander sa retraite à jouissance différée, pour l'occuper en tant que contractuelle.

J.M.Stiévenart, qui lui a succédé, était un politique. Après avoir débuté au cabinet de P.Mauroy, il a été nommé à ce poste en 1984. Il dit avoir géré sa délégation comme une administration de mission. Il a accueilli avec enthousiasme la création des missions locales et des PAIO, mais il observe que cela n'a pas mis fin au chômage des jeunes. En 1986, il a suivi M.Delebarre à la région, pour devenir Directeur de la Formation Professionnelle des Adultes et de l'Apprentissage. La pénurie de crédits l'a conduit à cesser de prendre en charge les rémunérations, pour réserver les financements aux formations. Il a découvert les vertus de l'alternance et, avec l'appui de M.Delebarre, il a promu l'apprentissage, dont l'image était restée jusque là celle d'une « affaire du patronat ». Evoquant sa participation à la commission formation professionnelle du Conseil Régional, il souligne la qualité des échanges entre des gens aussi différents que M.Legendre, Claudine Carin, les représentants du patronat et ceux des syndicats. Devenu élu local, il continue de s'affirmer « un militant de la formation ».

Avant de venir à Lille, H.Peurichard avait travaillé, au niveau national, sur la réforme de l'apprentissage et sur le Crédit Formation Individualisé. Nommé, en 1989, Directeur Régional du Travail et de la Formation Professionnelle, il a été frappé de la mobilisation sur les problèmes de formation, de la qualité des discussions entre patronat et syndicats, du souci partagé du bien commun, et aussi de l'engagement de l'université. Il a découvert les idéaux de la démocratie chrétienne en rencontrant des interlocuteurs comme A.Diligent, N.Segard, M.Hannart. Par l'association Léo Lagrange, il a aussi découvert l'éducation populaire.

Education continuée, formation professionnelle et promotion chez les enseignants

Le CUEEP a interviewé B.Taglioli, qui a été DAFCO au rectorat de Lille, après avoir fait carrière dans l'enseignement professionnel et milité dans les syndicats enseignants. En 1978, il manifestait à Paris contre l'alternance. Le chômage des jeunes l'a sensibilisé à l'utilité d'une relation entre la formation et l'emploi. Avec la décentralisation de 1985, il a été confronté à la nécessité de cette relation dans la conduite de grands projets locaux, comme le tunnel sous la Manche, l'usine Toyota, ou dans la solution de problèmes comme la fermeture de Métal'Europ, et il en est arrivé à ne plus concevoir de formation sans alternance. Il la voit comme un parcours jalonné de bilans de compétence et de séquences personnalisées en APP¹¹⁵ et, pour lui, la VAE est promise à un développement important. Il reste cependant attaché à la notion d'un service public, qui fonctionnerait sous la forme d'un réseau articulant

¹¹⁵ Ateliers Pédagogiques Personnalisés

les activités des GRETA, de l'AFPA, du CUEEP, des missions locales et des associations.

Formation professionnelle, promotion, éducation populaire chez les universitaires

Du côté universitaire, l'initiateur de la formation continue a été le recteur Guy Debeyre. Il avait fondé en 1953 le Comité Régional d'Expansion Economique et, en 1966, il s'est employé à favoriser un rapprochement entre l'université et l'industrie. Ses relations avec les milieux patronaux lui ont permis de promouvoir la création d'un Institut de Promotion Supérieure du Travail, d'après les modèles qui fonctionnaient déjà à Grenoble et à Nancy. Le professeur André Lebrun, que le recteur avait chargé de sa mise en œuvre, a commencé par réunir des représentants du patronat et des syndicats. Il avait prévu d'instituer le CUEEP¹¹⁶ sous la forme d'un IPST¹¹⁷, mais la promulgation de la loi de réforme de l'enseignement supérieur à la fin 1968 lui a permis d'adopter le statut d'une UER. Dans son interview, André Lebrun se présente comme le fils d'un ouvrier agricole et il se définit comme un militant voulant mettre à la portée de tous son vécu personnel de promotion par l'enseignement supérieur. Ayant constaté les insuffisances du CNAM et le conservatisme de l'Education Nationale, il a repris les innovations de Bertrand Schwartz en promotion individuelle au CUCES, l'analyse des besoins, les pédagogies qui prennent en compte l'expérience, les méthodes de développement personnel, l'alternance avec le travail, les unités capitalisables.

En 1970, le recteur Debeyre a organisé avec l'INFA¹¹⁸ une journée régionale sur le thème « Les politiques de formation des adultes dans la Région Nord-Pas-de-Calais ». Cette même année, le CUEEP a été sollicité par les syndicats d'étudier la mise en place d'actions collectives de formation en milieu ouvrier. L'étude s'est focalisée sur des sites où se posaient des problèmes de reconversion. En s'inspirant cette fois du modèle des actions collectives de l'ACUCES en Lorraine, et avec l'appui du recteur Debeyre, le CUEEP a réuni des groupes de travail composés d'élus, d'employeurs, de syndicalistes, de militants associatifs et d'enseignants, afin de les informer, tout en sensibilisant le milieu à la formation. Les actions ont démarré à la fin 1971, à Noyelles-Sallaumines, avec la participation de l'association « Peuple et Culture », et à Tourcoing. A l'initiative d'élus locaux, deux autres actions collectives ont été lancées en 1977, l'une à Valenciennes Sud et l'autre à Auchel Bruay. N'ayant pas trouvé leur second souffle, celles-ci ont débouché sur la création d'organismes de formation sans caractère particulier.

Le CUEEP a engagé, dès 1971, l'université de Lille 1 dans la formation continue. En 1984, Michel Feutrie, qui avait fait ses premières armes dans les actions collectives¹¹⁹, a été chargé par le président de l'université de mettre en place un service de formation continue qui mobilise l'ensemble l'université. Dans la double perspective de services rendus aux entreprises et de promotion individuelle, il a créé le SUDES¹²⁰, qui est un service commun, dont la mission est d'inciter et d'assister les

¹¹⁶ Centre Université-Economie d'Education Permanente

¹¹⁷ Institut de Promotion Supérieure du Travail

¹¹⁸ Institut National de Formation des Adultes

¹¹⁹ Michel Feutrie a soutenu, en 1977, une thèse sur les actions collectives du CUEEP

¹²⁰ Service Universitaire de Développement Economique et Social

composantes de l'université à développer des actions de formation continue. Une subvention du Conseil Régional a permis de construire, au cœur du campus de Villeneuve d'Ascq, un bâtiment dans lequel le SUDES accueille, informe et oriente les adultes. En amont de la formation, il les aide à formuler un projet personnel qu'ils traduiront dans un itinéraire de formation mobilisant les UER. Celles-ci s'appuient sur le SUDES pour mettre en œuvre la validation des acquis. Compte tenu de l'avance prise dans ce domaine par l'université de Lille 1, la direction des enseignements supérieurs lui a demandé à deux reprises, en 1993 puis en 1996, d'organiser des journées d'information sur la validation des acquis dans l'enseignement supérieur. Depuis 2003, l'université organise chaque année une journée portes ouvertes destinée à promouvoir localement la formation continue et la validation des acquis.

Formation professionnelle, promotion et éducation populaire dans le secteur associatif

Les interviews de Claude Hujeux et Paul Masson témoignent de la vitalité de l'éducation populaire dans la région. Pierre Mauroy est le fondateur des Foyers Léo Lagrange, et en tant que maire de Lille, il a pris l'initiative de créer l'ILEP en 1974. Il s'agissait de prendre en charge les cours municipaux et un centre de formation d'apprentis. Claude Hujeux, qui en est devenu le directeur en 1979, avait commencé sa carrière comme conseiller d'orientation à l'Education Nationale. Il a subi l'influence de Benigno Cacéres, un des fondateurs de Peuple et Culture, et aussi des mouvements chrétiens sociaux. A l'ILEP, il avait le souci de prévenir la routine. Pour améliorer l'apprentissage, il a pris contact avec les entreprises. Avec Henri Le Marois, il s'est inspiré d'expériences anglaises pour lancer une formation informatique à l'intention de jeunes en situation de rupture. Il s'est intéressé aux modules d'orientation approfondie mis en œuvre à Besançon, puis s'est engagé à fond dans la mise en place d'une mission locale à Lille, a enfin soutenu l'implantation de l'association « Retravailler » pour mettre en œuvre des formations destinées aux femmes.

Paul Masson a fait ses premiers pas de militant à la JOC, puis dans le Mouvement Populaire des Familles. Il est arrivé dans le Nord en 1981, comme permanent de Culture et Liberté. Ce mouvement associé à Peuple et Culture, à la fédération Léo Lagrange et à la CFDT a créé le CREFO, en 1972 P.Masson a assuré la direction d'un Centre de CREFO à Arras de 1983 à 1990. Il y a mis en œuvre des formations d'éducation populaire, par petits groupes, en visant notamment l'alphabétisation de publics immigrés. Il a ensuite réintégré Culture & Liberté, où il a conduit des enquêtes participatives en quartiers défavorisés, dans le cadre de la politique de la ville. Il a aussi travaillé avec l'ANPE sur des modules d'orientation approfondie. Sa vie de formateur a toujours été difficile, dans la mesure où son souci de rester à l'écoute du terrain l'empêchait de se plier aux routines imposées pour obtenir les financements publics.

En 1995, une trentaine d'associations de l'Education Permanente et de l'Economie Sociale se sont fédérées dans un groupement, l'AROFESSEP¹²¹, en vue de mettre en commun leurs approches de la formation des adultes et de l'éducation

¹²¹ Association Régionale des Organismes de Formation de l'Economie Sociale et de l'Education Permanente

permanente. En 2006, elles se sont mises d'accord sur un manifeste où elles s'engagent dans un projet d'éducation permanente consistant à favoriser l'accès de tous à une démarche émancipatrice, laquelle démarche mobilise en fait les quatre dimensions de l'éducation continuée, de l'éducation populaire, de la formation professionnelle et de la promotion individuelle.

Les élus locaux mobilisent tous les acteurs de la formation pour promouvoir une démarche de promotion collective spécifique à la région

La permanence d'un vote majoritaire à gauche dans les deux départements avait permis la constitution d'une élite politique très distincte de l'élite économique. Un exemple en est le maire de Lille, Pierre Mauroy. En 1974, étant président du Conseil régional, il a organisé un colloque sur la formation permanente, auquel il a convié tous les représentants des administrations et des organisations concernées par le sujet. Le préfet et le recteur ont ouvert les débats, l'un décrivant les actions en cours dans le cadre des politiques nationales de l'emploi, et l'autre situant les engagements du secteur éducatif dans la formation permanente. Mais le point fort du colloque a été une intervention de Bertrand Schwartz, sur le thème de la formation des personnes de faible niveau de scolarisation. Elle a eu un grand impact, et le colloque, ayant constaté que dans la région, le niveau de scolarisation des enfants était faible et la main d'œuvre peu qualifiée, a pris position sur la priorité à donner à la formation des femmes, des jeunes de faible niveau scolaire, des manœuvres, des OS et des immigrés, et il a affirmé la nécessité d'aller à la recherche de ces publics dans les zones géographiques connaissant des difficultés¹²². Dans sa préface aux actes de ce colloque, Pierre Mauroy préconise un effort conjoint de l'Etat et de la Région, qui doit mettre la formation permanente à la portée de tous, et il émet le souhait que les enseignants et les éducateurs s'impliquent au premier chef dans « cette grande entreprise »¹²³.

Le changement de majorité nationale en 1981, les pouvoirs donnés aux régions en 1982, enfin le tournant européen des politiques économiques après la crise financière de 1984, ont renforcé l'intérêt des élus locaux pour la formation. Devenu Premier Ministre, Pierre Mauroy s'est trouvé confronté à la montée du chômage des jeunes, et il a confié une mission d'enquête et d'expertise à Bertrand Schwartz, dont nous avons vu qu'elle avait résulté dans un dispositif d'insertion sociale et professionnelle des jeunes, entièrement situé en aval et en dehors du système éducatif.

La décentralisation avait transféré aux régions la responsabilité de l'apprentissage et de la formation. D'autres élus s'y sont à leur tour impliqués, Claudine Carin, Noël Josèphe, Michel Delebarre, Ivan Renar, et en 1983, le Conseil Régional s'est doté d'un service pour en assurer la gestion. La méthode de travail était d'associer tous les partenaires à la définition des politiques. Les orientations étaient débattues dans le Comité Régional Emploi Formation (COREF), où les élus locaux retrouvaient des représentants des acteurs impliqués dans la formation, partenaires sociaux, fonctionnaires de l'Etat, de la région et des collectivités locales, enseignants, militants associatifs. En 1983, la priorité était donnée au soutien de

¹²² *La formation permanente dans la région Nord Pas-de-Calais*. Acte de colloque. Lille : Conseil Régional. 1974

¹²³ op.cit., p.10

l'économie, avec l'accent mis sur le relèvement des qualifications. En 1986, Michel Delebarre étant président du Conseil Régional, la priorité est revenue à la formation des publics faiblement scolarisés. Mais surtout le COREF a incité la multiplication de centres de bilans de compétence, d'ateliers pédagogiques personnalisés et de points d'information sur la formation. En 1984, le contrat de plan Etat-Région prévoyait la mise en place d'un Centre d'Animation Régional d'Information sur la Formation (CARIF), dont la mission était de relayer localement les activités du Centre Inffo. Devenu en 1994 Centre Régional de Ressources Pédagogiques et de développement de la Qualité de la Formation (C2RP)¹²⁴, il s'est démultiplié dans un réseau de quinze antennes, dont la gestion a été confiée à des organismes implantés localement, AFPA, Centres de Bilan de Compétences, Missions Locales, GRETA, associations de formation. En 2003, la région a confié au réseau C2RP la mission de promouvoir la validation des acquis de l'expérience. Chaque antenne du C2RP fonctionne comme un centre d'information et de conseil accessible aux professionnels de la formation et de l'emploi, aux entreprises et aux partenaires sociaux, et aux financeurs publics d'actions de formation.

Le CUEEP a interviewé Claudine Carin, conseillère régionale depuis 1974, qui témoigne de l'évolution de la représentation de la formation chez les élus. Au moment de son élection, elle était enseignante en lycée professionnel. Militante du PCF, elle voit dans l'éducation permanente, un moyen de contribuer au changement de la société. Dans les années 1970, elle a critiqué le CUEEP pour avoir fait appel, dans ses actions collectives, à des formateurs sans qualification, et elle s'est heurtée aux syndicalistes, auxquels elle reprochait de faire valoir le rôle formateur du travail en entreprise. Devenue en 1998 Vice-Présidente chargée de la formation au Conseil Régional, elle combat la marchandisation et pourchasse la fraude dans les organismes de formation. En 2002, elle dit avoir basculé, quand la question s'est posée de savoir qui, de l'ANPE ou de la Région, assurerait la maîtrise de la mise en œuvre de la VAE. Elle a reconnu en effet, dans cette dernière, un enjeu fondamental, et elle a pris position en faveur de la formation tout au long de la vie, mettant l'accent sur la nécessité d'une reconnaissance des qualifications par les certifications. Cependant elle n'a pas renoncé à l'idéal d'un service public de la formation qu'elle décrit sous la forme d'un système régional où travailleraient en réseau l'AFPA, les GRETA, les universités, le CNAM et les associations.

En conclusion

Très ouverte sur les pays voisins du Nord, dont les économies sont parmi les plus développées d'Europe, la Région Nord Pas-de-Calais a dû affronter une reconversion radicale de ses activités industrielles. Elle était traversée des mêmes clivages sociaux, religieux et politiques que le reste de la société française, mais quand il s'est agi de formation, les acteurs sociaux se sont, plus qu'ailleurs, donnés les moyens de définir des orientations et des pratiques à partir de la confrontation des points de vue. Les partenaires sociaux avaient l'habitude d'en débattre dans leurs instances paritaires. Un certain nombre d'universitaires s'estimaient concernés par le développement économique et social de la région. Le secteur associatif se voulait acteur dans toutes les dimensions de l'éducation permanente et de la

¹²⁴ Le C2RP a le statut d'un GIP rassemblant l'Etat et la Région

formation continue. Les fonctionnaires des ministères de l'éducation et du travail se sont pris au jeu d'une région qui voulait tirer le meilleur parti de la formation. Les élus régionaux ont assumé leur responsabilité en fédérant les partenaires de la formation dans un réseau d'informations et de prestations qui quadrille le territoire de la région.

La mise en œuvre de l'éducation permanente et de la formation continue qui en est résultée s'inscrit dans une perspective de promotion collective. Mais cela se fait sans autorité supérieure qui décide à priori des formations offertes et des conditions d'accès. Le dispositif mis en place vise à informer, à se mettre à l'écoute des besoins, à mobiliser les ressources, à diversifier l'offre en vue de s'adapter à la demande, et à répondre à la diversité. Des actions se développent, dans lesquelles se combinent, en proportion variable, l'éducation continuée et l'éducation populaire, les formations professionnelles répondant aux besoins des entreprises et celles visant la promotion ou la reconversion des salariés. Il s'agit bien de promotion collective, mais sous la forme d'une incitation à se former émanant d'une multiplicité de points de contact et d'opportunités offertes au plus près des besoins ressentis. C'est probablement ce qu'avait en vue Pierre Mauroy quand il écrivait en 1974 : « La formation permanente doit devenir dans le Nord Pas-de-Calais un phénomène de vie collective. Tous doivent se sentir concernés, tous doivent pouvoir être concernés »

¹²⁵

¹²⁵ *ibid.*

*Pour un travail permanent d'histoire et de mémoire
en Nord/Pas-de-Calais*

Pour un travail permanent d'histoire et de mémoire en Nord/Pas-de-Calais

Comme nous l'avons évoqué dans l'introduction, ce travail ouvre un « chantier » : celui de l'histoire et de la mémoire de la formation des adultes dans le Nord/Pas-de-Calais.

Outre la diffusion de ce travail et son intégration dans les filières et offres de formation des acteurs, quelques autres perspectives de prolongement pourraient être envisagées.

Quatre aspects seraient à privilégier :

1. Le recueil de la mémoire vivante

Ce document et les 3 DVD produits rendent compte d'un recueil de témoignages limité à dix sept personnes. D'autres témoins de l'histoire institutionnelle et socio-pédagogique seraient à rencontrer.

Les milliers d'apprenants de la région Nord/Pas-de-Calais sont les grands absents de ce travail. Des « Histoires d'apprendre » seraient à recueillir et en particulier celles des femmes et des hommes de milieu populaire. Ils constituent l'un des publics spécifiques et emblématiques de la région Nord/Pas-de-Calais et seraient à rencontrer en priorité.

2. La production de monographies d'organismes, de dispositifs, d'autobiographies d'acteurs

Ces travaux font cruellement défaut. Leur production pourrait être encouragée en développant des liens plus étroits avec les milieux universitaires et en concevant une sorte « d'Atelier d'écriture » dédié à ce type d'écriture et à ceux qui souhaiteraient produire ces matériaux.

3. La création d'un lieu de dépôt d'archives régionales

Plusieurs implantations semblent possibles : Centre des Archives du Conseil Régional, Centre des Archives Départementales.

Ce lieu serait en lien avec le centre des archives départementales de Bobigny où, à l'initiative du G.E.H.F.A., a été institué un espace de dépôt des archives à caractère national.

L'existence de ce lieu permettrait de populariser un **appel au dépôt d'archives** auprès de toutes les catégories d'acteurs de la formation permanente des adultes.

4. La création d'un espace de ressources documentaires dédié à l'histoire de la formation permanente des adultes

Cet espace pourrait être intégré dans le Centre Régional de Ressources Pédagogiques. Il pourrait être relié au centre documentaire du CNAM qui envisage de développer un espace de ce type.

Pour prendre forme, l'ensemble de ces prolongements pourrait trouver place dans un programme de préservation et de transmission d'un capital d'histoire et de mémoire à sauvegarder.

Le pilotage, l'accompagnement, la valorisation de ce programme pourraient être confiés à un **comité permanent** d'histoire et de mémoire de la formation permanente des adultes qui serait à instituer.

L'histoire et la mémoire pour l'avenir

L'histoire et la mémoire pour l'avenir

Au terme de cette mise en récit, nous reviennent en mémoire les éditoriaux écrits par J. Beillerot dans la revue « Hisfora », support d'information du Groupe d'Etudes pour l'Histoire de la Formation des Adultes (GEHFA) qu'il fonde en 1997. Dans le n°1 de cette revue, parue en janvier 2000, il écrit :

« Est-il besoin de souligner qu'une activité sociale ne s'attelle pas à son histoire par hasard, ou par le seul désir d'une connaissance désintéressée. La première génération de la formation des adultes, celle des pionniers, est octogénaire. La seconde commence déjà à faire et prendre retraite. Ce sont donc les troisième et quatrième générations qui constituent les actifs de la formation.

Pour contribuer à leurs identités, à l'évolution des métiers et des fonctions, nous n'avons pas seulement un devoir de mémoire. Connaître les sources, les conflits, les enjeux, bref l'histoire elle-même, est le plus sûr moyen à nos yeux, de préparer l'avenir de la formation des adultes. ».

Il revient sur cette question de l'utilité de l'histoire dans le n°6 d'Hisfora (mars 2002) :

« A quoi sert l'histoire ? La question n'est pas nouvelle et la réponse la plus connue est elle aussi banale : chercher à connaître son histoire est contribuer à son identité, qu'elle soit individuelle ou collective. Peut-on aller plus loin dans la réflexion dès lors qu'il s'agit, comme c'est le cas de notre association, de s'intéresser à l'histoire d'un champ de pratiques sociales, celui de la formation des adultes, encore nommé « éducation permanente » ?

Il me semble que l'on pourrait avancer trois raisons supplémentaires.

La première est que l'histoire, celle faite par les professionnels, est de nature à « désillusionner » les contemporains qui, à défaut de s'appuyer sur des connaissances attestées, se racontent toujours une (ou leur) histoire qui se transforme en histoires. On retrouve le même mouvement aussi bien dans les histoires de familles que dans celles d'une nation. Le travail mental reste toujours le même pour devenir un peu plus lucide : ne pas enjoliver, ni diaboliser le passé.

La seconde raison est de comprendre les faits et les phénomènes d'aujourd'hui, comme résultant d'un tissage, dont les fils se mêlent au long des années et des siècles et qu'il est toujours abusif de penser et d'interpréter ce que l'on constate, ce que l'on vit, ce que l'on éprouve, comme étant en droit fil d'un autrefois. Les sources de notre présent sont toujours multiples et selon les années ou les décennies, chacun a tendance à occulter l'une au profit des autres.

Enfin, troisième raison, on peut ne pas avoir envie de réinventer, à chaque génération, le fil à couper le beurre mais préférer, au contraire, aller plus loin, aller même au-delà, pour rester dans la métaphore, du couteau électrique. Or, seule une connaissance approfondie du passé, connaissance qui n'est pas seulement celle des chroniqueurs mais bien des historiens, autorise à s'appuyer sur les acquis, les erreurs et les innovations, pour continuer à créer et à inventer.

L'histoire, en somme, non pour la nostalgie, mais pour l'avenir. »

Nous souhaitons que tous les lecteurs de cette mise en récit et des trois D.V.D seront comme J. Beillerot, convaincus que la transmission de l'histoire et de la mémoire en valent la chandelle et qu'elle contribuera à construire l'avenir.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES

- C. ALLEGRE (Préf), F. DUBET & P.MEIRIEU (Comm). *Le rapport Langevin-Wallon*. Paris : Editions des Mille et une nuits. 2003.
- Y. BAUNAY & A.CLAVEL (Coord). *Toute une vie pour apprendre : un slogan ou un véritable droit pour tous ?* Paris : Syllepse. 2002. 478 p.
- G. BERGER (Sd). *Encyclopédie française. Tome XX : Le monde en devenir*. Paris : Société Nouvelle de l'Encyclopédie française. 1959.
- L. BOLTANSKI. *Les cadres, la formation d'un groupe social*. Paris : Editions de Minuit. Coll. Le sens commun. 1982. 523p.
- B. CACERES. *Histoire de l'éducation populaire*. Paris : Seuil. 1964. 251 p.
- P.CARRE & M.TETART. *Les ateliers de pédagogie personnalisée ou l'autoformation accompagnée en actes*. Paris : L'Harmattan. 2003. 222 p.
- J.-F. CHOSSON. *Peuple et culture 1945-1995. 50 ans d'innovation au service de l'éducation populaire*. Paris : Peuple et culture. 1995. 104 p.
- B. CONTE. *Une utopie combattante*. Paris : Fayard. 1991. 639 p.
- DAFCO. *L'évolution des métiers de la formation des adultes*. Actes du colloque des 13-14 octobre 1993. Lille : Académie de Lille. 1993. 191 p.
- E. DE LESCURE (Coord). *La construction du système français de formation professionnelle continue. Retour sur Retour sur l'accord du 9 juillet 1970 et la loi du 16 juillet 1971*. Paris : L'harmattan. 2004.
- J. DELORS. *L'unité d'un homme*. Paris : Odile Jacob. 1994. 397 p.
- J.-M. DIJAN. *Politique culturelle. La fin d'un mythe*. Paris : Gallimard. Folio. 2005. 196 p.
- S. DORMAND. *L'économie du Nord-Pas-de-Calais*. Villeneuve d'Ascq : Septentrion. 2001.
- C. DUBAR. *Formation permanente et contradictions sociales*. Paris : Editions Sociales. 1982. 223 p.
- C. DUBAR. *L'autre jeunesse. Des jeunes sans diplômes dans un dispositif de socialisation*. Lille : Presses Universitaires de Lille. 1987. 263 p.
- C. DUBAR & C. GADEA. *La promotion sociale en France*. Villeneuve d'Ascq : Septentrion. 1999.
- J. DUMAZEDIER. *Vers une civilisation du loisir ?* Paris : Seuil. 1962. 309 p.
- J.C. FORQUIN. *Les composantes doctrinales de l'idée d'éducation permanente*. Paris : l'Harmattan. 2002. 413 p.
- D. GARCETTE. *Agir pour l'emploi en région. L'expérience novatrice du Nord-Pas-de-Calais*. Paris : La Découverte & Syros. 1998. 260 p.

- B. GIBLIN-DELVALLET. *La région, territoires politiques : le Nord-Pas-de-Calais*. Paris : Fayard. 1990. 449 p.
- M. HELUWAERT. *Pour l'éducation populaire*. Paris : L'Harmattan. 2004. 266 p.
- M. DENIOT-POULQUIER. *Jeanne Laurent : une fondatrice du service public pour la culture 1946-1952*. Paris : Comité d'histoire du Ministère de la Culture. 2005. 267p.
- F. LAOT. *40 ans de recherche en formation d'adultes (1960-2000)*. Paris : L'Harmattan. 1999. 158 p.
- F. LAOT. *La formation des adultes : histoire d'une utopie en acte. Le complexe de Nancy*. Paris : L'Harmattan. 1999. 415 p.
- V. LECLERCQ. *Face à l'illettrisme : enseigner l'écrit à des adultes*. Paris : ESF. 1999. 199 p.
- V. LECLERCQ & M.-T. JANOT. 15 ans d'Alpha dans le Nord-Pas-de-Calais : l'expérience. In : J.-P. HAUTECOEUR. *ALPHA 88. Recherches en alphabétisation*. Montréal : Ministère de l'éducation. 1988. p 99-155
- R. LICK. *Mémoire de la formation. Histoire de C.E.S.I.* Paris : Les éditions du CESI. 1996. 350 p.
- N. MAGGI-GERMAIN & A. PELAGE. *Les évolutions de la formation professionnelle : regards croisés*. Paris : La Documentation française. 2003. 306 p.
- P. MAUROY. *Léo Lagrange*. Paris : Denoël. 1996. 231 p.
- L. MENIERE *Bilan de la France 1981-1993*. Paris : La découverte. 1993. 417 p.
- P. ORY. *La belle illusion. Culture et politique sous le signe du Frant populaire, 1935-1938*. Paris : Plon. 1994. 1033 p.
- Y. PALAZZESCHI. *Introduction à une sociologie de la formation. Anthologie de textes français 1944-1994*. Vol. 1 : *Les pratiques constitutives et les modèles*. Paris : L'Harmattan. 1998. 267 p.
- Y. PALAZZESCHI. *Introduction à une sociologie de la formation. Anthologie de textes français 1944-1994*. Vol. 2 : *Les évolutions contemporaines*. Paris : L'harmattan. 1998. 548 p.
- Y. PALAZZESCHI. « Promotion sociale et éducation permanente ». In : C. DUBAR, C. GADEA. *La promotion sociale en France*. Villeneuve d'Ascq : Editions du Septentrion. 1999.
- R. PENNEL (Sd.). *A Chacun sa chance. Grâce à l'apprentissage et à la formation professionnelle dans le Nord-pas-de-Calais*. Croix : Association « A chacun sa chance ». 2006.
- G. POUJOL & M. ROMER. *Dictionnaire biographique des militants XIXe-XXe siècles : de l'éducation populaire à l'action culturelle*. Paris, Montréal : L'Harmattan. 1996. 411 p.
- A. PROST. *Histoire générale de l'enseignement et de l'éducation en France*. Paris : Perrin. 2004. 807 p.
- J.P. RENAIX. *La promotion sociale*. Fiches techniques « Peuple et Culture » - 1967 et 1968.
- B. SCHWARTZ. *Moderniser sans exclure*. Paris : La découverte. 1997. 250 p.
- N. TERROT. *Histoire de l'éducation des adultes en France*. Paris : L'harmattan. Coll. Savoir et Formation. 1997. 345 p.
- F. TETARD & C. LEFEUVRE. *Culture et liberté, une naissance turbulente...* Paris : Culture et liberté. 1998. 230 p.

ARTICLES & REVUES

C. CAPELANI, P. DEMUNTER, M. MEBARKI. Un essai d'évaluation formative. Cahiers d'Etudes du CUEEP, n° 11. 1988. 115 p.

J.V. CORDONNIER, J. REY et Y. SCHWARTZ. « Formation continue, éducation permanente et université ». Education permanente n° 19. 1973.

R. DESREUMAUX. « Les débuts de l'école normale ouvrière dans le Nord, 1925-1937 ». Revue du Nord Tome LXXIII, n°290-291. Avril-Septembre 1991.

C. DUBAR & S. EVRARD. « De quelques motivations à la formation collectives d'adultes ». Education Permanente n°5. 1972.

M. GANTOIS, G. MLEKUZ, D. POISSON. Action culturelle, formation permanente, travail social : des cousinages à développer. Cahiers d'Etudes du CUEEP n° 4. 1999. 107 p.

J. HEDOUX. « Inégalités, innovations et connaissance des agents éducatifs ». Perspectives documentaires en éducation, n° 61. 2004.

G. HERZLICH. « Sallaumines, quatre heures de l'après-midi ». Le Monde. 13 février 1974.

Y.-M. HILAIRE (Préf). Cent ans de catholicisme social dans la région du Nord. Villeneuve d'Ascq : Université Charles de Gaulle Lille3. Revue du Nord n°73. 1991. 290 p.

V. LECLERCQ. « Les sciences de l'Education « au service » de la formation des adultes de faible niveau de scolarisation ». Perspectives documentaires en éducation, n°49. 2000. p. 9-20.

P. MARCHAND. « Patronat et apprentissage dans le textile. Une approche locale 1940-1971. » Université de Lille 3.

P. MARCHAND. « Pour une histoire de la formation professionnelle des adultes. Le cas du Nord de la France (milieu du XIXe-1914) ». In : G.BODE, P. MARCHAND (Dir.). *Formation professionnelle et apprentissage (XVIIIe-XXe siècle)*. Actes du colloque international L'histoire de la formation technique et professionnelle en Europe du XVIIIe au milieu du Xxe. Villeneuve d'Asq, 18-20 janvier 2001. Co-édition Revue du Nord/INRP, Hors Série, n°17. p 157-174

G. MLEKUZ. « Le kino, la T.S.F et l'étrange lucarne ». Education Permanente. N° 122. 1995.

G. MLEKUZ. « Ecoute le temps qui marche sur le sable...ou chronique d'une réconciliation annoncée ». Perspectives documentaires en éducation, n°21. 1990. p. 53-86.

Y. PALAZZESCHI. « Histoire de la formation, formation de l'histoire ». SAVOIRS n° 3. 2003.

L. TANGUY. « Un mouvement social pour la formation permanente en France (1945-1970) ». Education Permanente n°149. 2001. p 11-28

E. CAILLET & C. REVUZ (Sd). L'éducation permanente vingt ans après. Education Permanente n°98. 1989. 198 p.

M. MEBARKI & P. ROQUET (Sd). Trois décennies de formation continue : de l'éducation permanente à la formation tout au long de la vie . Cahiers d'Etudes du CUEEP n°52. mai 2003. 143 p.

L. TANGUY (Sd). La formation permanente entre travail et citoyenneté. Education Permanente n° 149. 2004. 266 p.

20 ans de formation d'adultes. L'action collective de formation de Sallaumines Noyelles-sous-Lens. Cahiers d'Etudes du CUEEP n°19. 1991. 102 p

TRAVAUX UNIVERSITAIRES

J. DENANTES. *Les freins à l'engagement des Universités dans la formation continue*. Thèse de doctorat : Sciences de l'éducation. Université de Paris-Nanterre. 2005.

C. DUBAR. *La formation professionnelle continue en France (1970-1980). Une évaluation sociologique*. Paris : Université Paris 4. Thèse de doctorat : sociologie. 1984.

A.CARDON. *Les formateurs d'adultes dans la division sociale du travail*. Lille : Université de Lille 1. Thèse de doctorat : sciences de l'éducation. 1996.

E. DUBAR-CHARLON. *Comparaison des comportements sociaux des travailleurs migrants et des travailleurs français de même qualification professionnelle. L'accès des ouvriers textile à la formation professionnelle continue à Roubaix-Tourcoing*. Lille : Université de Lille3. Thèse de doctorat : sciences de l'éducation. 1982.

A. DUBUS. *Les conseillers en formation continue sont-ils ou peuvent-ils être des agents de changement pédagogique*. Lille : Université de Lille 2. Thèse de doctorat : sciences de l'éducation. 1980.

M. FEUTRIE. *La demande de formation en milieu ouvrier, l'action de formation collective de Sallaumines-Noyelles*. Paris : Université Paris 5. Thèse de doctorat : sciences de l'éducation. 1977.

N. GADREY. *Le public féminin de l'A.C.F. de Roubaix-Tourcoing : problèmes de formation et d'emploi*. Thèse de doctorat : sociologie. Villeneuve d'Ascq : Université de Lille 1. 1981.

J.-Y. GOURVES. *Les fonctions d'un système de formation professionnelle continue dans un bassin d'emploi. L'évolution sur 25 ans de la FPC à Dunkerque*. Lille : Université de Lille 1. Thèse de sciences économiques. 1987.

J. HEDOUX. *Intervention éducative « globale » en milieu minier. La participation à l'action collective de formation de Sallaumines-Noyelles. Différenciations sociales, continuités et ruptures dans les formes de sociabilité minière*. Lille : Université de Lille 3. Thèse de doctorat : Sciences de l'éducation. 1980.

V. LECLERQ. *Travailleurs migrants en formation : enseignement et apprentissage d'une connaissance explicite du système du français*. Lille : Université de Lille 3. Thèse de doctorat : Sciences de l'éducation. 1984.

SITE INTERNET

Un important travail de recensement des travaux sur l'histoire de la formation des adultes a été entrepris par le GEHFA (Groupe d'Etudes – Histoire de la Formation des Adultes). Il en résulte une base bibliographique très riche accessible sur le site Internet de l'association à l'adresse suivante :

<http://gehfa.com/Bibliographie.htm>

Cette base dépasse bien entendu l'espace géographique et temporel de notre étude mais nous vous invitons vivement à aller la découvrir pour compléter vos références.

1945 – 2000
Repères chronologiques

Une cinquantaine de repères chronologiques ont été choisis. Ils donnent à voir les principaux événements liés aux histoires nationale et régionale de la Formation Permanente des adultes.

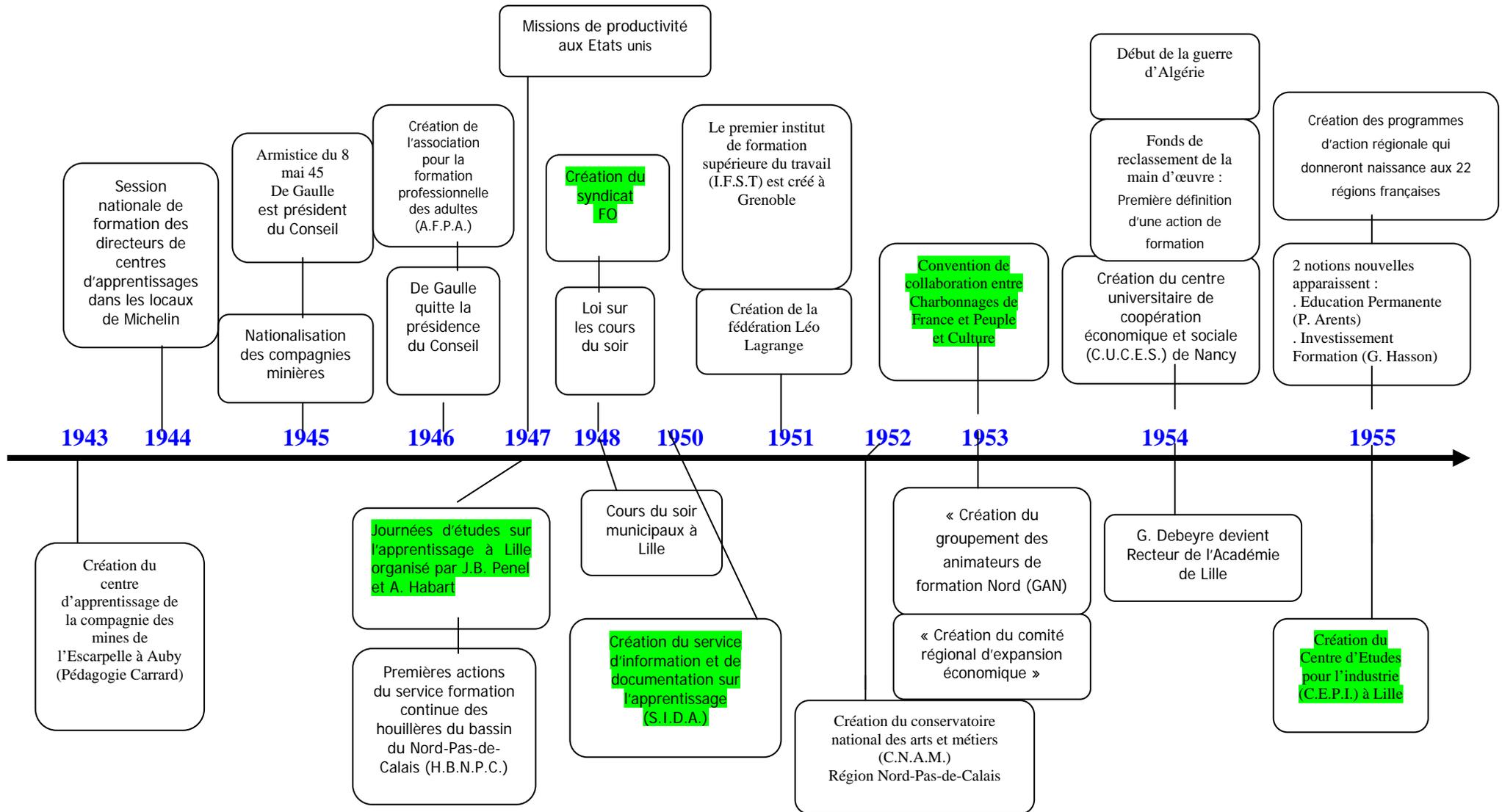
On les retrouve dans l'un des trois D.V.D. Ils sont là enrichis d'extraits d'interviews des dix sept témoins que nous avons rencontrés.

Telles les bornes d'un chemin de grande randonnée, ils jalonnent un parcours qui débute en 1943 et se termine en 2000. Ils accompagnent le lecteur dans son voyage au pays de l'histoire et de la mémoire.

Repères chronologiques : 1943 - 1955

NATIONAL

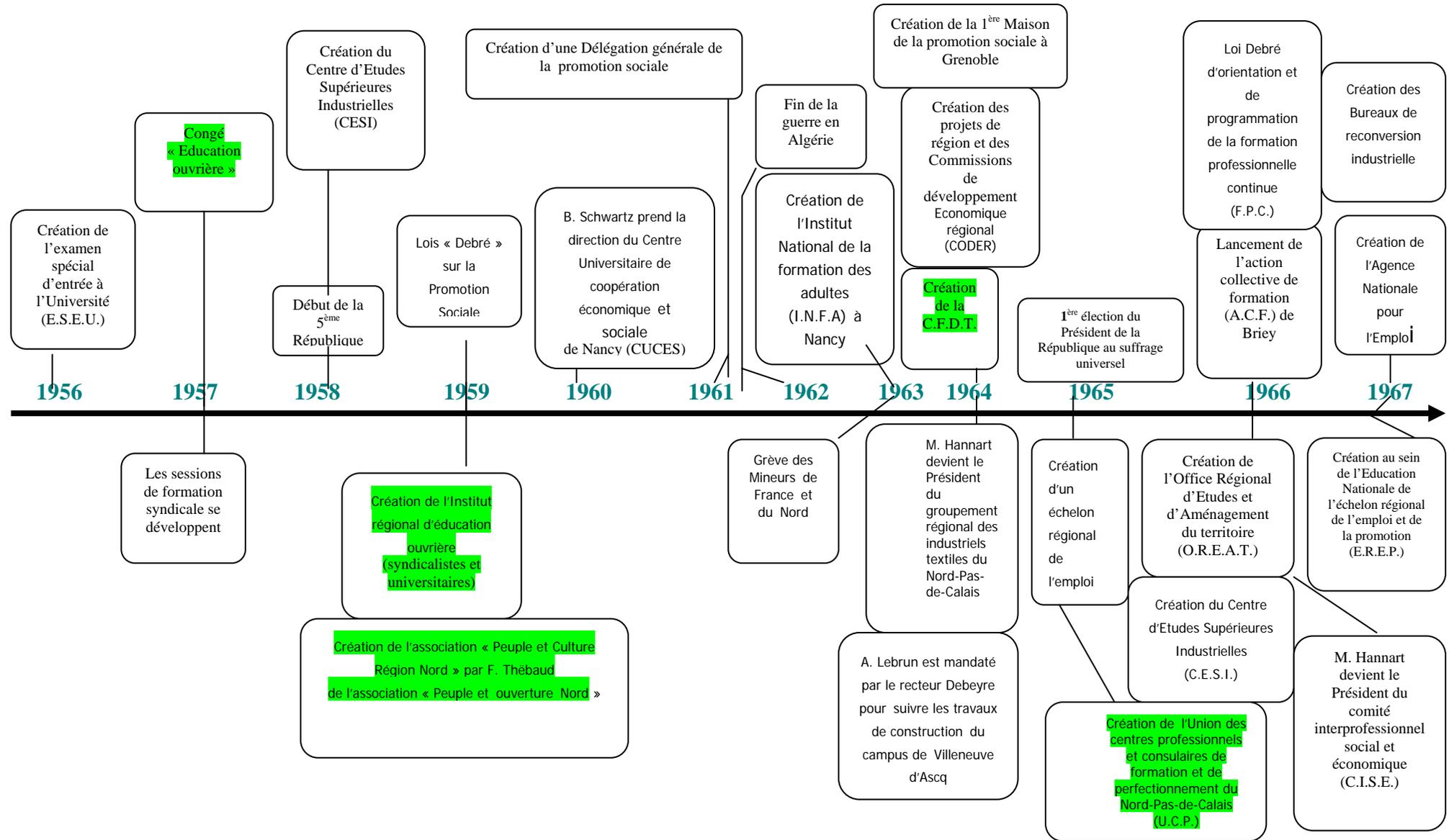
REGIONAL



Repères chronologiques : 1956 - 1967

N
A
T
I
O
N
A
L

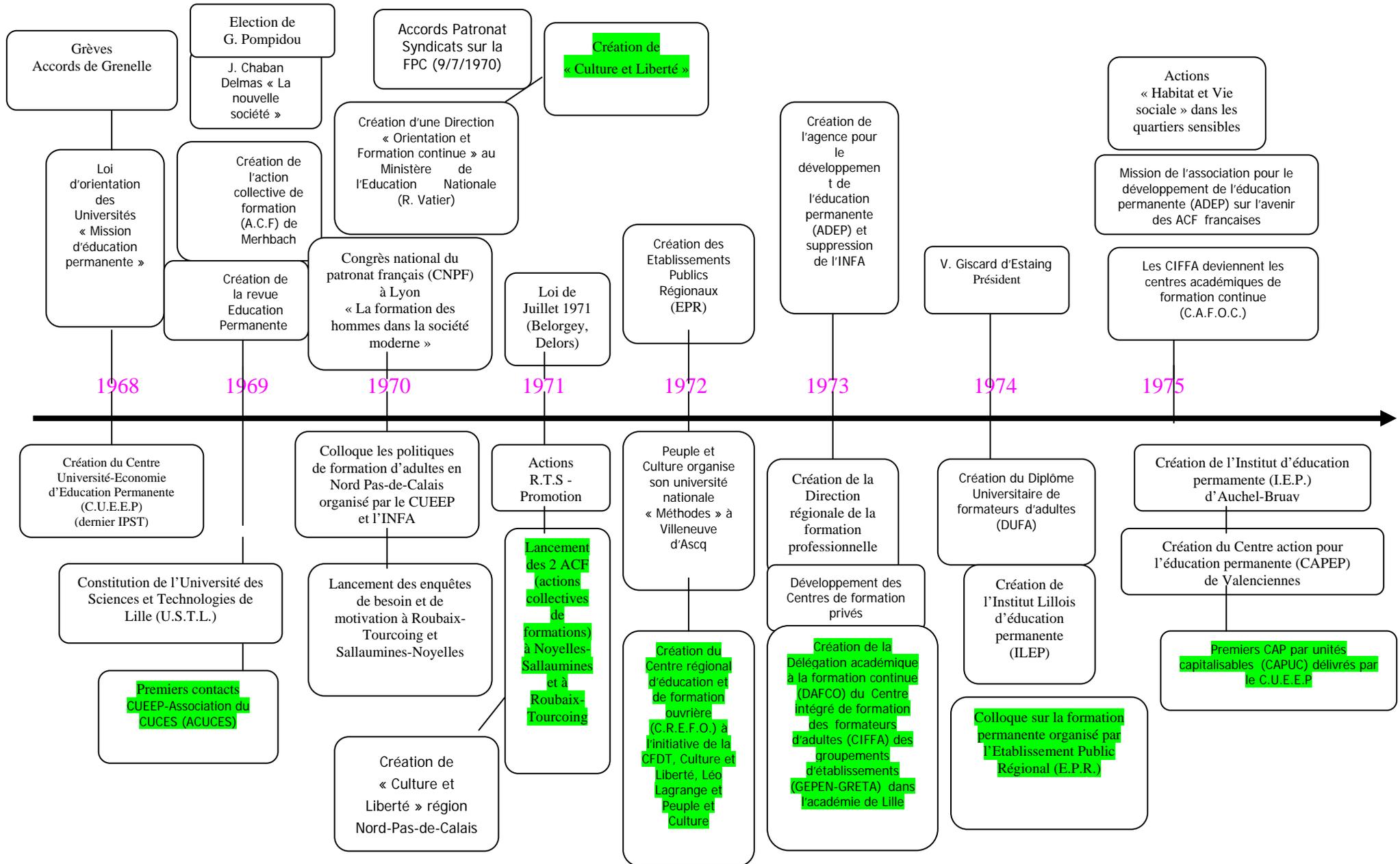
R
E
G
I
O
N
A
L



Repères chronologiques : 1967 - 1975

NATIONAL

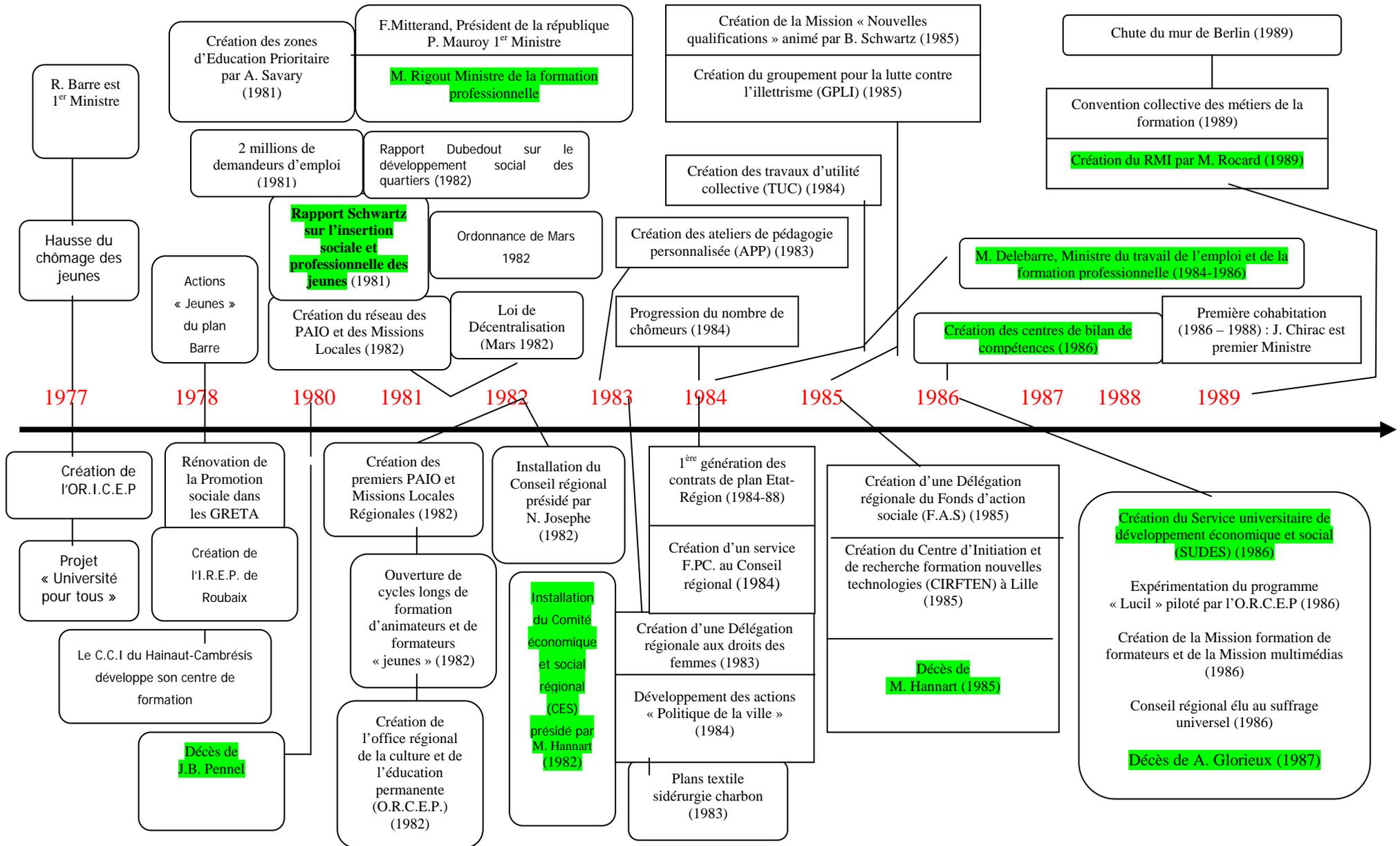
REGIONAL



Repères chronologiques : 1977 - 1989

NATIONAL

REGIONAL



Repères chronologiques : 1990 - 2000

NATIONAL

REGIONAL

